

Intelligence Économique :

Analyse stratégique des acteurs prestataires d'Intelligence Économique en Suisse romande

Travail de Master réalisé en vue de l'obtention du Master HES

Réalisé par

Béatrice Bourgeois

Sous la direction de :

**Hélène Madinier, Professeure HES, Master en sciences de
l'information (MSc IS)**

Genève, le 17 août 2020

Haute Ecole de Gestion Genève (HEG-GE)

Filière Master en Sciences de l'information (MSc IS)

Déclaration

Ce travail de Master est réalisé dans le cadre du Master en Sciences de l'information de la Haute école de gestion de Genève. L'étudiant accepte, le cas échéant, la clause de confidentialité. L'utilisation des conclusions et recommandations formulées dans ce travail, sans préjuger de leur valeur, n'engage ni la responsabilité de l'auteur ni celle de l'encadrant.

« J'atteste avoir réalisé seule le présent travail, sans avoir utilisé des sources autres que celles citées dans la bibliographie. »

Fait à Genève, le 17 août 2020

Béatrice Bourgeois

Remerciements

Je remercie tout d'abord Madame Hélène Madinier, Professeure HES à la Haute école de gestion de Genève, directrice de ce travail.

Je remercie Monsieur Aghroum Christian, mandant de ce travail et directeur de la SoCoA Sàrl, entreprise vaudoise de conseil, audit, formation en sûreté, cybersécurité et de gestion de crise, pour ses conseils et sa disponibilité rassurante.

Je remercie les participants des questionnaires et interviews nécessaires à ce travail.

Je remercie enfin ma famille et mes amis qui m'ont soutenue au cours de mes études.

Résumé

Si les prestataires romands de services en intelligence économique font aujourd'hui l'objet d'une étude, c'est qu'ils le méritent. Savant mélange d'expertise, de technologie, de sécurité labellisée « Swiss Made », de formations et de partenariats stratégiques, les acteurs romands certifiés « intelligence économique » veulent sortir de l'ombre et gagner en visibilité mais aussi en reconnaissance. Car, l'intelligence économique est une discipline souvent peu connue du grand public et des dirigeants d'entreprises et véhicule parfois de fausses images.

Dans sa volonté de travailler à l'amélioration de l'image des acteurs prestataires en intelligence économique, la société SoCoA, entreprise vaudoise de conseil, audit, formation, cybersécurité et gestion de crise nous a mandaté pour mener une analyse stratégique de la profession. Le but de cette présente analyse est de circonscrire le paysage romand des acteurs prestataires en intelligence économique, de faire prendre conscience de l'importance de la professionnalisation de la discipline et donc de la nécessité de s'y former mais aussi de connaître les besoins de la profession particulièrement en matière de code éthique.

Pour ce faire, nous avons tout d'abord réalisé une revue de littérature qui a permis dans un premier temps de dresser le ou les profils professionnels des prestataires de services en intelligence économique que sont surtout les analystes, les conseillers, les avocats et juristes et les détectives.

Après nous être penchés, dans le cadre de l'étude préliminaire de 5 acteurs, sur ce qui constitue leurs principales activités sources de revenus, nous avons orienté notre analyse sur les canaux de communication et de positionnement aux fins de leur développement. L'enquête en ligne a permis de procéder à un inventaire quantitatif de la profession ; il s'avère que seule une vingtaine d'acteurs romands proposeraient véritablement des prestations en intelligence économique dans toute sa globalité. En fait, 53% des acteurs prestataires d'intelligence économique n'hésitent pas à externaliser certaines de leurs activités en lien avec l'intelligence économique.

Certes, les raisons peuvent être pécuniaires mais il semble que l'absence de formation et de professionnalisation de la discipline n'est pas à négliger. D'ailleurs, les entretiens semi-directifs menés avec des experts travaillant dans la discipline ont permis de conforter nombre de réponses données dans le cadre de l'enquête en ligne. De même, le manque voire l'absence de référencement de la discipline dans les bases de données professionnelles semble aussi à l'origine du manque de visibilité de la profession.

Les recommandations émises à la fin de notre étude et issues de la synthèse de ces étapes, devraient permettre à la profession de prendre un réel essor et ainsi de gagner en visibilité.

Mots clés : intelligence économique, analyse stratégique, acteurs prestataires d'intelligence économique, HEG, Swissintell, ASPIRE, Romandie

Table des matières

Déclaration.....	i
Remerciements.....	ii
Résumé.....	iii
Table des matières	iv
Liste des tableaux.....	vii
Liste des figures.....	viii
1. Introduction.....	1
1.1 Cadre général.....	1
1.2 Contexte.....	1
1.3 Problématique	2
1.4 But.....	2
1.5 Présentation du mandat	3
1.6 Objectifs.....	3
1.7 Questions de recherche	3
1.8 Méthode générale.....	4
2. Revue de littérature.....	5
2.1 Histoire de l'Intelligence économique et de la profession en Suisse	6
2.1.1 A la recherche de sources d'informations pertinentes	6
2.1.2 Au commencement était le monde militaire.....	6
2.1.3 Une profession qui veut gagner en crédibilité grâce au milieu associatif	7
2.1.4 Une pratique de la discipline qui se professionnalise	9
2.2 Une profession aux rôles multiples	10
2.2.1 Les principaux acteurs	10
2.2.2 Des profils multidisciplinaires et complémentaires	11
2.2.3 Une panoplie de services à disposition	11
2.3 Une discipline qui prolifère en Suisse.....	11
2.3.1 Des scandales qui mettent en lumière la discipline.....	11
2.3.2 Des modifications économiques et sociologiques	12
2.3.3 Des entreprises qui veulent se prémunir des risques	12
2.3.4 Une profession ouverte à tous	12
2.3.5 Les atouts de la Suisse mais surtout de Genève.....	13
2.4 Une discipline qui doit encore s'imposer malgré quelques avancées.....	13

2.4.1	Une méconnaissance de la discipline chez les dirigeants de PME	13
2.4.2	La Suisse et la culture du secret.....	14
2.4.3	Une image parfois sulfureuse de la profession	14
2.4.4	La frilosité pécuniaire des PME suisses	14
2.4.5	La discipline s'organise pour gagner en crédibilité	15
2.5	Bilan	15
3.	Portrait de 5 entreprises romandes offrant des services en intelligence économique	16
3.1	Objectifs.....	16
3.2	Méthodologie	16
3.3	Analyse comparative.....	20
3.3.1	Les supports de communication	23
3.3.2	Un discours alliant confiance, expertise, sécurité et innovation ...	24
4.	A la recherche de l'intelligence économique.....	26
4.1	Méthodologie	26
4.2	Résultats.....	26
4.3	Sélection des entreprises	29
5.	Enquête en ligne	30
5.1	Méthodologie	30
5.2	Présentation et analyse des résultats pour les sociétés proposant des prestations en intelligence économique.....	30
5.2.1	La perception de l'intelligence économique	31
5.2.2	Portrait des répondants	32
5.2.3	Les clients.....	37
5.2.4	Performance.....	39
5.2.5	Charte éthique	40
5.3	Présentation et analyse des résultats pour les sociétés ne proposant pas de prestations en intelligence économique	41
6.	Avis d'experts.....	42
6.1	Méthodologie.....	42
6.2	L'entretien semi-directif	42
6.3	Présentation des résultats.....	43
6.4	Discussion des résultats.....	45
7.	Recommandations	46
7.1	Former les étudiants et les professionnels.....	46
7.2	La certification de la discipline.....	47

7.3 L'adhésion à une association « Swiss Made » et le respect d'un code éthique	48
7.4 Des partenariats essentiels à la reconnaissance de la discipline en Romandie	49
7.4.1 Entre associations.....	49
7.4.2 Avec le milieu académique/universitaire	50
7.4.3 Avec les sphères étatiques et militaires	51
7.5 Être répertorié dans un annuaire professionnel.....	51
7.6 Pour un meilleur référencement dans les bases de données professionnelles	52
7.7 Poursuivre la sensibilisation des PME.....	52
7.8 Être au cœur de l'innovation et de l'expérience client.....	53
7.9 Un axe de développement pour les activités juridiques et comptables	54
8. Conclusion	55
8.1 Retours d'expérience	55
8.2 Perspectives	56
Bibliographie	57
Annexe 1 : Mentions de l'IE et ses autres appellations dans les bases de données	62
Annexe 2 : Mots-clés et activités associés à la pratique de l'IE.....	63
Annexe 3 : Cabinets privés de conseils.....	66
Annexe 4 : Agences d'investigation/Détectives	68
Annexe 5 : Cabinets d'avocats	69
Annexe 6 : Fiduciaires	71
Annexe 7 : Enquête en ligne	72
Annexe 8 : Principaux abonnements	81
Annexe 9 : Questions entretien semi-directif	82

Liste des tableaux

Tableau 1. Classification par type d'activités (selon Norme NOGA 2008)	16
Tableau 2. Alp Services SA.....	18
Tableau 3. Geneva Intelligence SA.....	18
Tableau 4. Heptagone digital risk management & security Sàrl.....	19
Tableau 5. Global Risk Profile Sàrl	19
Tableau 6. P&TS SA.....	20
Tableau 7. Mots-clés fréquemment associés aux entreprises sélectionnées	29
Tableau 8. Les principaux abonnements souscrits.....	36
Tableau 9. Grille d'analyse des réponses	43

Liste des figures

Figure 1. Visibilité de la discipline IE sur le site internet des organisations.....	21
Figure 2. Pourcentage des sociétés ayant au moins un collaborateur formé	21
Figure 3. Les services proposés.....	22
Figure 4. Positionnement stratégique	25
Figure 5. Mentions de l'IE et ses autres appellations dans les bases de données	27
Figure 6. Autour de l'intelligence économique	28
Figure 7. Répartition en pourcentage des entreprises sélectionnées	29
Figure 8. Recommandations : les acteurs prestataires d'IE.....	54

1. Introduction

1.1 Cadre général

Depuis quelques années, Genève et l'Arc lémanique sont devenus des places incontournables pour l'implantation d'entreprises prestataires en intelligence économique (IE). Des cabinets d'avocats ou officines d'investigation privées sont également de plus en plus nombreux à offrir de tels services. La présence des multinationales y est pour beaucoup mais pas seulement. Les besoins en matière de veille sont nettement confirmés par les entreprises de l'arc jurassien et lémanique, toutes branches et toutes tailles confondues. A la question : « Avez-vous besoin d'un outil ou d'une aide extérieure en matière de veille ? », 41% de ces entreprises répondent par l'affirmative (Bregnard et Madinier 2017) ; le marché dans ce domaine est réel.

L'intelligence économique a pris de l'ampleur particulièrement en Suisse romande, suite entre autres, à la création en 2003 d'une formation diplômante au sein de la HEG-SO Genève. Swissintell, Association Suisse en Veille Stratégique et Intelligence Économique, a quant à elle pour mission depuis 2006 de promouvoir la veille et ses bonnes pratiques aussi bien auprès des entreprises que des pouvoirs publics (Swissintell 2019).

Mais, le chemin est encore long ; l'intelligence économique reste un domaine très peu connu du grand public et des chefs d'entreprises suisses. Il s'agit dès lors pour les entreprises prestataires d'intelligence économique en Suisse romande de se positionner en tant qu'acteurs majeurs de la mondialisation.

Confrontées à une concurrence mondiale accrue, les entreprises, notamment les PME, se doivent de demeurer compétitives tant au niveau national qu'international. La compétition internationale n'est pas uniquement commerciale et financière, mais porte dorénavant aussi sur des éléments immatériels : images, données, normes...

Des efforts de clarification de l'offre des prestataires en IE doivent aussi se poursuivre. Car, tout l'enjeu est de sensibiliser les entreprises suisses et d'autres nationalités, les PME en particulier, à la nécessité d'accorder une place à l'intelligence économique.

1.2 Contexte

Le cours « intelligence économique » dispensé à la HEG-So Genève au deuxième semestre 2019 aux étudiants du Master en Sciences de l'information, a permis à ces derniers de connaître l'intelligence économique dans toutes ses composantes, de savoir faire un audit d'intelligence économique dans une organisation et de mener efficacement une analyse stratégique avec une approche IE.

Au terme de ce cours, les étudiants ont été évalués, entre autres, sur l'analyse concurrentielle d'une entreprise genevoise de renommée internationale ; ils devaient pour cela dégager des pistes d'évolution possibles après avoir analysé l'environnement de cette société grâce au modèle PESTEL, cartographier les concurrents et à travers le modèle SWOT analyser les opportunités et axes possibles de développement.

Les conclusions de cet exercice sont sans appel ; l'intelligence économique est une aide à la décision pour tous types d'organisations, que ce soit une grande entreprise, une PME ou encore un institut de recherche. De même, la prestation en intelligence économique au sein d'une organisation se doit d'impliquer un savoir-faire spécifique et efficace de la part de professionnels prestataires en intelligence économique. Il s'agit dès lors de savoir à qui ses entreprises demandeuses ont affaire.

1.3 Problématique

Certes, des travaux de recherches ont été menés par le milieu universitaire romand ces dernières années sur les pratiques de la veille tels l'étude « Quels besoins et pratiques de veille pour les organismes d'aide à l'innovation et les entreprises de l'Arc jurassien ? 14ème journée franco-suisse en intelligence économique et veille stratégique » (Bregnard et Madinier 2017) ou le travail de Bachelor « Pratiques et besoins de veille dans les PME de Suisse romande » (Morina et Racine 2014) et aussi le mémoire de master « Élaboration de stratégies de veille pour les structures offrant un accompagnement aux start-up » (Rey 2014).

Il n'existe à ce jour aucune étude universitaire sur les acteurs prestataires d'IE en Suisse et en particulier en Romandie. Même si Swissintell réunit régulièrement les différents professionnels du domaine (veille et intelligence économique, gestion de l'information et sécurité informatique (Swissintell 2019), il n'empêche, l'absence d'études sourcées et récentes sur ces experts reflète l'idée que l'IE peine à se transformer en culture commune. Qui sont alors les acteurs prestataires d'IE ? Quelle est donc la nature de l'offre proposée en matière de prestation en intelligence économique ? Quelles sont leurs méthodes de travail ?

De plus, certains acteurs prestataires d'intelligence économique ont fait parler d'eux sur la place romande ces dernières années et ce en raison, entre autres, de scandales et espionnages économiques ayant fait la une des journaux (Bradley 2012 et Besson 2014). Il n'est pas rare que l'intelligence économique soit parfois confondue avec l'espionnage économique ou autres barbouzeries. Dès lors, une charte éthique commune à la profession pourrait être une option à envisager.

Enfin, l'enjeu de la formation demeure décisif quant à la vision que l'on peut avoir de la profession. Certes, cette dernière ne peut être crédible sans une réglementation transparente mais aussi sans la sensibilisation du public cible et la formation des praticiens.

1.4 But

Le but de ce travail est de mieux connaître les acteurs prestataires d'IE mais aussi de permettre à la profession de poursuivre sa structuration, de développer la sensibilisation des entreprises suisse à l'IE et de mieux communiquer sur les bonnes pratiques. Tous ces facteurs réunis contribueront aussi à faire évoluer définitivement et positivement l'image des acteurs prestataires d'IE ; ils pourront enfin bénéficier des données statistiques et visualisations fiables sur leur profession.

1.5 Présentation du mandat

Ce travail de Master a pour sujet “ Intelligence Économique : Analyse stratégique des acteurs prestataires d’Intelligence Économique en Suisse romande ”. Le mandant est Christian Aghroum, directeur de la SoCoA Sàrl, entreprise vaudoise de conseil, audit, formation, cybersécurité et gestion de crise.

M. Aghroum souhaite travailler à l’amélioration de l’image des acteurs prestataires en intelligence économique. Pour cela, l’analyse stratégique de la profession a pour but de mieux connaître le paysage romand des acteurs prestataires en intelligence économique, de comprendre le secteur d’activités dans lequel évolue M. Aghroum : concurrents, positionnements, stratégies actuelles et potentielles dans le futur et capacités actuelles et futures.

M. Aghroum déplore aussi l’absence de transparence en matière de charte éthique au sein de la profession qui comprend des acteurs aux profils diverses et variés ; il s’agit dès lors de connaître l’avis et les besoins de ces derniers sur ce point.

Des contraintes comme la confidentialité de certaines données sensibles, l’accès à certaines données en lien avec les activités des acteurs prestataires en IE et l’image sulfureuse de la profession sont aussi à prendre en compte.

1.6 Objectifs

A la fin de ce travail, le mandant souhaite obtenir une analyse concrète du positionnement des acteurs prestataires d’intelligence économique en Suisse romande. Pour cela, il convient de faire :

1. Une présentation de la discipline et de la profession : histoire, activités, communication et positionnement.
2. Un recensement des acteurs prestataires d’IE
3. Une analyse et catégorisation des acteurs prestataires d’IE
4. Une cartographie des principaux acteurs en fonction de leur positionnement
5. Une analyse des opportunités et axes de développement du secteur IE
6. Des recommandations

1.7 Questions de recherche

- Qui sont les acteurs prestataires d’IE ?
- Quelles stratégies sont mises en œuvre par la profession pour communiquer et sensibiliser les entreprises mais aussi se démarquer de la concurrence ?
- Comment rendre les activités de la profession plus transparentes ?
- Comment promouvoir de façon pérenne la profession ?

1.8 Méthode générale

Pour répondre aux questions soulevées au point 1.7, une approche en 6 étapes a été choisie :

Étape 1 : Étude préliminaire

Une revue de littérature existante permettra de dresser un état de l'art des acteurs prestataires en intelligence économique en Suisse romande. Il s'agira de s'intéresser aux sources historiques de l'IE en Romandie, de cerner les profils multidisciplinaires des praticiens en IE, leur positionnement, leurs difficultés et enfin de proposer un éclairage sur les enjeux à venir de la profession.

Étape 2 : Portrait de 5 entreprises romandes offrant des services en Intelligence économique

Il s'agit ensuite de brosser plus précisément le portrait de ces professionnels prestataires en intelligence économique en tenant compte de leur secteur d'activité.

Étape 3 : Enquête en ligne

La troisième étape consiste à mettre en place une démarche qui doit permettre d'identifier et de quantifier les professions susceptibles d'être des acteurs prestataires de services en IE en Suisse romande. A l'aide des bases de données factuelles telles Kompass, Swissfirms, Local.ch, Zefix ou encore Orbis nous pourrons élaborer, catégoriser ces acteurs prestataires en IE, leur nombre, la taille de leur entreprise, les services proposés et leur localisation géographique. Il s'agira ensuite de réaliser et de leur soumettre un questionnaire portant entre autres sur leur perception de l'IE, les caractéristiques de leur société, leurs pratiques de l'IE, la clientèle visée, leur performance et leur point de vue quant à la nécessité d'une charte éthique commune. L'objectif est aussi d'identifier les besoins de la profession et sonder leur expectative quant à la pratique de la discipline.

Étape 4 : Présentation et analyse des résultats

Les résultats des questionnaires seront présentés de façon à dégager les principales réflexions et/ou recommandations collectées. Nous pourrons les visualiser sous formes graphiques ou autres. L'objectif est de dresser un état des lieux de la situation actuelle et faire ressortir des tendances communes, d'identifier les enjeux, les bonnes pratiques et les difficultés de la profession.

Étape 5 : L'entretien avec un expert par catégorie

La cinquième étape consiste à consulter séparément un expert par catégorie sur la base des résultats obtenus lors de l'analyse du questionnaire (étape 3), par un entretien semi-directif. Les informations récoltées permettront de mettre en lumière leurs réflexions en relation avec un thème préalablement défini par l'enquêteur.

Étape 6 : Résultats finaux et recommandations

Les informations collectées sous formes de questionnaire ou d'entretiens semi-directifs permettront enfin d'avoir une idée claire et précise de l'exercice de la profession en Suisse romande, de mettre en évidence les points forts mais aussi les points faibles dans son fonctionnement. Il s'agira aussi de fournir des recommandations en vue d'augmenter la valeur ajoutée des acteurs prestataires d'intelligence économique.

2. Revue de littérature

72% des PME suisses considèrent que la décennie à venir sera le théâtre de profonds changements, notamment au niveau technologique (AWP 2018). Et, pour demeurer au cœur de la mondialisation, ces entreprises se doivent de demeurer compétitives, concurrentielles et innovantes.

La mondialisation, est indissociable de l'importance que doit prendre l'intelligence économique pour les multinationales, les grandes entreprises et les PME helvétiques. Notons qu'en Suisse, les PME constituent plus de 99% des entreprises et engendrent deux tiers des emplois (Groff 2018).

Malheureusement, les PME helvétiques accusent un retard réel dans le développement de l'Intelligence économique ; nombre de chefs d'entreprises, certes experts dans leur domaine, ne sont pas des spécialistes de l'IE (Groff 2018). A leur décharge, l'intelligence économique semble être une discipline complexe à définir, peu facile à cerner car, elle regroupe des activités très diverses : portrait d'un nouveau marché, solvabilité d'une société, investigations sur la concurrence, etc (Hoffstetter 2013). Un catalogue qui peut porter à confusion et une discipline qui se heurte à plusieurs approches.

Concernant le monde scientifique et académique de l'intelligence économique en Suisse retenons que pour Hélène Madinier, Professeure et responsable du DAS en Intelligence économique et veille stratégique à la HEG-SO Genève : « ce secteur multiforme comprend l'enquête, le conseil stratégique et le renseignement » (Guéniat 2012).

Pour Dimitri Percia David et Alain Mermoud : « la définition la plus simple de l'IE est : la bonne information, à la bonne personne, au bon moment, et d'une manière sûre. L'IE repose sur trois piliers fondamentaux : la veille, la protection, l'influence » (Percia David et Mermoud 2018).

Certes, la Suisse et ses entreprises se situent loin derrière la France et les États-Unis particulièrement en termes d'offres de formations et de sensibilisation (Morgado 2016). Il n'empêche, depuis une quinzaine d'année L'IE a pris de l'ampleur en Suisse suite, entre autres, à la création en 2003 d'une formation diplômante au sein de la HEG-So Genève. De même, Swissintell (Association Suisse en Veille Stratégique et Intelligence Économique) a pour mission depuis 2006 de mieux faire connaître ce secteur d'activité (Groff 2018). Enfin, on assiste depuis peu à un positionnement de la profession sur le devant de la scène suisse (Guéniat 2012).

L'objet de cette revue de littérature est de présenter un état des lieux du marché des entreprises prestataires d'Intelligence économique en Suisse, avec une attention particulière pour la Romandie. Il s'agira d'identifier les enjeux, les bonnes pratiques et les difficultés de la profession. Enfin, nous proposerons des pistes de réflexion, des suggestions quant à la valorisation de ce secteur d'activité.

2.1 Histoire de l'Intelligence économique et de la profession en Suisse

2.1.1 A la recherche de sources d'informations pertinentes

Au cours de nos recherches, nous avons pu constater l'absence d'ouvrages traitant spécifiquement de l'histoire de l'intelligence économique et de la profession en Suisse.

Peu d'articles scientifiques ou de presse, de conférences ou travaux de recherche abordent l'histoire de l'Intelligence économique en Suisse. Patricia Murça Morgado en fait le constat dans son travail de Bachelor réalisé en vue de l'obtention du Bachelor HES « Intelligence économique. Terminologie et maturité de la discipline : approche comparée par » (Murça Morgado 2016).

Notons toutefois l'existence de quelques recherches ou réflexions ponctuelles dans le domaine. Pour exemple, l'article de Dimitri Percia David, docteur en systèmes d'information à la HEC de Lausanne et collaborateur scientifique à l'académie militaire à l'EPF de Zurich et du docteur Alain Mermoud, chef de projet scientifique au campus cyberdefense de l'EPFL et président de l'association Swissintell « L'intelligence économique : du renseignement militaire au renseignement privé » (Percia David et Mermoud 2016) aborde succinctement l'histoire de l'IE en Suisse. Il s'agit d'un résumé de la conférence « L'Intelligence économique en Suisse » tenue en mai 2016 et présentant un état de l'art de l'IE en Suisse.

Concernant la profession, Benjamin Calmant dans son travail de Bachelor « *Comment promouvoir l'intelligence économique en Suisse* » a réalisé en 2014 une enquête sur les attentes et les besoins des professionnels de Suisse romande. Ce questionnaire avait pour objectifs, non pas d'analyser la pratique de l'IE des professionnels mais de connaître leurs réflexions quant à la mise sur pied d'une association professionnelle en Intelligence économique et veille stratégique en Suisse romande. Cette association devant avoir pour but de fédérer les professionnels de l'IE et de promouvoir la profession (Calmant 2014).

Depuis peu, des articles de presses émanant en particulier de la presse romande font mention des entreprises prestataires d'IE tant en raison de scandales financiers ayant eu des répercussions sur le paysage économique helvétique qu'en raison également du poids important du secteur bancaire, financier et de la recherche dans le pays.

2.1.2 Au commencement était le monde militaire

La pratique de l'intelligence économique prend ses racines dans le monde militaire ; elle fait partie du renseignement de défense et du renseignement d'intérêt militaire. L'information, c'est le pouvoir (Percia David et Mermoud 2016).

Pour rappel, cette IE repose sur trois piliers fondamentaux : la veille, la protection et l'influence. La veille suit un cycle particulier (le cycle du renseignement) qui prend ses origines dans le domaine militaire. La protection est souvent associée au domaine militaire. Enfin, on retrouve une origine militaire à l'influence : PSYOP (Military Psychological Operation) des opérations visant à transmettre des informations précises à un groupe de personnes dans le but de les influencer dans leurs décisions et leurs actions (Murça Morgado 2016).

Notons qu'aucune occurrence des expressions « *intelligence économique* », « *professionnels de l'intelligence économique* » et « *prestataire d'intelligence économique* » ne sont répertoriées sur le portail électronique du Département fédéral de l'économie, de la formation

et de la recherche (DEFR). En revanche, quand nous avons effectué une requête identique sur le portail électronique du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports, 4 résultats apparaissent : 3 documents et une publication.

Le premier document « Espionnage économique - Commentaires sur le court-métrage "En ligne de mire" » datant de 2016 et édité par le Département veut sensibiliser et informer les entreprises et institutions à l'espionnage économique (Département fédéral de la défense, de la protection et des sports 2016).

Le second document « Rapport sur les projets du DDPS », édité également par le Département et publié en 2019 permet au public de se faire une idée de l'état d'avancement des différents projets du département. Le département insiste sur la nécessité d'intensifier la lutte contre les cyberrisques et d'en assurer une bonne coordination (Département fédéral de la défense, de la protection et des sports 2019a).

Dans le troisième document « Management Summary Etude "Wirtschaftsspionage in der Schweiz", édité en 2020 par l'université de Berne, nous apprenons qu'afin de mieux connaître l'ampleur de l'espionnage économique en Suisse, le Service de renseignement de la Confédération (SRC) a chargé l'Institut de droit pénal et de criminologie de l'université de Berne de procéder à une étude sur ce sujet auprès des entreprises. Concrètement, cette étude doit permettre d'améliorer la prévention de l'espionnage, notamment par la sensibilisation des milieux de l'industrie et de la recherche en Suisse (Département fédéral de la défense, de la protection et des sports 2020).

Enfin, la publication « Prophylax » rédigée par le Service de renseignement de la Confédération (SRC) en 2019 et éditée par le Département est un programme de prévention et de sensibilisation. Il consacre un long paragraphe aux entreprises et hautes écoles suisses investies dans la recherche appliquée ainsi que dans le développement, lesquelles sont exposées à un risque accru d'espionnage (Département fédéral de la défense, de la protection et des sports 2019b).

Ainsi, nous avons effectué une recherche d'après une terminologie précise en rapport avec l'intelligence économique et les résultats obtenus sont des publications sur l'espionnage économique éditées ou initiées par le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports. Pour rappel, l'intelligence économique n'est pas de l'espionnage (Hoffstter 2013). Contrairement à l'espionnage industriel, le prestataire d'intelligence économique collecte, traite et diffuse des informations utiles aux acteurs économiques uniquement par des moyens légaux (Percia David et Mermoud 2016).

2.1.3 Une profession qui veut gagner en crédibilité grâce au milieu associatif

Ainsi, inspirée du renseignement militaire, l'intelligence économique se développe aujourd'hui, autant dans le privé que dans le secteur public mais, à la différence de la France, la pratique helvétique de ce secteur ne débute pas sous l'impulsion de l'État, lequel n'est que peu impliqué dans son extension (Groff 2018).

Dès les années 90, on trouve des sociétés inscrites au registre du commerce proposant leurs services en termes d'accompagnement des entreprises dans le cadre de due diligence, de lutte contre la criminalité économique et d'investigations commerciales (Geneva intelligence 2018).

Néanmoins, la profession n'est pas réglementée en Suisse, pays libéral et décentralisé, et n'est dotée d'aucun code de déontologie, même si Genève fait figure d'exception car étant l'un des rares cantons à soumettre les détectives privés et les agents de renseignements commerciaux à une autorisation du Conseil d'État. On ne peut donc que déplorer le retard du pays sur ses voisins (Guéniat 2012).

En 1994, le rapport « *Intelligence économique et stratégie des entreprises* », le "rapport Martre", insistait sur la nécessité que les acteurs stratégiques, publics et privés – locaux et nationaux, collaborent à des fins de développement et de compétitivité.

Selon Alexis Pfefferlé, associé fondateur d'Heptagone Digital Risk Management & Security Sàrl à Genève :

« Mal-aimée voir incomprise, l'intelligence économique et l'agrégation de l'information à un niveau supra-entreprise n'ont jamais vraiment connu l'essor qu'ils méritaient, à tout le moins au niveau des pouvoirs publics »
(Pfefferlé, 2020).

Depuis 2004, Le programme de prévention et de sensibilisation Prophylax du Service de renseignement de la Confédération sensibilise les entreprises et instituts de formation à l'espionnage économique, mais rien de probant quant à une cartographie complète des sociétés prestataires d'Intelligence économique.

On assiste depuis quelques années à une prise de conscience des acteurs du tissu économique suisse. Citons les agences de promotion économique comme les organes cantonaux de soutien aux entreprises. A Genève, la Fédération des entreprises romandes (FER) et l'Office de promotion des industries et des technologies (OPI) possèdent un service de conseil en veille stratégique (Atmani 2018).

Il n'en demeure pas moins que la pratique de l'intelligence économique est indissociable du monde associatif et des professionnels quant à son développement. Pour exemple, une association faîtière du secteur voit le jour en Suisse romande en 2016 : l'association Swissintell, anciennement la Swiss Competitive Intelligence Association (SCIA). Swissintell a pour mission de soutenir la profession. Elle se veut être l'autorité de référence en Suisse pour l'IE. Aujourd'hui, Swissintell couvre surtout la Suisse romande ainsi que la Suisse alémanique (Murça Morgado 2016). L'association se targue d'avoir, à ce jour, organisé plus de 50 événements de réseautage à Zurich et à Genève et de compter plus de 350 membres et quelques sponsors soutenant la mise en œuvre de sa stratégie (Swissintell 2019). Enfin, Swissintell souhaite se positionner comme un centre de recherche suisse sur les sujets du renseignement, comme le CF2R (Centre Français de Recherche sur le Renseignement), en France, un Think Tank indépendant, spécialisé sur l'étude du renseignement et de la sécurité internationale (Swissintell 2019).

L'association suisse des professionnels de l'investigation et du renseignement économique (Swissinvestigation) créée en 2018 à Genève a pour but de promouvoir et de défendre les intérêts, les droits et l'image des professionnels de l'investigation et du renseignement économique. Elle propose à ses membres le passage d'un examen permettant d'obtenir la certification « *Swiss investigation and intelligence best practices* » (Swissinvestigation 2018). Ses membres certifiés sont répertoriés en grande partie en Romandie.

2.1.4 Une pratique de la discipline qui se professionnalise

Suite à un partenariat entre une entreprise spécialisée dans la recherche de brevet et la veille technologique dans le secteur de l'Horlogerie et la filière Information documentaire de la HEG de Genève et la HEG de Neuchâtel une formation en Intelligence économique voit le jour en 2003 (Murça Morgado 2016). Il s'agit de former des cadres à la veille stratégique, au traitement et à la diffusion de l'information.

Les journées Franco-Suisses de la veille voient le jour en 2004 suite à des collaborations entre des professionnels et des enseignants en veille/IE de la HEG de Genève, la HEG de Neuchâtel et l'Université de Bourgogne Franche-Comté à Besançon. Depuis, ces journées d'étude ont lieu chaque année, en alternance à Genève, Neuchâtel et Besançon. Chaque journée, au cours de laquelle interviennent des professionnels, des consultants et des universitaires, est centrée sur l'intelligence économique à travers un thème spécifique. Une formule idéale également pour le réseautage. L'année 2020 devait être La 17ème édition de la Journée franco-suisse de la veille mais a été reportée en 2021 à Neuchâtel (Jveille 2020) en raison de la crise de la Covid 19.

En 2010, la HEG de Genève propose deux formations : un master d'études avancées (MAS) en Intelligence économique et Veille stratégique sur deux ans et un certificat d'études avancées (CAS) en Veille en entreprise sur une période de sept mois. Au programme du master, des modules consacrés à la sécurité et à la stratégie des entreprises, à la protection des données, à la propriété intellectuelle, aux techniques d'influence et au lobbying. La formation courte, quant à elle, propose des cours consacrés aux outils et techniques de veille ainsi qu'à la mise en place d'une prestation de veille (Texier 2012). Les publics cibles sont les cadres, dirigeants d'entreprises et les spécialistes en information documentaire.

La HEG de Genève complète son offre en 2012 avec le DAS (Diploma of advanced Studies) en intelligence économique et veille stratégique, une formation professionnelle spécialisée d'une durée d'environ un an et reconnue comme étant l'équivalent de la 2ème année de spécialisation du EMBA (Executive Master of Business Administration).

Aujourd'hui, la HEG de Genève propose des cours en IE et veille stratégique dans le cadre du Bachelor Information Documentaire (ID) et du Master SI (Sciences de l'Information) ; ces formations permettent d'exercer des métiers en lien avec l'IE et la Veille.

L'Université de Lausanne n'est pas en reste. En 2014, une nouvelle formation en intelligence économique voit le jour. Destinés principalement aux cadres, les cours reposent sur trois approches : celles du client, du praticien et de l'éthicien. D'une durée totale de cinq jours, la formation a pour objectif d'aider à sa mise en pratique de l'IE (Gogniat 2014).

L'Université de Lausanne propose également actuellement une maîtrise universitaire en droit, criminalité et sécurité des technologies de l'information de l'université, avec une mention en IE. L'institut neuchâtelois de lutte contre la criminalité économique offre quant à lui un Master of Advanced Studies (MAS) en lutte contre la criminalité économique (Etienne 2016).

Dans le cadre de ces formations, le monde académique n'hésite pas à s'associer à des prestataires de services d'IE, tels Geneva Intelligence, cabinet de conseils indépendant établi à Genève depuis 2013, lequel propose également une formation en IE pour les dirigeants d'entreprise.

Pour l'année 2019, la section Éducation du site internet de Swissintell propose une cartographie de l'éducation liée au renseignement en Suisse. Elle fait état de 10 formations diplômantes (Swissintell 2019) alors que Patricia Murça Morgado dans son travail de Bachelor (Murça Morgado 2016) mentionne 7 formations IE en Suisse en 2016. Nous constatons alors certes une progression pour la filière mais, ces formations sont dispensées majoritairement en Romandie. Seules 2 formations ont lieu en Suisse Alémanique, à Zurich et à Coire (voir Annexe 1).

Alors certes, la Confédération helvétique possède peu de formations en IE, en comparaison avec des pays comme les USA, le Canada ou encore la France mais, ces formations donnent lieu à des titres reconnus.

2.2 Une profession aux rôles multiples

2.2.1 Les principaux acteurs

Le secteur de l'Intelligence économique est une profession dont il est difficile d'obtenir ou de trouver des données chiffrées complètes et à jour. Personne n'est capable de dire combien vaut le marché suisse, composé, à la louche, de plusieurs dizaines de sociétés (Guénat 2012). Hélène Madinier précise : « *Nous en découvrons chaque année des nouvelles lors de notre journée portes ouvertes* » (Guénat 2012).

Il n'empêche, depuis 2010, Genève et l'Arc lémanique en particulier sont devenues des places incontournables à l'installation de grands groupes internationaux d'intelligence. Citons les cabinets Londoniens Alaco, spécialistes dans les services aux banques et les sociétés de négoce, et K2 Intelligence, spécialiste de l'Afrique. A Zurich, c'est Stroz Friedberg, une société américaine d'investigation informatique, qui a ouvert un bureau en 2014 (Besson 2014).

Les sociétés suisses ne sont pas en reste ; Global Risk Profile est une entreprise spécialisée dans les services de due diligence implantée en 2009 à Genève et à Paris depuis 2017. En 2015, la société comptait 8 employés (Etienne 2016) ; Les bureaux de Genève et de Paris regroupent une vingtaine d'analystes en 2019 (Portail de l'Intelligence Économique 2019). Citons également la croissance de la société genevoise Diligence, spécialisée dans l'investigation internationales et l'IE ; la société comptait 4 membres en 2012 et 15 membres en 2015 (Etienne 2016)

Les cabinets d'avocats sont aussi de plus en plus nombreux à proposer des prestations d'intelligence économique (Atmani 2018).

Enfin, la discipline séduit également les détectives privés : « *Filature, intelligence économique, contre-espionnage, contre-enquête : le type de missions susceptibles d'être confiées à un détective a de quoi susciter des vocations* » (Brocard 2015). Dans le canton de Genève, leur nombre est passé de 96 en 2000, à 247 en 2015, selon les chiffres de la police cantonale et ont donc plus que doublé en quinze ans (Brocard 2015). En 2016, 284 détectives privés et 95 agents de renseignements commerciaux sont autorisés à exercer leurs activités à Genève (Etienne 2016) et potentiellement des activités en rapport avec l'intelligence économique.

D'ailleurs, au cours de ces dernières années, la nature des mandats a beaucoup évolué ; dans les années 80, les enquêtes pour adultère constituaient 98% du travail. Elles n'en représentent à ce jour plus qu'un quart. Le reste se compose de renseignements commerciaux, d'audits ou de surveillance de personnes, les demandes provenant d'entreprises ou encore de cabinets d'avocats (Brocard 2015).

2.2.2 Des profils multidisciplinaires et complémentaires

Les collaborateurs des agences spécialisées en IE sont issus de formations en rapport avec le domaine juridique, économique, politique et des relations internationales ou encore des sciences de l'information. On peut ainsi parler d'équipes multidisciplinaires et complémentaires. On trouve ainsi des journalistes de formation, des investigateurs, d'anciens policiers, d'anciens membres des services de renseignement, des comptables, avocats ou experts en cybersécurité chacun apportant un ensemble unique de compétences et de perspectives d'enquête à la situation du client. En raison des innombrables situations, on peut également utiliser les services d'historiens de l'art ou des profils plus littéraires : « *On aime recruter des diplômés en lettres car ils font souvent preuve de curiosité et de rigueur, des qualités essentielles* », souligne Joël Pastre, de Global Risk Profile (Etienne 2016). Enfin, d'après nos calculs et recherches, ces agences peuvent compter en moyenne de 1 à 15 collaborateurs.

2.2.3 Une panoplie de services à disposition

Les missions peuvent être très variées : portrait d'un nouveau marché, solvabilité d'une société, investigation sur la concurrence, data mining, défense de brevets...L'intelligence économique recoupe donc des réalités très variées (Hoffstetter 2013). Les professionnels de cette discipline à large spectre peuvent proposer ainsi des missions de veille stratégique, d'investigation économique et de Due diligence, des études stratégiques, des audits mais aussi des formations. Ajoutons à cette liste déjà bien complète des missions d'enquêtes sur la criminalité économique ou encore des offres de services de conseils en cybersécurité ou système de sécurité.

2.3 Une discipline qui prolifère en Suisse

« *Il y a aussi un effet de mode, qu'on peut mettre en lien avec les séries télévisées américaines* », estime avec beaucoup d'humour Christian Sideris, directeur et fondateur de CS Enquêtes à Genève (Brocard 2015). Il n'empêche, le service de renseignement de la Confédération atteste de la prolifération d'agences de renseignement ces dernières années, qu'il lie à la place financière et aux institutions onusiennes (Guéniat 2012) sans oublier les multinationales. Alors, cette discipline fait son nid en Suisse et intéresse aussi de plus petites entreprises (Atmani 2018).

D'autres facteurs sont à prendre en compte quant à la mise en lumière de la profession en Suisse et en particulier en Romandie.

2.3.1 Des scandales qui mettent en lumière la discipline

Pour exemple, en 2011, l'affaire Areva place la Romandie sur le devant de la scène médiatique. Le fondateur de la société genevoise d'investigation Alp Services est accusé par le parquet parisien d'avoir utilisé des méthodes illégales, dans le cadre d'une investigation sur les conditions d'achat de la société minière UraMin, pour enquêter sur la vie privée du mari de l'ex-patronne d'Areva Anne Lauvergeon. L'affaire qui demeure floue met en lumière un secteur discret par nature, l'intelligence économique, mais aussi des protagonistes aux rôles multiples (Gueniat 2012).

2.3.2 Des modifications économiques et sociologiques

Philippe Meier, avocat et professeur de droit civil et de protection des données à l'Université de Lausanne estime que l'explosion du marché tient probablement aussi aux modifications économiques et sociologiques (Brocard 2015). Pour exemple, Genève abrite nombre de sociétés dans le domaine financier ou les matières premières, lesquelles peuvent-être des cibles d'espionnage économique et donc se montrer plus réceptives à la pratique de l'IE au sein de leur structure. D'ailleurs, un tiers des entreprises suisses sont victimes d'espionnage (Bondolfi 2020).

De même, selon le journaliste Mehdi Atmani, spécialiste de l'espionnage économique et récemment primé en tant que "journaliste suisse de l'année" par la Fondation Reinhardt von Graffenried (RTS 2020) : « *avec la numérisation galopante de la société et le déluge informationnel qu'elle occasionne, l'intelligence économique est devenue le pare-feu stratégique des entreprises* » (Atmani 2018).

Attention, l'activité se développe mais avec des grandes disparités quant à la clientèle réceptive à ce type d'activité. Il faut aussi différencier les grands groupes internationaux implantés en Suisse et l'influence anglo-saxonne des sociétés suisses. « *Dans les entreprises internationales, la présence de cadres étrangers, anglo-saxons en particulier, qui ont l'habitude de ce genre de pratiques, fait évoluer les mentalités* », précise Yannick Poivey, du cabinet One Intelligence (Hoffstetter 2013).

2.3.3 Des entreprises qui veulent se prémunir des risques

Selon Jonas Rey, associé senior chez Diligence à Genève : « *Quand il y a des instabilités dans le monde, les gens se tournent vers les sociétés d'intelligence* » (Etienne 2016). Les entreprises prennent conscience qu'il faut se prémunir des risques quel que soit leur nature tels les risques liés à la corruption et au blanchiment d'argent ; Joël Pastre, cofondateur de Global Risk Profile pense que le marché va encore croître (Etienne 2016). De même, les règles de compliance et de leaks se précisent et les sanctions, souvent lourdes en termes d'argent et d'image pour les entreprises, participent à la prolifération de la profession.

2.3.4 Une profession ouverte à tous

Il semble assez facile de créer une agence d'intelligence économique. Une inscription au Registre du commerce suffit. La profession n'est pas réglementée en Suisse et n'est dotée d'aucun code de déontologie, comme le sont les médias (Guéniat 2012). Il suffit d'une attestation de non-poursuite, un casier vierge ainsi qu'un certificat de bonne vie et mœurs. Genève est le seul canton à soumettre les détectives privés et les agents de renseignements commerciaux à une autorisation du Conseil d'État (Guéniat 2012).

De même, contrairement à la France, où la formation est réglementée et passe par l'université, aucune formation n'est obligatoire pour exercer le métier de détective. Genève est le seul canton romand avec Neuchâtel qui exige une autorisation d'exercer pour les détectives privés. Un casier judiciaire vierge et une taxe de 500 CHF suffisent. Dans les autres cantons rien n'est demandé (Brocard 2015).

2.3.5 Les atouts de la Suisse mais surtout de Genève...

Pour Charles Carr, président de K2 Intelligence à Genève, Genève est un « *hub pour les affaires internationales, les matières premières, avec la présence de nombreux avocats et entités financières* » (Agefi 2015). Frédéric Maendly, en charge du bureau de K2 dans le canton estime que « *Genève est un petit Londres, avec ses gens fortunés, ses sociétés internationales, sa place financière et ses négociants en matières premières, des branches qui font appel à nos services* » (Brocard 2015). Ces industriels, banques ou compagnies pharmaceutiques se doivent de garantir l'intégrité de leurs clients et de faire les bons choix quant aux sociétés dans lesquelles ils comptent investir (Etienne 2016).

Ainsi, ville d'envergure internationale, avec un niveau de vie élevé et une clientèle fortunée, Genève possède plus d'un atout permettant à la profession de se faire une place au soleil.

2.4 Une discipline qui doit encore s'imposer malgré quelques avancées

En Europe, on peut distinguer plusieurs niveaux de sensibilité à l'intelligence économique : « *Au premier rang se situe le Royaume-Uni, qui a cette fibre dans la culture des entreprises. Dans un deuxième chapeau se situent des marchés importants comme la France, l'Allemagne, l'Italie ou l'Espagne. La Suisse ne viendrait que dans un troisième panier* », juge en 2013 un responsable d'un des plus importants cabinets internationaux du secteur (Hoffstetter 2013).

En Suisse, la profession doit s'imposer car bon nombre d'acteurs économique n'ont pas encore intégré les réflexes de l'intelligence économique. Pour Nicolas Giannakopoulos, président de Global Risk Profile : « *L'intelligence économique s'apparente davantage à de l'artisanat qu'à de l'industrie* » (Guénat 2012).

La connaissance de la discipline est encore souvent incomplète ; pour un chef d'entreprise, la surveillance de la concurrence est un fait établi. De plus, la majorité des chefs d'entreprise ignorent qu'ils font déjà de la veille stratégique car ils ne connaissent pas le vocabulaire commun à l'IE et ses outils.

Cependant, Benjamin Calmant expert en veille stratégique observe aujourd'hui une plus grande sensibilité des dirigeants de PME, en particulier les plus jeunes, à l'intelligence économique. : « *La problématique ne se pose plus dans la tête des jeunes patrons, ces derniers sont déjà de plus en plus formés à l'intelligence économique et à la veille stratégique* » (Atmani 2018).

2.4.1 Une méconnaissance de la discipline chez les dirigeants de PME

Nombre de patrons, en particulier les plus âgés et responsables de PME, ne savent pas en quoi consiste l'IE et ne développent pas suffisamment leur stratégie économique. Si de grandes multinationales sont connues pour développer une culture IE, il existe une certaine méconnaissance de ces patrons de PME en la matière, par manque de temps et de ressources humaines souvent.

Pour Mickael Balondrade, expert en IE : « *Ces mêmes entreprises fabriquent, innovent, exportent, vendent, communiquent, se déplacent à l'étranger, vont exposer sur des salons professionnels, ... et n'ont, en général, rien mis en place en matière de sécurisation de leur savoir et savoir-faire* » (Balondrade 2018). Ajoutons que, lorsqu'elle n'est pas ignorée, on

assimile souvent l'IE à l'espionnage industriel, une méconnaissance qui n'est pas pour faciliter sa démocratisation (Groff 2018).

Enfin, certaines PME suisses n'ont pas forcément le réflexe de faire appel à un bureau d'intelligence économique préférant se tourner principalement vers des avocats dès qu'il y a un problème (Atmani 2018).

2.4.2 La Suisse et la culture du secret

Certains traits culturels suisses semblent freiner la croissance de l'activité ; la culture du secret inciterait les chefs d'entreprises suisses à préférer les solutions en interne plutôt que de faire appel aux professionnels. Et quand ils s'aventurent dans le domaine de l'IE, ils choisissent souvent de se tourner vers des sociétés suisses qui parfois n'ont pas la capacité opérationnelle à trouver avec efficacité l'information désirée via des sources, des consultants ou des sous-traitants fiables (Hoffstetter 2013). Pour un responsable d'un cabinet international en gestion des risques installé en Suisse : *« Il y a en Suisse une culture du secret qui pousse les dirigeants d'entreprises à privilégier les solutions internes plutôt que de faire appel aux spécialistes »* (Hoffstetter 2013).

2.4.3 Une image parfois sulfureuse de la profession

La profession a parfois mauvaise réputation ; elle est quelquefois associée à des activités illégales et son image s'en trouve ternie. Pour se faire une place au soleil, certaines officines n'hésitent pas à franchir la ligne rouge. Les grands cabinets connaissent les risques encourus et tous se targuent de ne jamais franchir la ligne au risque de mettre leur société en danger (Hoffstetter 2013).

Il n'empêche, selon Stéphane Koch, d'Intelligentzia, une agence de conseil et de formation en intelligence économique : *« Cela arrive souvent et les cas connus ne forment que la pointe émergée de l'iceberg. Nous en verrons de plus en plus »* (Guénat 2012). Oui, lorsque les enjeux ou les sommes en jeu sont conséquents, il se peut que certains n'aient plus de scrupules à franchir la ligne rouge. Pour Jonas Rey, associé senior chez Diligence : *« la profession est associée à des méthodes de barbouzes »* (Atmani 2018).

Or, dans ce milieu c'est souvent la réputation qui fait la différence quand il s'agit de décrocher un mandat.

2.4.4 La frilosité pécuniaire des PME suisses

Les PME, par méconnaissance mais aussi pour des raisons budgétaires, peuvent choisir de ne pas solliciter des experts de la profession.

« Globalement, les PME suisses sont encore trop timides pour dépenser de l'argent dans l'intelligence économique. Et cela contrairement aux entreprises étrangères. L'intelligence économique est un réflexe dans le monde anglo-saxon » (Atmani 2018).

Seulement, souvent les investissements ne sont pas forcément importants, voire faibles, et permettent de limiter les risques de perte de savoir et savoir-faire. *« Externaliser la prise d'informations peut être une solution. Confier un tel travail à des professionnels, outre les divers avantages en termes d'efficacité et de gain que cela procure, peut s'avérer moins coûteux qu'on ne se l'imagine. Si différentes PME opérant dans le même secteur font appel à une même structure, les frais peuvent alors être amortis »* (Groff 2018).

Pour exemple, le cabinet nyonnais Pélissier & Partners, traite principalement avec des PME : « *Nous les aidons donc dans l'analyse de la matrice culturelle et économique d'un pays et l'identification des joueurs clés afin de faciliter leur implémentation* », explique Albert Pélissier (Atmani 2018).

Parfois, les frais sont plus conséquents. Konrad Hummler, patron de la banque privée Wegelin en 2012, note que les dépenses de compliance dépassent déjà les 10% des frais fixes en raison de la nécessité de se conformer au cadre légal ; cela accroît la facture (Guénat 2012)

2.4.5 La discipline s'organise pour gagner en crédibilité

Certains cabinets proposent des formations tels Geneva Intelligence qui ciblent les patrons de firmes de taille moyenne ou encore Pélissier & Partners qui depuis 2018 offre un programme de sensibilisation et de formation à l'intelligence économique pour les PME (Atmani 2018).

Rappelons le rôle fondamental de Swissintell et l'association suisse des professionnels de l'investigation et de l'intelligence économique qui ont pour mission de se positionner en tant qu'associations représentatives des bonnes pratiques de l'intelligence économique.

Enfin, rappelons qu'à Genève, la FER (Fédération des Entreprises Romandes) propose aussi des formations et événements sur la veille stratégique en partenariat avec la HEG Genève et l'Office de Promotion des Industries et des technologies (OPI).

2.5 Bilan

L'un des objectifs des acteurs prestataires d'intelligence économique est de guider les entreprises dans la connaissance de leur marché et le développement de leurs affaires en leur fournissant des informations et des analyses stratégiques.

Nombre de dirigeants n'ont qu'une vision partielle de l'IE, réservée aux multinationales ou aux grandes entreprises, et se croient à l'abri d'attaques ciblées.

L'intelligence économique concerne toutes les entreprises quels que soient leur taille et leur secteur d'activité. Car, qui dit entreprise, dit marché avec des concurrents et des clients... donc dès qu'il y a une création d'entreprise, celle-ci est concernée par l'intelligence économique.

Aujourd'hui, les entrepreneurs ne se demandent plus s'il faut investir dans le marketing ou la communication. Il est probable que l'IE suive le même chemin que ces domaines, indispensables à la bonne gestion d'une société (Groff 2018).

Mais, cette prise de conscience ne peut se faire sans un partenariat efficace entre les différents acteurs de l'IE, que ce soit la Confédération, les cantons, les milieux académiques et les agences professionnelles. Et surtout, elle ne peut se faire sans une cartographie des acteurs prestataires d'intelligence. Il est donc important de mieux connaître leur profil, les services qu'ils proposent, leurs méthodes de travail et de communication.

3. Portrait de 5 entreprises romandes offrant des services en intelligence économique

3.1 Objectifs

Plusieurs sociétés, directement liées à l'offre de prestations en intelligence économique ou des proches dans leurs activités, existent en Romandie. La revue de littérature et nos recherches ont permis de faire émerger des noms de sociétés se présentant comme prestataires de services en intelligence économique. Nous avons choisi de comparer et d'analyser le positionnement de certaines de ces entreprises suisses, dont le siège se situe en Romandie, afin de discerner leur stratégie de différenciation, ce qui les démarque de la concurrence. Il s'agit de voir ce qui est commun, courant et particulier à ces sociétés. Nous avons donc fait le choix d'exclure de cette étude préliminaire les sociétés étrangères n'ayant pas leur siège principal en Romandie.

3.2 Méthodologie

La revue de littérature a représenté la première étape de ce travail et a permis d'identifier les profils professionnels des acteurs réalisant des prestations d'IE, c'est-à-dire les :

- Avocats/Juristes
- Analystes/Conseillers
- Enquêteurs/Détectives

Afin de brosser plus précisément le portrait de ces professionnels et en vue de préciser notre échantillon, nous avons réalisé une classification par type d'activités. Nous nous sommes inspirés de la norme NOGA 2008 (Nomenclature Générale des Activités économiques) établie par l'Office Fédéral de la Statistique (OFS) et l'avons adaptée à nos besoins spécifiques en utilisant le premier et second niveau de classification. Notons que les profils professionnels mentionnés plus haut appartiennent tous au secteur « Services aux entreprises ». Le tableau ci-après permet de classer plus précisément les profils cités.

Tableau 1. Classification par type d'activités (selon Norme NOGA 2008)

Niveau 1 Section	Niveau 2 Division
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	- Études et Conseils pour les affaires et autres conseils de gestion - Activités juridiques et comptables (Avocats/Brevets/Audit)
Activités de services administratifs et de soutien	Activités d'enquêtes et de sécurité
Activités financières et d'assurance	Autres activités auxiliaires de services financiers, hors assurance et caisses de retraites

(Bourgeois Béatrice, 2020 d'après Norme NOGA 2008)

Nous avons sélectionné 5 sociétés selon les critères suivants :

- Sociétés citées dans les articles de presse, les travaux universitaires, sur les sites d'associations spécialisées dans le domaine de l'IE
- Sociétés actives dans le domaine de l'IE (offres de prestations répertoriées sur Orbis et le registre du commerce)

Les entreprises sélectionnées sont donc :

- Alp Services SA
- Geneva Intelligence SA
- Heptagone digital risk management & security Sàrl
- Global Risk Profile Sàrl
- P&TS SA

Ensuite, pour chaque entreprise sélectionnée, nous avons collecté sous forme de tableau les informations suivantes :

- Classification selon Norme NOGA
- But selon registre du commerce
- Activités selon site internet de la société
- Clientèle
- Valeur/ Points forts
- Nombre de collaborateurs
- Profils des collaborateurs
- Formation des collaborateurs
- Ethique/ Membre associatif

Tableau 2. Alp Services SA

Société et site internet	Alp Services SA http://www.alpservices.ch
Date de création	1989
Canton de résidence	Genève
Classification Norme NOGA	Activités d'enquêtes
But : selon registre du commerce	Investigations et enquêtes nationales et internationales, notamment commerciales et financières, dans le domaine de la lutte contre le blanchiment d'argent, les contrefaçons, les marchés parallèles, la criminalité économique et/ou informatique; surveillance et protection des individus et des entreprises, gestion de crise et de risques, recherches patrimoniales, due-diligence, audit; prise et gestion de participations dans toute entreprise à l'exclusion de toute participation immobilière en Suisse.
Activités selon site internet	Investigations internationales Support de contentieux Criminalité économique Lutte anti-contrefaçon Lutte contre le piratage Systèmes de sécurité Vérifications préalables Recherches patrimoniales Intelligence économique Recherches d'antécédents Cybercriminalité Surveillance Protection
Clientèle	Nationale et Internationale Organisations publiques ou privées, gouvernements, particuliers.
Valeurs/ Points forts	Expérience (30 ans), Opérations internationales, Multiplicité de l'offre
Nombre de collaborateurs selon répertoire des entreprises	10 à 19 collaborateurs
Profils des collaborateurs	Anciens magistrats, professionnels des nouvelles technologies de l'information et de la communication, enquêteurs et analystes
Formation des collaborateurs	Droit, gestion, commerce, politique, veille et intelligence économique
Éthique /Membre associatif	S.C.I.P (Strategic and Competitive Intelligence Professionals)

Tableau 3. Geneva Intelligence SA

Société et site internet	Geneva Intelligence SA www.geneva-intelligence.ch
Date de création	2013
Canton de résidence	Genève
Classification Norme NOGA	Activités financières
But : selon registre du commerce	Intelligence économique, à savoir recherche, collecte, traitement, analyse, utilisation et diffusion d'informations stratégiques, dans un but de protection du patrimoine des entreprises et d'aide à la prise de décision stratégique; veille économique et financière, géopolitique et sociétale, réglementaire et juridique sectorielle, concurrentielle et de marché; monitoring médiatique et digital; cartographie de réseaux; audit; sécurisation de l'information; analyses de risques et d'opportunités; anticipation et gestion de crise; gestion de réputation sur internet (e-reputation).
Activités selon site internet	Veille stratégique Investigation économique et Due diligence Études stratégiques Audit et formation
Clientèle	Nationale et Internationale Entreprises, autorités publiques et organisations internationales
Valeurs/ Points forts	Moyens techniques : Logiciels et utilitaires spécifiques de collecte et traitement de l'information Outils de veille et de social media monitoring et listening Solution d'intelligence artificielle (GI2A) Bases de données spécialisées Ressources en ligne Articles scientifiques Approche humaine : Réseau de professionnels et d'experts et connaissance des différentes institutions politiques, gouvernementales et administratives
Nombre de collaborateurs selon répertoire des entreprises	Absence de données
Profils des collaborateurs	Conseillers, juristes, analystes
Formation des collaborateurs	Domaine juridique, économique, politique et des relations internationales, sciences de l'information
Éthique /Membre associatif/Partenariats	Partenaires avec la HEG pour la formation CAS en veille stratégique Membres de Swissintell Partenaires de l'EEIE (Ecole européenne d'intelligence économique) Partenaires de la CCIG (Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève) pour promouvoir l'intelligence économique en Suisse

Tableau 4. Heptagone digital risk management & security Sàrl

Société et site internet	Heptagone digital risk management & security Sàrl. https://heptagone.ch/
Date de création	2014
Canton de résidence	Genève
Classification Norme NOGA	Activités de sécurité privée
But : selon registre du commerce	Audit, conseil, recherche, accompagnement stratégique et opérationnel et formations d'entités publiques ou privées ou de personnes physiques en matière de sécurité, d'intelligence économique, de cybersécurité, de menaces liées aux technologies numériques et à l'économie numérique ; audit, conseil, recherche, accompagnement stratégique et opérationnel et formations d'entités publiques ou privées ou de personnes physiques en matière médiatique, de réputation ou de relations publiques
Activités selon site internet	Veille économique, cyber-conseil, questions liées aux technologies de sécurité, Blockchain, Gestion de la réputation électronique, formations et conférence
Clientèle	Nationale et internationale Services proposés aux entreprises et aux professionnels du droit Collaboration avec diverses institutions publiques suisses et étrangères, autorités publiques et particuliers.
Valeurs/ Points forts	Transparence dans la complexité Confidentialité : données sont gérées et stockées en Suisse
Nombre de collaborateurs selon répertoire des entreprises	2 à 4 collaborateurs
Profils des collaborateurs	Avocat, conseiller juridique, analyste, expert en activités techniques et d'audit en matière de sécurité et de cybersécurité, responsable des enquêtes et des services de criminalistique numérique, expert en enjeux stratégiques
Formation des collaborateurs	Droit, Ingénierie, Mathématiques et automatisme, armée, intelligence économique, sécurité de l'information, communication numérique, informatique et télécommunication
Éthique /Membre associatif/Partenariats	Membres de ACFE (Association of Certified Fraud Examiners) Membres de CYAN (Cybersecurity Advisors Network) Membres ASPIRE (Association Suisse des Professionnels de l'Investigation et de l'Intelligence Economique) Membre d'AIGS (Artificial Intelligence Geneva Summit Association) Enseignement du cadre juridique des activités d'intelligence économique et de renseignement d'État à l'Université de Genève. Animation de conférences et de formations sur la cybercriminalité en Europe, en Afrique ou en Asie du Sud-Est Membre de l'académie suisse des sciences techniques Enseignement au département des systèmes d'information HEC et UNIL Direction de recherche à la Suisse Groupe consultatif et de recherche sur la cybersécurité

Tableau 5. Global Risk Profile Sàrl

Société et site internet	Global Risk Profile Sàrl http://www.globalriskprofile.com
Date de création	2009
Canton de résidence	Genève
Classification Norme NOGA	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion
But : selon registre du commerce	Service aux entreprises ; recherche, analyse et traitement d'informations
Activités selon site internet	Due diligence, investigations, Indices des risques, conseils en stratégie et des gestions des risques tiers, formation
Clientèle	Nationale et internationale Organisations de toute taille aussi bien des multinationales que des PME
Valeurs/ Points forts	12 domaines d'expertises, 185 pays couverts, maîtrise des langues (russe, arabe, chinois, espagnol, portugais) Plateforme de gestion des risques : solution logicielle intégrée conçue pour traiter, gérer et monitorer les risques associés aux tierces parties Offre de formations pour les professionnels en Due diligence et gestion des risques
Nombre de collaborateurs selon répertoire des entreprises	10 à 19 collaborateurs
Profils des collaborateurs	Analystes, Développement des affaires, Data scientist
Formation des collaborateurs	Droit, finances, économie, sciences politiques, gouvernance risques et compliance, Anthropologie, veille technologique, information et sécurité
Éthique /Membre associatif/Partenariats	Membre de l'Association internationale de Compliance (ICA) Membre de l'observatoire du crime organisé Enseignement de l'intelligence économique, Université de Strasbourg

Tableau 6. P&TS SA

Société et site internet	P&TS SA www.patentattorneys.ch
Date de création	1998
Canton de résidence	Neuchâtel
Classification Norme NOGA	Activités juridiques
But : selon registre du commerce	Obtention et défense de titres de propriété intellectuelle ; conseil en matière de propriété intellectuelle ; veille et surveillance technologique et économique ; toutes autres prestations et produits en matière de propriété intellectuelle.
Activités selon site internet	Conseils en stratégie, Conseils juridiques, veille technologique, audits, Préparation, obtention et défense de titres de propriété intellectuelle,
Clientèle	Nationale et internationale Start-ups, leaders reconnus
Valeurs/ Points forts	Valeurs : respect, responsabilité, Experts et pluridisciplinaires, adaptabilité Propis : plateforme sécurisée d'échange de documents entre P&TS et les déposants. Webmail sécurisé, visibilité des tarifs
Nombre de collaborateurs selon répertoire des entreprises	25 collaborateurs
Profils des collaborateurs	Avocats, conseillers et spécialistes en formalités de brevet, analystes d'information sur les brevets, rédacteur technique et communication, médiamaticien
Formation des collaborateurs	Droit, chimie, physique, Ingénierie, électricité, électronique, médiamatique
Ethique /Membre associatif/Partenariats	Certification "Qualified Patent Information Professional" (QPIP) Offres de formation en droit des brevets, coaching pour start-ups, conférence/cours en partenariat avec l'EPFL (École polytechnique fédérale de Lausanne), la FSRM (Fondation Suisse pour la recherche en microtechnique), le CEIPI (Centre d'études internationales de la propriété intellectuelle)

)

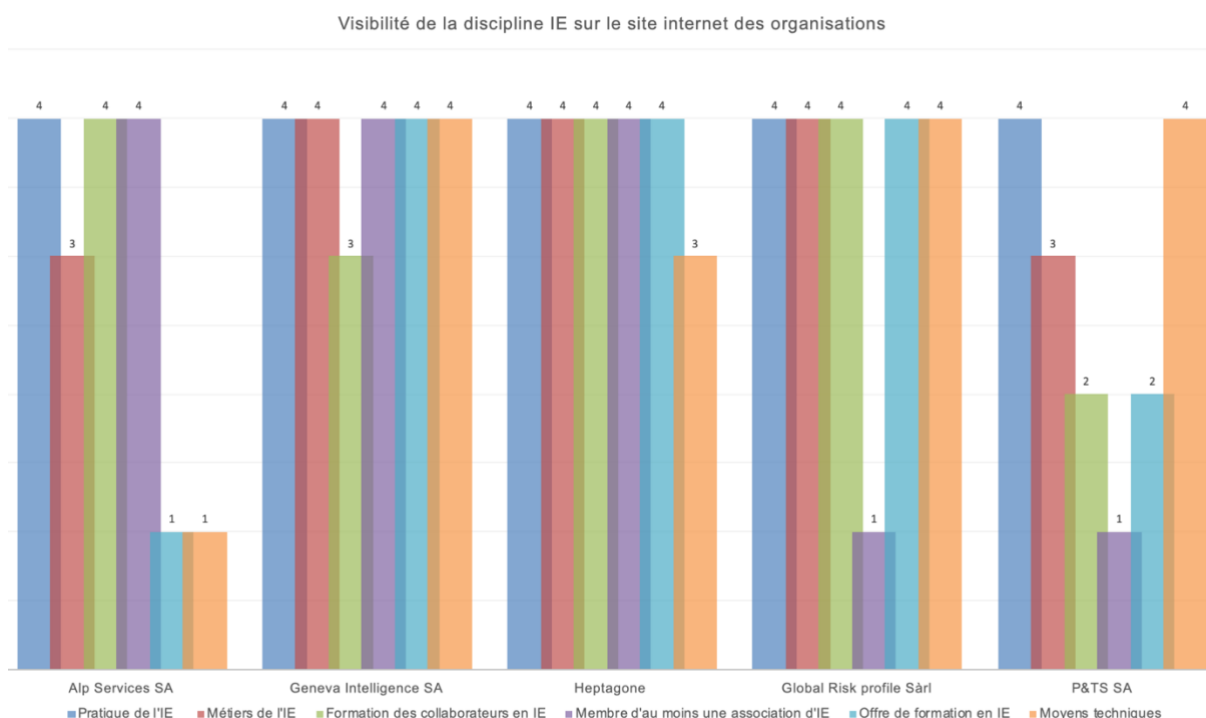
3.3 Analyse comparative

La communication et le positionnement des entreprises étudiées nourrissent plusieurs ambitions communes dont les principales nous semblent être les suivantes : poursuivre leur expansion au niveau national mais surtout à l'international, tant dans le secteur privé que public, informer et fidéliser leur clientèle, asseoir la discipline sur la toile et démontrer tant leur dynamisme que leur adaptation à l'évolution des tendances. Pour cela, elles se doivent de communiquer sur cette discipline.

Le graphique ci-après indique la visibilité de la discipline sur le site internet des organisations. Sur une échelle de 1 à 4 (aucune mention, peu mentionné, bien mentionné, très bien mentionné) les critères suivants ont été sélectionnés :

- Pratique de l'IE
- Métiers de l'IE (veille stratégique, lobbying et communication, sécurité et protection de l'information)
- Formation des collaborateurs en IE
- Membre d'une association d'IE
- Offre de formations en IE
- Moyens techniques (logiciels et utilitaires spécifiques de collecte et traitement de l'information, solution d'intelligence artificielle, plateforme de gestion des risques ...)

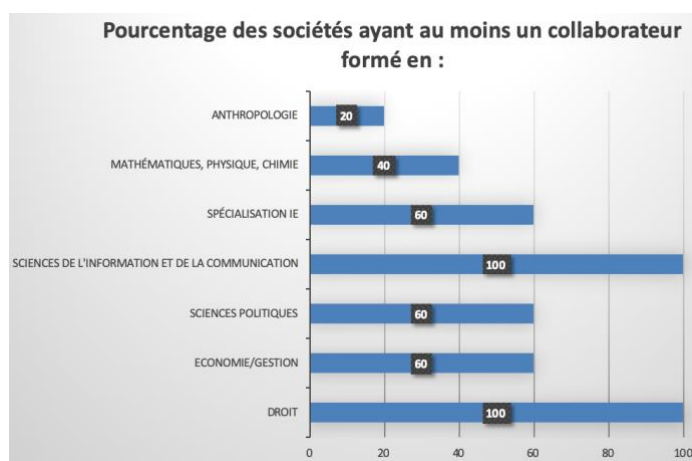
Figure 1. Visibilité de la discipline IE sur le site internet des organisations



(Bourgeois Béatrice, 2020)

Le graphique ci-dessus montre que toutes les entreprises étudiées font mention de la discipline sur leur site web. Alp Services SA ne mentionne pas d'offre de formation en IE et les moyens techniques utilisés pour la pratique de la discipline. Le fait d'indiquer la formation des collaborateurs dans le domaine de l'IE semble essentiel mais celle-ci se doit tout de même d'être davantage explicitée sur les sites étudiés.

Figure 2. Pourcentage des sociétés ayant au moins un collaborateur formé en :



(Bourgeois Béatrice, 2020)

Les profils professionnels sont multidisciplinaires avec une appétence pour les métiers d'avocats/juristes et d'analystes puis de conseillers, de spécialistes TIC et enfin d'enquêteurs. En termes de formation, toutes les entreprises étudiées ont au moins un collaborateur ayant suivi des études de droit. Les formations en sciences de l'information et de la communication sont aussi très prisées par les employeurs.

Notons que l'exercice de l'intelligence économique en Romandie repose sur les parcours personnels de ces acteurs. Ces parcours sont rattachés à leurs formations (HEG, institut des hautes études spécialisées, universités) comme c'est le cas pour Geneva intelligence, Heptagone et P&TS SA, ou à leurs cursus professionnels (Police, militaire, services de renseignement, ancien magistrat) comme c'est le cas pour Alp Services SA. Il serait intéressant pour ces sociétés de mentionner plus clairement sur leur site les métiers de la fonction IE exercés par leurs principaux collaborateurs (chargé de veille, de gestion de crise, de sécurité et cybersécurité...) montrant ainsi les perspectives de carrières qu'offre la discipline.

Figure 3. Les services proposés



(Bourgeois Béatrice, 2020)

Les activités les plus mentionnées sur les sites étudiés sont la « veille », le « conseil en stratégie », « l'investigation » et la « formation ». Les sociétés qui réalisent des prestations d'IE sous toutes ses formes sont très précises quant au vocabulaire employé, « Due diligence », « blockchain », un vocabulaire destiné à un public averti.

Enfin, la clientèle visée est certes nationale mais aussi internationale. Les collaborations se font aussi avec diverses institutions publiques suisses et étrangères, autorités publiques et particuliers, des organisations de toute taille aussi bien des multinationales que des PME ou des start-ups. En fait, il semble difficile d'obtenir sur les sites internet des informations précises sur le profil de la clientèle, certainement soucieuse de discrétion. Il n'empêche, Global Risk Profile Sàrl présente sur son site internet, à la rubrique « études de cas », des exemples de challenges relevés. Ainsi, il est fait mention d'une demande de KYC (Know Your Customer) due diligence émanant d'une entreprise du secteur bancaire. Dans l'optique de mener une fusion acquisition, une entreprise internationale helvète a fait appel à Global Risk Profile Sàrl pour une étude de due diligence. Une industrie pétrolière a sollicité la société pour des investigations portant sur l'exploitation d'un gisement offshore. Enfin, une société active dans la distribution de pièces détachées a mandaté Global Risk Profile Sàrl pour obtenir un indice de risques sur mesure pour des besoins de conformité.

Notons qu'en Suisse, Genève, Bâle et Zurich sont des places incontournables pour les secteurs bancaires, pharmaceutiques et horlogers, lesquels ont des besoins spécifiques en matière d'IE et sont donc sensibilisés depuis longtemps aux services d'IE.

Ces quelques exemples montrent bien les différents visages de la clientèle des acteurs prestataires d'IE. Les secteurs industriels et bancaires semblent bien représentés. Certaines sociétés se spécialisent dans des domaines précis telle Heptagone qui propose, entre autres, sur son site internet ses services aux entreprises et aux professionnels du droit. P&TS SA est quant à elle spécialisée en propriété intellectuelle et formalités des brevets, les secteurs scientifiques et de la recherche.

3.3.1 Les supports de communication

Les sites internet de ces sociétés servent à la communication globale. Tout un chacun peut y trouver l'histoire de la société, le panel des services proposés, les profils des collaborateurs, les contacts et les organisations partenaires. Les sites se déclinent tous en français et en anglais. Global Risk Profile SàRL se targue même sur son site internet de la maîtrise des langues suivantes : russe, arabe, chinois, espagnol et portugais !

Souhaitant asseoir leur communication autant que possible, les sociétés les plus récentes misent sur les réseaux sociaux pour élargir leur public. 80% des entreprises étudiées utilisent LinkedIn. Twitter a les faveurs de P&TS SA et de Geneva Intelligence alors que Facebook n'est utilisé que par P&TS SA. Nous remarquons l'absence d'utilisation des réseaux sociaux par Alp Services SA, entreprise forte de son expertise de plus de 30 ans, au carnet d'adresses de clientèle certainement bien rempli et n'ayant pas besoin de fournir trop d'efforts sur la toile pour une notoriété acquise de longue date.

Concernant la promotion de l'IE, les sociétés telles Alp Services SA, Geneva Intelligence et Heptagone n'hésitent pas à mentionner leurs partenaires en IE comme par exemple l'EEIE (École européenne d'intelligence économique), Swissintell, ou encore la CCIG (Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève). Alp Services SA, Geneva Intelligence et Heptagone signalent également leur adhésion à une association en lien avec l'intelligence économique. Citons S.C.I.P (Association des professionnels de l'intelligence économique) à laquelle adhère Alp Services SA. La société Heptagone est membre quant à elle de ASPIRE (Association Suisse des Professionnels de l'Investigation et de l'Intelligence Economique) et Geneva Intelligence est adhérent à Swissintell.

Les collaborations avec le milieu académique ne sont pas en reste. Geneva Intelligence est partenaire de la HEG pour la formation CAS en veille stratégique. Des collaborateurs d'Heptagone enseignent le cadre juridique des activités d'intelligence économique et de renseignement d'État à l'Université de Genève. Des cours ont été aussi dispensés au département des systèmes d'information de la HEC et UNIL. Il en est de même pour P&TS SA avec l'EPFL ou encore Global Risk Profile Sàrl avec l'enseignement de l'intelligence économique à Université de Strasbourg.

Enfin, notons la présence régulière des entreprises les plus récentes telles Heptagone et Geneva Intelligence dans la presse spécialisée nationale et internationale par le biais d'articles, de blogs ou encore d'interviews (Le Temps, RTS, PME magazines...). Geneva Intelligence est régulièrement présente sur des salons spécialisés et est adepte de conférences sur la discipline. Heptagone anime aussi des conférences et des formations sur la cybercriminalité en Europe, en Afrique ou en Asie du Sud-Est.

3.3.2 Un discours alliant confiance, expertise, sécurité et innovation

Les sociétés étudiées mettent en avant leurs succès et leurs spécificités. Elles misent toutes sur leur solide expertise dans leur domaine. D'ailleurs, relevons la volonté de toutes ces entreprises de s'inscrire à l'international et ainsi capter l'attention de nouveaux clients.

Ainsi, Alp Services SA se prévaut de son expérience longue de plus de 30 ans, de ses opérations à l'international et de la multiplicité de l'offre de ses services, tant entre autres en IE qu'en cybercriminalité, surveillance ou encore en protection.

Une entreprise telle que P&TS SA, riche d'une expérience de plus de 20 ans, mentionne sur son site son intérêt pour les start-ups donnant ainsi l'image d'une entreprise innovante tout en véhiculant une image d'expertise et d'adaptabilité gage de savoir-faire. L'aspect sécuritaire n'est pas négligé ; Propis, plateforme sécurisée d'échange de documents entre P&TS SA et les déposants fait la fierté de l'entreprise laquelle insiste aussi sur la qualité d'un Webmail sécurisé. La société est aussi l'une des rares si ce n'est la seule à faire preuve de transparence quant aux tarifs pratiqués pour l'étude de brevets.

Geneva Intelligence n'est pas en reste ; la communication invite à vivre l'expérience client en mettant à disposition de la clientèle des livrables types et interactifs permettant d'accéder à l'information stratégique et de bénéficier d'une analyse précise sur son environnement et ses enjeux. L'entreprise mise également sur les bases de données spécialisées mais aussi depuis peu sur GI2A, une solution d'intelligence artificielle.

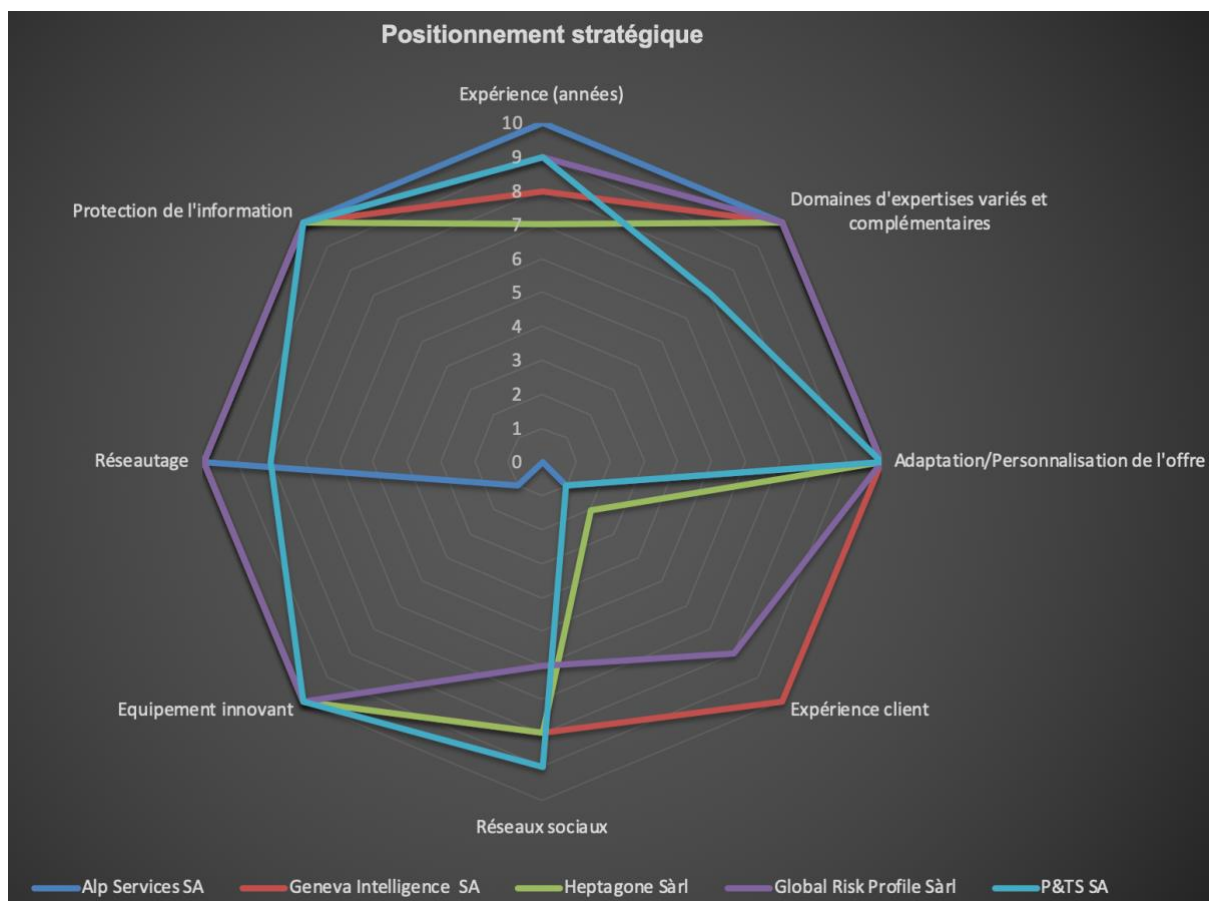
Heptagone rassure le client en lui garantissant un cadre respectueux des législations en vigueur ; le slogan de sa page d'accueil « Transparence dans la complexité » est gage de son honnêteté. La société se définit comme un centre de hautes compétences pluridisciplinaires au sein d'une même structure. Elle se veut rassurante en termes de confidentialité et de sécurité des données sensibles : ces dernières sont gérées et stockées en Suisse. D'ailleurs, Heptagone est membre fondateur de l'association Swiss Intelligence & Investigation best practices, créée en 2018 et mise donc sur le « Swiss Made », un avantage concurrentiel par rapport au marché suisse. La société offre aussi à ses clients un service pointu de détection et d'analyse de dispositifs d'espionnage électronique.

La société Global Risk Profile Sàrl a la précision des chiffres et des langues : 12 domaines d'expertises, 185 pays couverts, maîtrise des langues (russe, arabe, chinois, espagnol, portugais) et elle aussi se veut rassurante quant à son expertise et ses outils innovants. Pour cela, elle met en avant sa plateforme de gestion des risques, une solution logicielle intégrée conçue pour traiter, gérer et monitorer les risques associés aux tierces parties. Elle n'hésite pas à présenter des études de cas et ainsi montrer tant l'étendue de ses services que son expérience. Notons que le fait d'avoir des bureaux à Paris pourrait être un facteur d'augmentation de la visibilité au niveau mondial.

Geneva Intelligence, Heptagone et Global Risk Profile se positionnent aussi sur le marché de la formation en proposant des conférences, des ateliers de formations aux professionnels et des cours universitaires en milieu académique.

Enfin, le discours se veut orienté sur l'éthique. Toutes mettent un point d'honneur à entretenir les hauts critères d'éthique et de professionnalisme. Respectueuses et responsables, elles sont toutes membres d'organisations en rapport avec leurs nombreux domaines d'expertise mais seules 3 sont membres d'une association en intelligence économique.

Figure 4. Positionnement stratégique



(Bourgeois Béatrice, 2020)

Cette visualisation permet de voir les points forts de chaque entreprise en termes de positionnement : expérience, domaines d'expertise, adaptation à la clientèle et équipement innovant. En revanche, on observe une marge de progression importante en ce qui concerne l'expérience client et le rapport aux réseaux sociaux ou seul LinkedIn semble avoir les faveurs de la plupart des entreprises étudiées. De même faire mention des métiers exercés par les collaborateurs et en rapport avec les formations suivies en IE permettrait certainement à la discipline d'être pleinement reconnue par les systèmes universitaires et étatiques.

4. A la recherche de l'intelligence économique

4.1 Méthodologie

L'objectif de cette partie est de procéder à un inventaire quantitatif et qualitatif à l'échelle romande des établissements réalisant des services en intelligence économique selon la classification prédéfinie. Ainsi, nous avons déterminé des attributs constitutifs permettant d'obtenir un panorama qualitatif et quantitatif des acteurs prestataires en intelligence économique.

4.2 Résultats

Pour cela, dans un premier temps, nous avons tenu compte de l'expression « intelligence économique » et des appellations qui lui sont associées en Suisse et dans d'autres pays (Morina et Racine 2014). Nous avons inscrit ces termes dans les bases de données factuelles que sont Kompass, Swissfirms, Local.ch, Zefix ou encore Orbis. Remarquons que les annuaires professionnels Kompass ou Swissfirms sont d'une aide précieuse pour l'obtention de données récentes, néanmoins il s'avère que les résultats obtenus ne correspondent pas forcément à la recherche demandée d'où la nécessité de croiser plusieurs bases de données pour une fiabilité des résultats optimale. Et surtout, il semble essentiel d'orienter ses recherches dans des bases de données spécifiques au sujet telle Orbis, une base de données sur plus de 365 millions d'entreprises dans le monde fournissant un panorama complet des sociétés cotées et non cotées au niveau mondial.

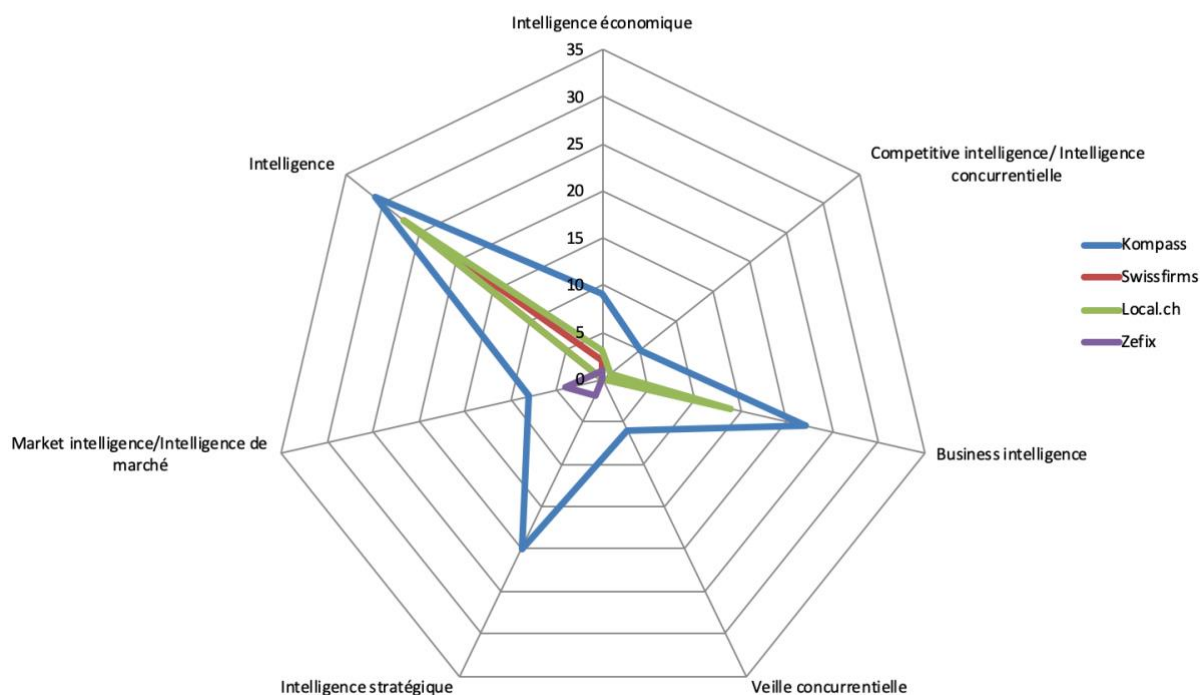
Les résultats obtenus sont toutefois peu probants (Annexe 1) ; l'expression « Intelligence économique » est peu répertoriée dans les différentes bases de données consultées. En revanche, « Intelligence » et « Business Intelligence » sont les 2 locutions qui donnent le plus de résultats toutes bases de données sélectionnées confondues. Notons que d'après les différentes classifications des bases de données mentionnées plus haut, la majeure partie des entreprises répertoriées dans ces bases de données sont des sociétés de conseil en :

- Gestion d'entreprise
- Développement industriel
- Propriété industrielle
- Finance et investissement
- Sécurité
- Audit,

et dans une moindre mesure en marketing et communication. Les activités juridiques n'apparaissent que ponctuellement alors que les activités d'enquêtes ne sont même pas listées. Kompass est la base de données qui répertorie le plus grand nombre d'entreprises classées sous « intelligence économique » et ses autres appellations.

Figure 5. Mentions de l'IE et ses autres appellations dans les bases de données

Mentions de L'IE et ses autres appellations dans les bases de données



(Bourgeois Béatrice, 2020)

Ainsi, autant d'un point de vue qualitatif que quantitatif, en première lecture, il semble que peu d'acteurs prestataires en IE soit répertoriés dans les bases de données sélectionnées sous la terminologie proposée. Au total, seule une petite trentaine d'entreprises installées en Romandie seraient susceptibles de proposer des prestations en rapport avec l'intelligence économique. Notons par ailleurs que seulement une poignée de sociétés tiennent le haut du pavé quant à l'utilisation conjointe de l'expression « intelligence économique » et de ses autres appellations. Citons en particulier les sociétés Geneva Intelligence et Aprobase International (Suisse) Sàrl toutes deux basées à Genève ou encore Archos et Associés SA établis à Lausanne.

Suite à ce premier constat, nous avons donc élargi notre recherche et avons décidé d'utiliser en complément un vocabulaire contrôlé comportant entre autres des opérateurs booléens et des mots-clés spécifiques en grande partie à la pratique de l'intelligence économique (Annexe 2). L'idée étant de quantifier et de localiser géographiquement selon leur canton de résidence les entreprises faisant mention, dans les bases de données consultées, de la pratique de l'IE ou d'au moins une de ses occurrences. Il s'agit enfin de constituer un échantillon type représentatif des acteurs prestataires d'Intelligence économique et ce, en vue de lui envoyer une enquête en ligne. Nous avons donc sélectionné des mots-clés en tenant compte des catégories mentionnées dans notre revue de littérature. La liste de ces mots et/ou expression employés étant conséquente, nous avons donc fait le choix de présenter ci-après celle-ci sous forme de nuage de mots.

Figure 6. Autour de l'intelligence économique



(Bourgeois Béatrice, 2020)

Cette visualisation suffit à situer les mots-clés et expressions associés à l'intelligence économique et utiles à la création de notre échantillon. Le public cible a pu être plus clairement identifié grâce l'utilisation de ces mots-clés ; cette méthode permet ainsi de déterminer quelle entreprise est susceptible de répondre à notre questionnaire.

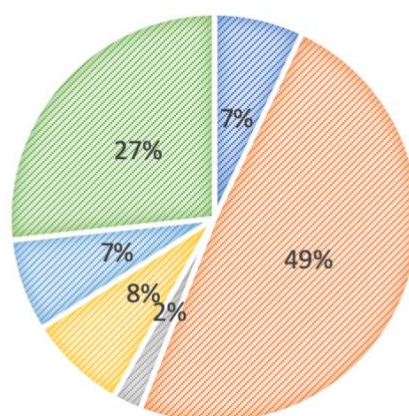
4.3 Sélection des entreprises

Nous avons ensuite créé 4 tableaux selon la classification établie (cabinets privés de conseils, agences d'investigation/détectives et cabinets d'avocats/fiduciaires) indiquant les noms des cantons romands, la répartition chiffrée des entreprises sélectionnées selon nos critères et les principaux mots-clés ayant conduit à la sélection (Annexes 3 à 6).

Figure 7. Répartition en pourcentage des entreprises sélectionnées

RÉPARTITION EN POURCENTAGES DES ENTREPRISES SÉLECTIONNÉES

■ Fribourg ■ Genève ■ Jura ■ Neuchâtel ■ Valais ■ Vaud



(Bourgeois Béatrice, 2020)

Au total, 113 cabinets privés de conseil, 73 agences de détectives et investigations, 208 cabinets d'avocats et fiduciaires ont été sélectionnés pour notre enquête soit 397 entreprises susceptibles de proposer des prestations en Intelligence économique. En l'absence d'adresse électronique indiquée ou complète, nous en avons finalement retenu 331. Dans les bases de données citées plus haut, les entreprises sélectionnées sont majoritairement répertoriées selon les mots-clés mentionnés dans le tableau ci-après :

Tableau 7. Mots-clés fréquemment associés aux entreprises sélectionnées

Cabinets privés de conseils : Activités financières/ Activités d'études et de conseil pour les affaires	Agences d'investigation/Détectives : Activités d'enquêtes et de sécurité	Cabinets d'avocats/Fiduciaires : Activités juridiques et comptables
<ul style="list-style-type: none"> - Conseil en stratégie d'entreprise - Étude stratégique - Veille technologique - Intelligence 	<ul style="list-style-type: none"> - Investigation économique - Renseignement économique 	<ul style="list-style-type: none"> - Conseil économique - Conseil stratégique - Conseil d'entreprise - Droit commercial

((Bourgeois Béatrice, 2020)

Sans surprise, près de 50% de ces entreprises se trouvent dans le canton de Genève. Le canton de Vaud suit à 27%. Ainsi, 53% des cabinets privés de conseil sont localisés dans le canton de Genève tout comme 50% des fiduciaires.

5. Enquête en ligne

5.1 Méthodologie

Nous avons expliqué la démarche générale ayant permis de circonscrire un panel d'acteurs prestataires d'IE. Le but étant de mieux comprendre la communication et le positionnement de ces organisations afin de cibler la création des outils utiles à la collecte des données qui allait suivre, à savoir le questionnaire à l'intention des entreprises potentiellement prestataires d'IE et les grilles d'entretien pour les experts de chaque branche. Comme les sociétés sélectionnées sont au nombre d'environ 330, il paraissait pertinent de procéder à une analyse quantitative et de recourir à un questionnaire en ligne. Le but étant d'évaluer et de quantifier les sociétés proposant des prestations d'IE dans toute sa globalité.

Nous souhaitons présenter ici la méthodologie se rapportant exclusivement à l'enquête en ligne. Celle-ci a été envoyée aux 330 entreprises sélectionnées et est restée en ligne 3 semaines (avec 2 rappels par courrier électronique). Le logiciel LimeSurvey a été choisi pour les besoins de l'enquête. Cette solution présente l'avantage de fournir une garantie quant à la protection des données. Afin que les participants se sentent libres au niveau des opinions qu'ils expriment, nous avons laissé la possibilité de rester anonymes. Le questionnaire (Annexe 7) composé de 32 questions ouvertes et fermées est construit en 6 parties :

- La perception de l'intelligence économique
- La société
- Pratique de l'activité IE
- Les clients
- La performance
- La charte éthique

La validation du questionnaire s'est déroulée en deux temps : consultation de la directrice du travail de Master, puis consultation et test auprès du mandant. Cette phase de consultation a permis de procéder à plusieurs modifications au niveau de la formulation et de la présentation. Ce questionnaire devant être complété par plusieurs entretiens, certains thèmes ayant besoin d'être approfondis.

5.2 Présentation et analyse des résultats pour les sociétés proposant des prestations en intelligence économique

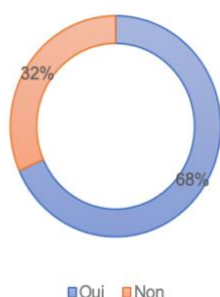
Au final, nous avons recueilli 70 questionnaires exploitables. La taille de notre échantillon est donc de 70 répondants pour une population d'environ 330 organisations sélectionnées. Le taux de réponse est de 21,21%. Toutefois, dans la mesure où le but de ce travail est de réaliser un panorama des acteurs prestataires d'intelligence économique, nous avons fait le choix dans un premier temps de tenir compte en priorité des réponses des sociétés se présentant comme acteurs prestataires d'intelligence économique.

Les résultats statistiques de l'enquête sont présentés en suivant l'ordre des questions telles qu'elles apparaissent dans l'enquête en ligne. Chaque résultat est relié à sa question d'origine, brièvement décrit puis analysé.

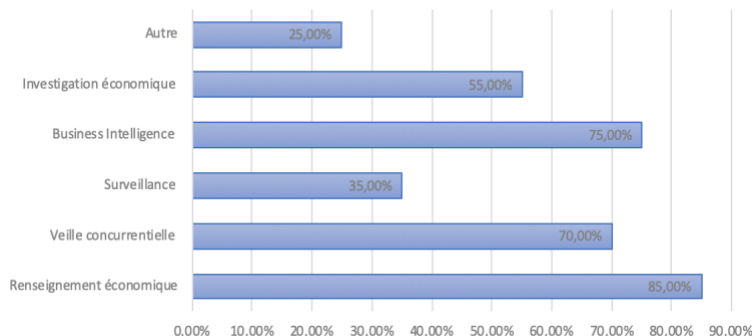
Soulignons par ailleurs le questionnement voire la méfiance de certains (mais très peu) à la réception de l'enquête en ligne. Tel sondé souhaitant connaître, avant de participer à l'étude, le mode de sélection des entreprises contactées pour participer à l'enquête. Tel autre sondé nous mettant en garde « *Je vous souhaite beaucoup de succès et de patience dans vos recherches. Soyez prudente certains vous recevront les bras ouverts et grands sourires, méfiez-vous et soyez très discrète...vous serez probablement enregistrée* », ou encore ce sondé doutant de notre identité réelle.

5.2.1 La perception de l'intelligence économique

1. Votre société propose t'elle des prestations en Intelligence Economique ?



2. A quel(s) mot(s) associez-vous le terme « Intelligence Economique » (plusieurs réponses possibles)

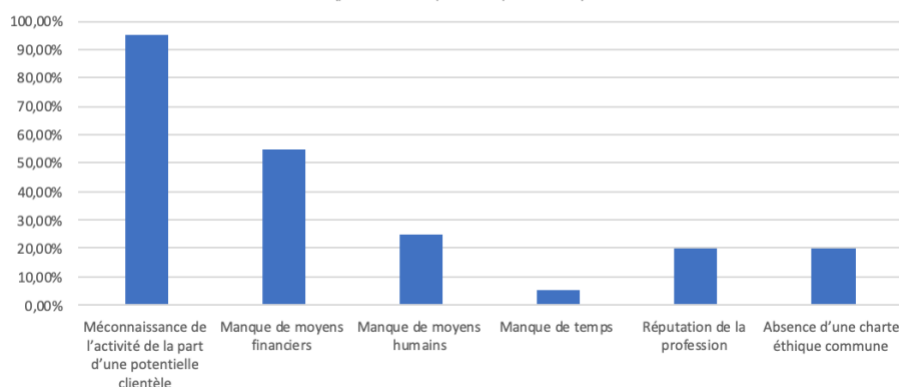


Autre : Veille brevets, Analyse concurrentielle, Influence/Lobbying, Competitive Intelligence

(Bourgeois Béatrice, 2020)

La majorité de l'échantillon étudié propose des prestations en intelligence économique, ce qui dénote que les critères de sélection des entreprises élaborés en amont sont fondés. Ces entreprises représentent 68% de l'échantillon soit environ une quarantaine de sociétés. L'intelligence économique est associée en premier lieu au renseignement économique puis à la business intelligence ; un vocabulaire maîtrisé par les intéressés, certains n'hésitant pas à proposer les expressions « Analyse concurrentielle » ou encore « Competitive intelligence ». 75% des sondés pensent qu'aujourd'hui en Suisse, l'intelligence économique est certes parfois confondue avec l'espionnage économique mais pas maintes fois ; un point positif quant à l'image véhiculée par cette discipline même si 55 % des répondants considèrent que cette dernière est en manque d'éthique.

5. Quelles sont, selon vous, les principales difficultés que rencontrent les prestataires d'Intelligence Economique quant à la promotion de ce secteur d'activité ? (plusieurs réponses possibles)



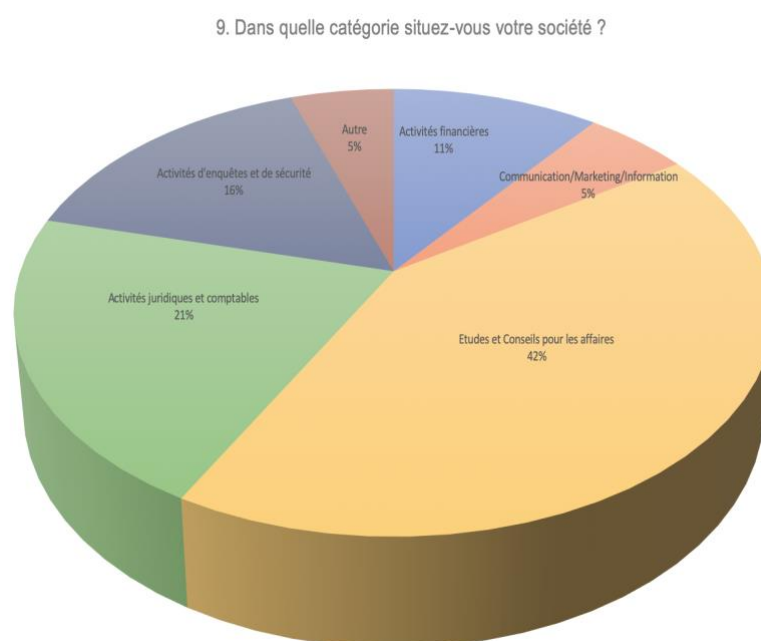
(Bourgeois Béatrice, 2020)

De manière prévisible, la méconnaissance de l'activité de la part d'une potentielle clientèle, le manque de moyens financiers et de moyens humains occupent les premières places. Ces réponses indiquent clairement un potentiel de développement pour les acteurs prestataires d'intelligence économique ; le défi étant de sensibiliser les entreprises, en particulier les PME, à cette discipline mais aussi de faire appel à un personnel qualifié et fiable.

Seuls 38% des sondés proposant des prestations en intelligence économique sont membres d'une association suisse spécialisée dans le domaine (Clusis, Swissintell, Association Suisse des Professionnels de l'Investigation et du Renseignement Économique) et seul un quart des répondants fournissant des prestations en intelligence économique sont membres d'une association étrangère spécialisée en intelligence économique. Il s'agit en grande majorité de cabinets d'études et conseils suivis des structures spécialisées en légal/juridique. Or, faire partie d'une association en lien avec l'intelligence économique, c'est bénéficier d'un réseau et d'opportunités d'affaires.

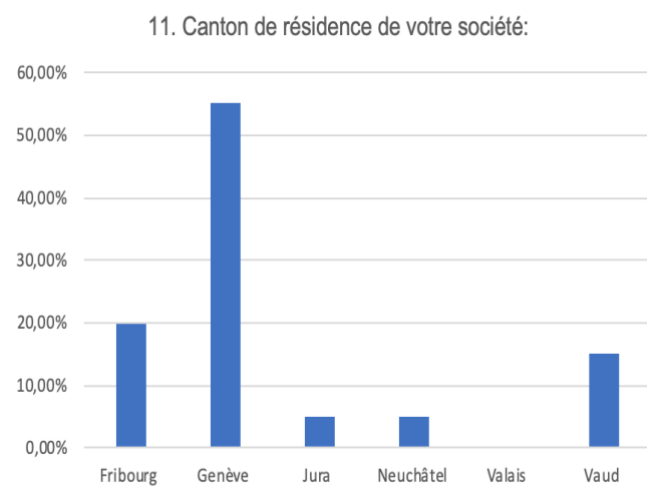
Enfin, les offres de formations proposées par les associations suisses spécialisées en intelligence économique et la HEG, telles le CAS_VS (Certificate of Advanced Studies Veille Stratégique), sont connues par moins de la moitié de ces entreprises. Là encore, on constate que les acteurs prestataires en Suisse romande ont certes une formation initiale dans leur domaine d'expertise mais peu semblent être issus d'une formation ou d'une spécialisation en intelligence économique, condition sine qua non en termes de reconnaissance et d'assise de la discipline. Toute la difficulté semble venir du fait que l'IE peut être considérée comme une méthodologie plutôt que comme un domaine d'étude, une discipline à proprement parler comme peut l'être par exemple le marketing.

5.2.2 Portrait des répondants



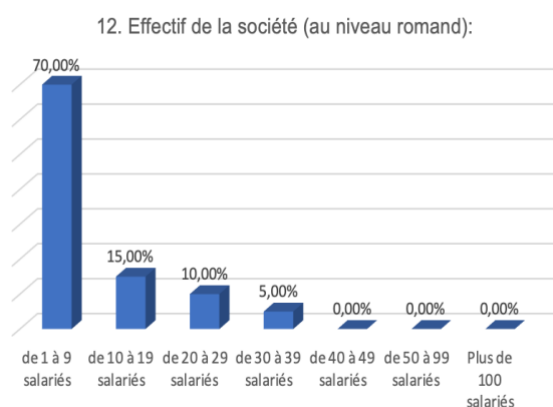
(Bourgeois Béatrice, 2020)

42 % des organisations qui ont répondu à cette étude sont des cabinets d'études et de Conseils pour les affaires. Le reste des réponses provient ensuite en majorité de sociétés spécialisées dans les activités juridiques et comptables, puis dans les activités d'enquêtes et de sécurité. Le siège social se situe pour toutes ces entreprises en Suisse.

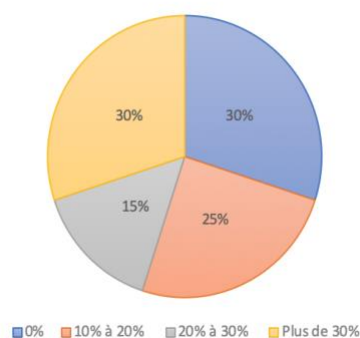


(Bourgeois Béatrice, 2020)

En toute logique, Genève où se situent près de la moitié des entreprises sélectionnées, arrive en tête du classement suivie en seconde et troisième place par les cantons de Fribourg et Vaud.



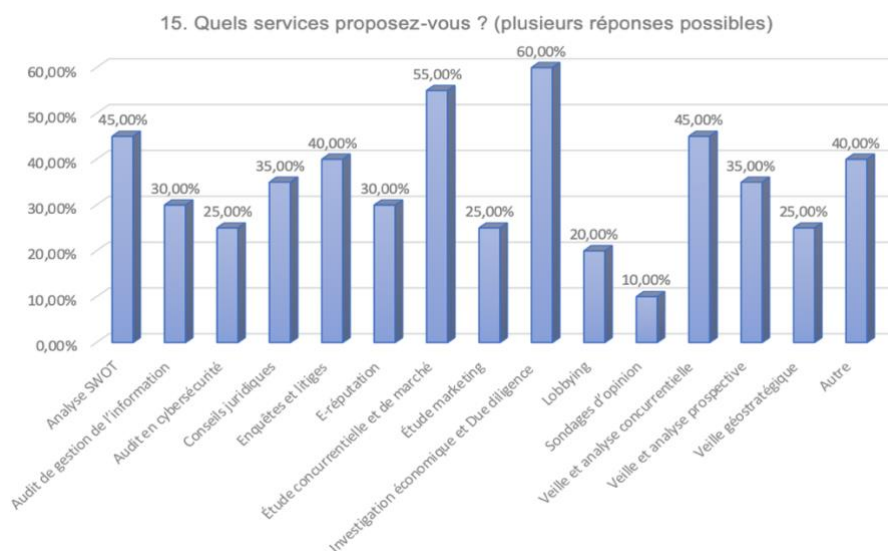
14. Quel est le pourcentage de Chiffre d'affaire réalisé hors de Suisse ?



(Bourgeois Béatrice, 2020)

70% des entreprises retenues pour notre étude sont des TPE qui emploient entre 1 et 9 personnes. Un peu plus de la moitié des entreprises interrogées génère un chiffre d'affaires supérieur à 400 000 CHF. 30 % des entreprises sondées font moins de 200 000 CHF ce qui est peu surprenant au regard du faible effectif salarié déclaré.

Fait intéressant, plus de 30 % du chiffre d'affaires de ces sociétés est réalisé hors de Suisse, un chiffre assez élevé au regard d'une étude réalisée en 2018 sur l'économie des PME en Suisse en 2018 (AWVP 2018) et indiquant qu'à peine 20% des PME suisses réalisent une partie de leur chiffre d'affaires à l'étranger. La compétitivité (positionnement, outils de recherche et d'analyse et formation) des acteurs prestataires d'intelligence économique installés en Romandie peut être un facteur explicatif de leur présence à l'étranger mais, la légendaire discrétion helvétique et l'absence de code déontologique pourraient elles apporter un autre éclairage sur la question ? Ou, est-ce le fait que la pratique de la discipline est plus populaire à l'étranger ?

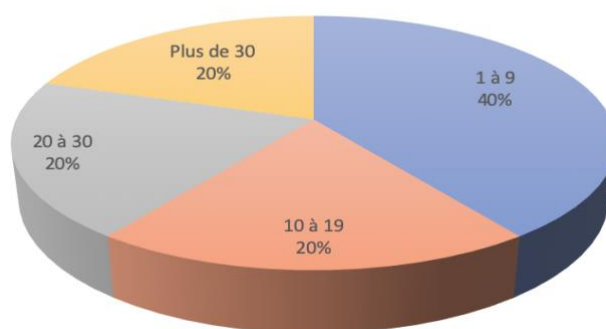


Autre : veille de marques, recherche brevet, modélisation quantitative, études et bases de données technologiques, processus compliance, formation IE et veille

(Bourgeois Béatrice, 2020)

L'investigation économique et due diligence se détachent du lot dans les services proposés. L'étude concurrentielle et de marché arrive en seconde position. Ceci s'explique par le fait que l'échantillon est composé à 42% de cabinets d'études et conseils. Nous remarquons aussi que la rubrique « Autre » représente 40% des réponses. L'offre en formation IE et veille a retenu notre attention ; hormis le milieu académique, des structures professionnelles, en particulier les cabinets d'étude et de conseil, se spécialisent donc dans la formation ce qui indique que la demande semble être bien présente dans cette discipline.

16. Combien de missions/ dossiers en Intelligence Économique traitez-vous annuellement ?



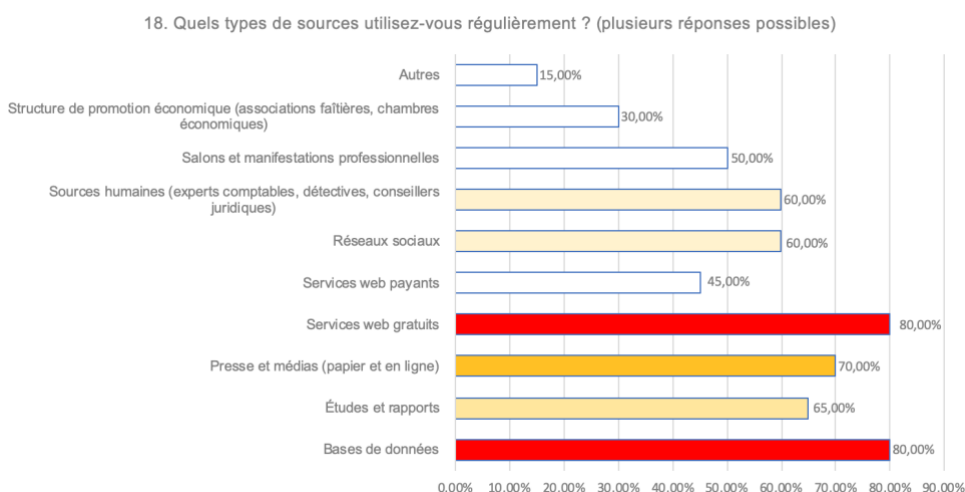
(Bourgeois Béatrice, 2020)

40% des sondés traitent annuellement 20 voire davantage de missions en intelligence économique. Certes, il est difficile de tirer des conclusions en termes de comparaisons annuelles ou de confronter le nombre de missions en IE avec la quantité des activités autres menées au sein des entreprises étudiées. De même, la durée et le cahier des charges de ces missions ne sont pas mentionnées dans le questionnaire. Néanmoins, ces chiffres ont le mérite de montrer que la pratique de cette discipline par les acteurs étudiés est effective en particulier au sein des entreprises d'étude et de conseils et celles spécialisées dans les activités juridiques. Les professions de détectives traitent beaucoup moins de dossiers d'intelligence économique par an.



(Bourgeois Béatrice, 2020)

Pour rappel, plus de 30 % du chiffre d'affaires de sociétés prestataires d'intelligence économique est réalisé hors de Suisse. D'ailleurs, 80% des acteurs prestataires d'intelligence économique travaillent à l'international (États-Unis, Canada, Émirats arabes unis, Union européenne), en particulier les cabinets d'études et de conseils. Rappelons que peu de PME en Suisse font appel à des acteurs prestataires d'intelligence économique. Un marché de niche se profile donc à l'horizon tant au niveau national, régional que cantonal. Les acteurs prestataires d'intelligence économique travaillant dans le domaine des activités d'enquêtes ont tendance à demeurer actifs au niveau national et régional.



(Bourgeois Béatrice, 2020)

Les bases de données et les services web gratuits sont les types de sources couramment utilisés par les acteurs prestataires d'intelligence économique. Seuls 30% des sondés utilisent une structure de promotion économique.

Les principaux abonnements souscrits concernent la presse généraliste de référence, les revues spécialisées mais surtout les bases de données/rapports et analyses pour lesquelles nous avons obtenu le plus grand nombre de réponses. Les références citées sont issues majoritairement du monde anglophone. La France et la Suisse suivent après. Les secteurs concernés sont vastes mais attendus ; il s'agit de l'industrie, la finance, les brevets et propriété intellectuelle, le juridique, le marketing, le renseignement économique et la cybercriminalité. Les abonnements diffèrent donc en fonction du secteur d'activité : les entreprises actives dans le domaine juridique reçoivent en général « Patbase », « Dwpi », « Darts ip », celles dans l'étude et le conseil « LexisNexis », « Usine nouvelle », « Intelligence online », « Gotham », « Mintel », « Euromonitor », « Kantar » ou encore « Nielsen » (Annexe 8).

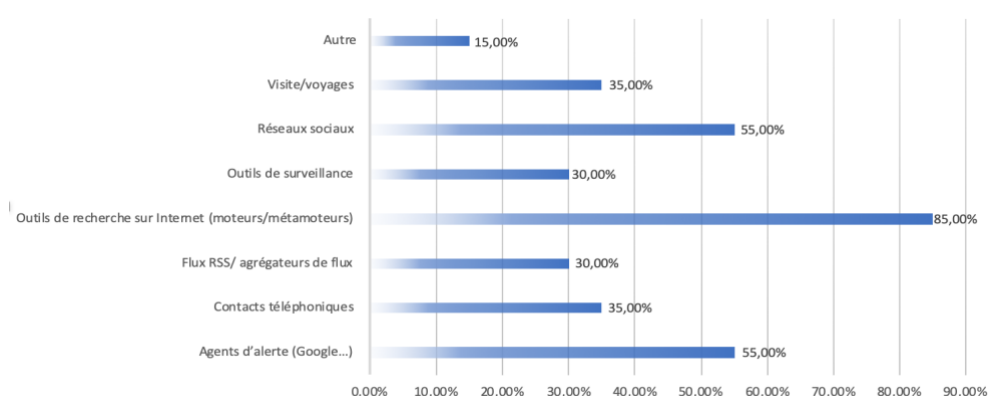
Le tableau ci-après présente les principaux abonnements cités au moins 3 fois et plus souscrits par les acteurs prestataires d'intelligence économique.

Tableau 8. Les principaux abonnements souscrits

Presse généraliste	Presse/revue spécialisée	Bases de données/rapports et analyses
Le Temps	Le Financial Times, Bilan, Agefi, Usine nouvelle, Intelligenceonline	Bloomberg Terminal, Statista, Darts ip, Patbase, dwpi, LexisNexis, Teledata, Info4c, Questel Orbit, Lexology, Mintel, Euromonitor, Kantar, Nielsen, Gotham

(Bourgeois Béatrice, 2020)

20. Quels outils utilisez-vous pour la collecte des informations (plusieurs choix possibles)



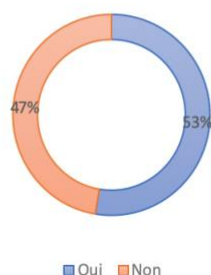
Autres : logiciels, registres de brevets, documents des places financières (SEC filings), registres nationaux d'informations sur les sociétés, enquêtes sur le terrain, prestataires opérationnels

(Bourgeois Béatrice, 2020)

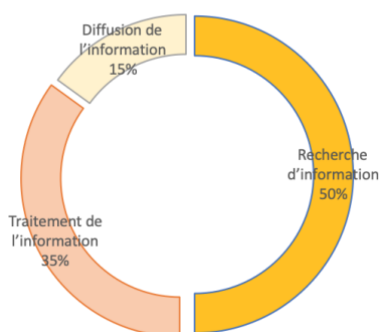
Les réponses concernant les outils utilisés pour la collecte des informations sont assez classiques. 85% des sondés utilisent des outils de recherche sur internet ; les sources collectées sont en grandes majorité accessibles en ligne. Les outils « visite/voyages » et « contacts téléphoniques », surtout exploitées par les cabinets en investigation, sont peu sollicités par les autres acteurs. Les flux RSS/agrégateurs de flux, surtout destinés à la veille, sont également peu exploités. On remarque enfin que plus de la moitié des sondés tiennent compte des réseaux sociaux dans le cadre de leur travail ; cet outil semble de plus en plus incontournable.

Concernant la question « Quels principaux logiciels de veille et de recherche d'information utilisez-vous ? », certes facultative, les réponses sont moins détaillées ; certains sondés mettant en avant la « confidentialité » de leur réponse ou encore utilisant l'expression « home made ». Les sociétés d'études et de conseils sont les plus transparentes quant à la question ; « Inoreader » et « Talkwalker », outils de veille, arrivent en tête des préférences. « Enovating » une plateforme logicielle pour collecter, analyser et évaluer l'information stratégique est également citée. « Sindup », plateforme de veille stratégique et e-réputation et « Geotrend », logiciel de veille stratégique sont aussi très appréciés par les professionnels de l'intelligence économique.

22. Externalisez-vous certaines activités en rapport avec l'Intelligence Economique ?



23. Si oui, laquelle ou lesquelles?



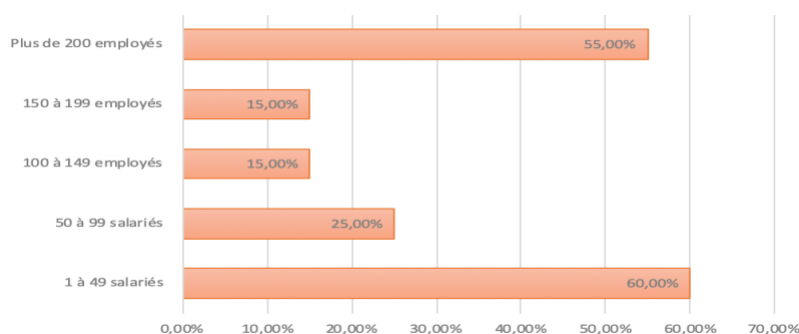
(Bourgeois Béatrice, 2020)

Les réponses à la question « Externalisez-vous certaines activités en rapport avec l'intelligence économique ? » sont intéressantes. 53% des entreprises sondées externalisent certaines activités en rapport avec l'intelligence économique. Il s'agit majoritairement d'entreprises spécialisées dans les activités juridiques et comptables. Ainsi plus de la moitié des entreprises proposant des prestations d'IE confient des mandats d'intelligence économique à des acteurs extérieurs à leur société. Ce qui voudrait dire que dans la réalité, seules une petite vingtaine d'entreprises romandes offrent toute la gamme de activités en rapport avec intelligence économique et de ses composantes (veille stratégique, renseignement, sécurité et protection de l'information). Signalons que la recherche d'information est l'activité demandée par 50% des organisations ; il s'agit là en effet d'une activité demandant une expérience certaine dans le domaine.

En fait, les sociétés adoptent des comportements différents en matière d'intelligence économique. Une première catégorie ambitionne à une réelle politique d'intelligence économique : leur stratégie est tournée vers l'entière pratique de la discipline et elles en font un véritable outil de management. Les fonctions d'intelligence économique sont clairement définies dans les organigrammes. Et là, elles sont peu nombreuses. Pour une seconde catégorie, la stratégie est de compléter l'offre de services déjà existante avec une offre de prestations en intelligence économique ; il s'agit souvent de petites structures. Enfin, une troisième catégorie fait largement appel à des prestataires externes surtout en matière de collecte d'information. Les activités financières et juridiques font souvent partie de cette dernière catégorie.

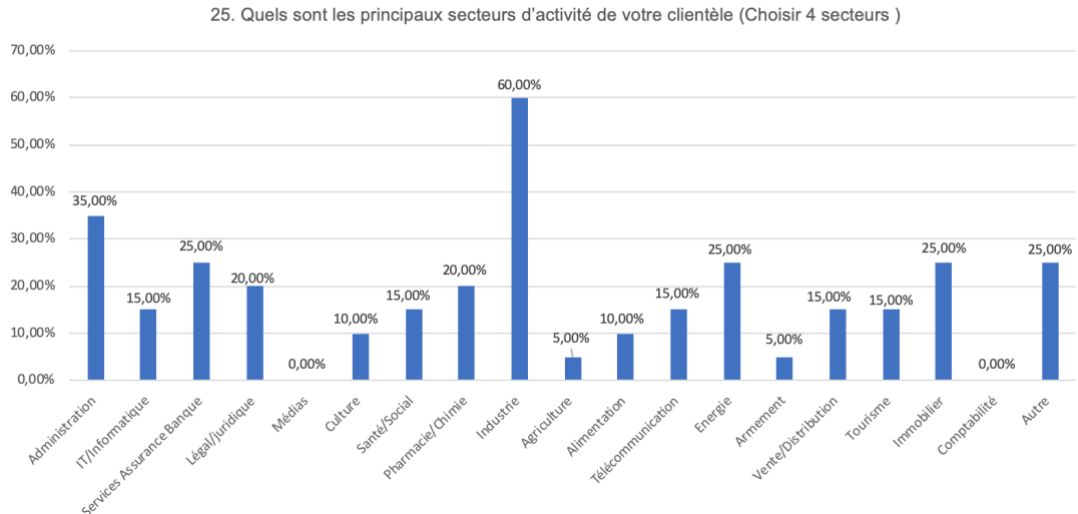
5.2.3 Les clients

24. Quels sont les effectifs moyens de vos principaux clients ?



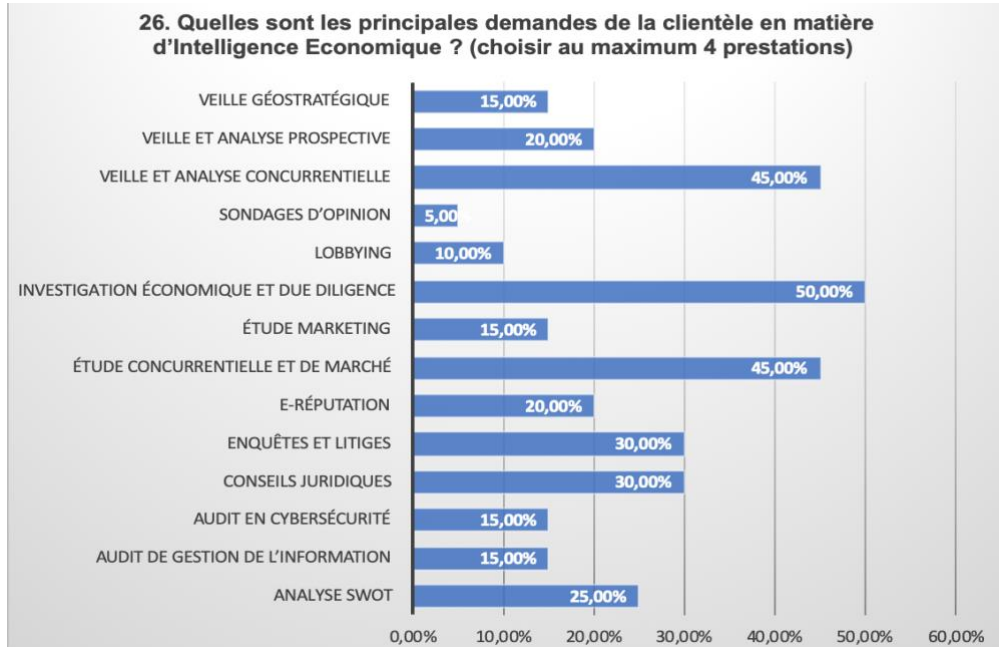
(Bourgeois Béatrice, 2020)

A la question « Quels sont les effectifs moyens de vos principaux clients ? », on observe que 55% des acteurs prestataires, principalement les cabinets d'études et de conseils et les activités juridiques et comptables collaborent avec de grandes structures de plus de 200 employés. Les petites structures de 1 à 69 employés sont aussi clientes de ces acteurs prestataires d'intelligence économique ; 60% des acteurs prestataires d'intelligence économique confirment collaborer avec ces entreprises. Ce résultat peut paraître quelque peu surprenant quand on sait que les PME sont encore bien réfractaires à l'idée de faire appel à des spécialistes de l'intelligence économique.



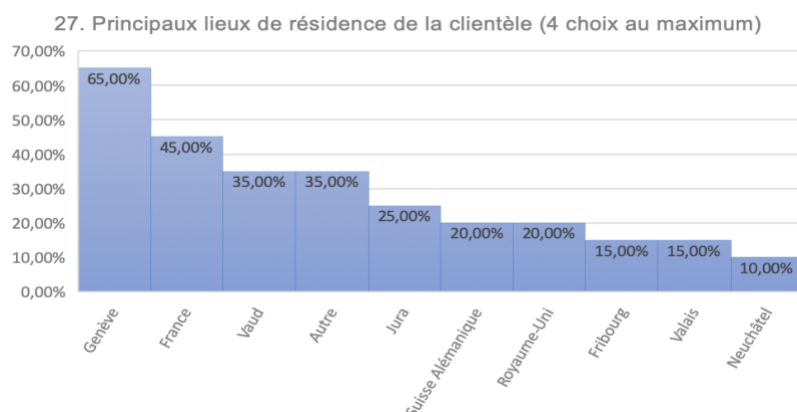
(Bourgeois Béatrice, 2020)

La figure révèle que l'industrie se démarque nettement. 60% des acteurs prestataires d'intelligence économique ont pour principale clientèle le secteur industriel. L'administration arrive en seconde position. Dans les branches de la culture, de l'agriculture, de l'alimentation, de l'armement, ce pourcentage est égal ou inférieur à 10%.



(Bourgeois Béatrice, 2020)

Les principales demandes de la clientèle en matière d'intelligence économique concernent l'investigation économique et due diligence, l'étude concurrentielle et de marché ainsi que la veille et l'analyse concurrentielle. Ces réponses concordent avec le fait 42 % des organisations qui ont répondu à cette étude sont des cabinets d'études et de conseils.

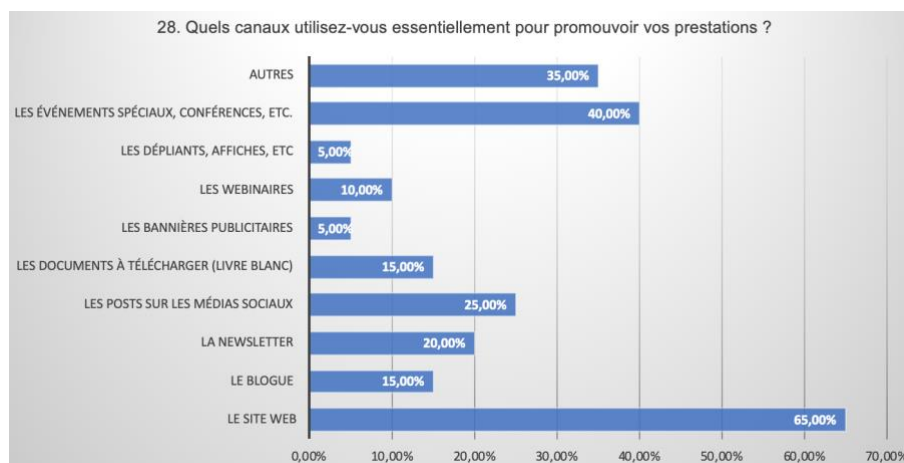


Autre : UAE, USA, Canada, UE, Suède, à l'échelle mondiale

(Bourgeois Béatrice, 2020)

65% des acteurs prestataires d'intelligence économique travaillent avec une clientèle genevoise et 45% avec une clientèle française. 35% indiquent travailler avec des entreprises installées à l'étranger ; citons les États-Unis, le Canada, les Émirats arabes unis, les membres de l'Union européenne. Là encore, il s'agit de cabinets d'études et conseils ainsi que les activités juridiques et comptables.

5.2.4 Performance



(Bourgeois Béatrice, 2020)

Plus des deux tiers des organisations interrogées utilisent le site web pour promouvoir leurs prestations. Elles n'hésitent pas à 40%, en particulier les cabinets d'étude et de conseil, à participer à des événements spéciaux et des conférences. Les webinaires, pourtant de plus en plus en vogue, sont encore peu exploités par les sondés. Nous remarquons le peu d'intérêt de la part des sondés pour la question 29 « Quel mot ou expression clé utilisez-vous pour vous démarquer de la concurrence ? ». 50% des sondés ont répondu à cette question. Notons que le mot « éthique » est mentionné en priorité puis l'expression « référence internationale ». La plupart des sondés précisent qu'ils n'utilisent pas de mot ou expression clé pour se démarquer de la concurrence. La discrétion est de mise...

5.2.5 Charte éthique

65% des sondés seraient intéressés par la mise en place d'une charte éthique commune aux acteurs prestataires d'intelligence économique. Le sujet semble tout de même sensible et enclin à la polémique. Citons les commentaires d'un participant à ce sujet : « *Il ne sert à rien de vouloir rajouter une structure alors qu'il en existe beaucoup. Toutes les sociétés doivent être déclarées auprès du DFAE et adhérer à des normes déjà importantes, il ne faut pas nous rajouter des bâtons dans les roues alors qu'aucun autre pays n'a déjà autant de restrictions et d'obligations de transparence que le nôtre* ». Pour certains, la législation suisse est suffisamment contraignante pour ces professions.

En revanche, un autre professionnel pointe du doigt l'absence de positionnement de l'État sur la question éthique ; il explique : « *Il y a 4-5 ans j'ai proposé une charte d'éthique obligatoire à ceux qui sont ou seront autorisés, officiellement, à exercer les professions de détective privé, agent de renseignements commerciaux, due diligence, etc. à un secrétaire du Département de la Sécurité... Sa réponse : A vous de convaincre vos "collègues" à signer cette charte* ». La profession de « détective » est également soumise à critiques, en particuliers les détectives étrangers. Évoquons les propos d'un de leur confrère helvète : « *A Genève, vous trouverez une multitude de "détectives" étrangers, surtout frontaliers, qui agissent en toute impunité et sans aucune (ou presque) réaction des autorités !* ». La charte éthique est donc bien un sujet qui mérite débat.

31. Indiquez par ordre de préférence les valeurs et les buts de cette charte éthique



(Bourgeois Béatrice, 2020)

A la question « Indiquez par ordre de préférence les valeurs et les buts de cette charte éthique » 45% des sondés évoquent en priorité le respect des règles de la concurrence et le rejet de la corruption et 30% insistent sur la promotion d'une pratique professionnelle performante et responsable. Ces réponses répondent aux critiques faites sur l'intérêt de la mise en place d'une charte éthique. Les professionnels souhaitent être reconnus en tant qu'acteurs responsables et honnêtes.

5.3 Présentation et analyse des résultats pour les sociétés ne proposant pas de prestations en intelligence économique

La première question de cette enquête, « Votre société propose-t-elle des prestations en intelligence économique ? » visait à déterminer immédiatement les sondés considérant qu'ils proposent des prestations en intelligence économique.

Ainsi, 32% des répondants ont répondu « Non » à cette question. Nous avons néanmoins analysé l'intégralité de leurs réflexions en particulier celles concernant les rubriques « Perception de l'intelligence économique » et « Charte éthique ».

Tout d'abord, 50% de ces entreprises sont spécialisées dans le légal/juridique (avocats) ; 20% dans l'étude et le conseil, 15% dans l'investigation (détectives) et 15% dans les assurances/banques/services financiers. Il s'agit majoritairement d'entreprises aux effectifs réduits (1 à 20 employés) et dont la zone d'activité se situe principalement à l'international et la clientèle est généralement issue du secteur industriel.

Ainsi, parmi les sondés ne proposant pas de prestations en intelligence économique, 83% considèrent que ce secteur est en manque d'éthique. La réputation de la profession et l'absence d'une charte éthique commune sont en grande partie responsables des difficultés que rencontrent les prestataires d'intelligence économique quant à la promotion de ce secteur d'activité.

Fait intéressant, la moitié de ces entreprises externalisent certaines activités en rapport avec l'intelligence économique en particulier l'investigation économique, la veille et analyse concurrentielle, l'audit en cybersécurité et l'étude de marché. La recherche d'information et le traitement de l'information sont les activités externalisées par ces entreprises. Nous constatons ainsi ces organisations ne proposent pas à proprement parler des services en intelligence économique mais n'hésitent pas à faire appel à des professionnels de l'intelligence économique pour la recherche et le traitement de l'information.

Enfin, 66% de ces entreprises portent un intérêt notable à la mise en place en Suisse d'une charte éthique commune à la profession et certaines n'ont pas hésité à laisser leurs coordonnées pour recevoir les résultats de cette étude. Le respect des règles de la libre concurrence et rejet de la corruption et la loyauté vis-à-vis de l'entreprise, notamment en évitant les conflits d'intérêts sont les valeurs choisies en priorité par les sondés.

6. Avis d'experts

6.1 Méthodologie

L'entretien s'est avéré essentiel pour approfondir certains thèmes évoqués dans l'enquête en ligne. Il existe trois grands types d'entretien : l'entretien directif, l'entretien semi-directif et l'entretien non directif. Le degré de liberté du répondant varie d'un type d'entretien à l'autre :

- Les entretiens non directifs, seules les questions de recherche sont utilisées pour baliser la discussion.
- Les entretiens semi-directifs sont organisés autour d'un ensemble de questions destinées à atteindre le but visé tout en laissant une marge d'expression à l'interviewé.
- Les entretiens directifs, semblables aux questionnaires, relèvent de l'investigation quantitative. L'entretien directif se concrétise par un questionnaire fermé (réponse oui, non) ou semi-fermé (choix d'une ou plusieurs réponses parmi des propositions).

6.2 L'entretien semi-directif

Le choix s'est porté sur un entretien semi-directif ; la personne questionnée est libre de ses réponses et de l'ordre dans lequel elle aborde les différents thèmes. Les questions restent ouvertes et donc les réponses sont libres. Il s'agit de recueillir des données qualitatives permettant d'avoir le point de vue des participants sur une question. Les entretiens semi-directifs permettent ainsi de valider des hypothèses, de mieux appréhender les perceptions et réflexions des publics concernés.

L'entretien semi-directif a été proposé aux personnes ayant souhaité laisser leurs coordonnées à la fin de l'enquête en ligne et proposant des prestations d'IE. Les participants étaient donc au courant de la recherche et de son but ; ils connaissaient le contexte dans lequel on allait solliciter leur opinion.

Ce procédé a permis d'établir un contact direct avec les différents représentants de la discipline et d'affiner la réflexion sur la question de l'IE, en particulier le devenir de la discipline en Romandie. Nous souhaitions aussi avoir un échantillon représentatif de chaque branche d'activités. 4 experts ont été sélectionnés en fonction de leur secteur d'activité (conseil pour les affaires et autres conseils de gestion, activités juridiques, activités de sécurité) et surtout en fonction de leur disponibilité. Ils ont été préalablement contactés par courriel ; selon leur disponibilité un rendez-vous téléphonique a été fixé ou les questions envoyées par voie électronique (Annexe 9). Pour une question de confidentialité, les noms des experts ont été anonymisés et remplacés par les lettres (A), (B), (C) et (D).

Nous avons donc échangé avec :

- (A), directrice générale d'une société installée à Bulle et spécialisée dans le conseil opérationnel pour le développement / redressement des entreprises.
- (B), associé fondateur et gérant d'une société genevoise proposant un ensemble de services ayant trait au renseignement d'affaires, à la gouvernance cyber ainsi qu'aux problématiques sécuritaires liées aux nouvelles technologies.

- (C), fondateur et directeur général d'une entreprise dont le siège se situe à Neuchâtel et spécialisée entre autres en droit de la propriété intellectuelle.
- (D), directeur d'une agence d'investigation Suisse et internationale basée depuis plus de 20 ans à Genève.

L'ensemble des questions a été pensé de manière à inviter les participants à s'exprimer le plus librement possible. Les premières questions reviennent sur les profils et la pratique des acteurs prestataires d'IE. Viennent ensuite les questions liées aux succès voire aux freins de la discipline et enfin l'évolution souhaitée. La grille d'entretien comprend 11 questions que nous avons adaptées si nécessaire en fonction des activités professionnelles exercées par les personnes interrogées.

6.3 Présentation des résultats

Nous avons fait le choix d'établir une grille récapitulative des diverses réponses dans un tableau. Parfois, nous mentionnons le nom des participants pour la bonne compréhension de certaines réponses et des réflexions spécifiques à une branche d'activité. Nous avons également mis en gras, les éléments clés qui nous semblaient primordiaux en termes de qualité des réponses.

Tableau 9. Grille d'analyse des réponses

Questions	Réponses
1. Comment décririez-vous l'état actuel de la pratique, par votre profession, de l'intelligence économique (IE) en Romandie ?	<p>Les réponses se révèlent être toutes positives quant à l'état actuel de la pratique de l'IE avec tout de même un certain nombre de rappels et précisions ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour (B), une société ou une collectivité sollicite un prestataire d'IE que si : <ul style="list-style-type: none"> (1) elle ne possède pas les compétences en interne et, (2) dans l'idée de poursuivre un objectif précis, par exemple une due diligence pour conclure un contrat, identifier un distributeur ou se prémunir d'une mauvaise publicité en anticipant sur des scandales potentiels. - L'activité d'IE se doit d'avoir une culture de résultat. - Pour (C), la discipline gagne de plus en plus en crédibilité; dans le domaine juridique, en particulier dans la propriété intellectuelle et pour les brevets la profession est certifiée depuis 2019 au niveau international; la certification, reconnue au niveau international, donne le droit de porter le titre de qualified patent information professional (QPIP). - Attention également à bien tenir compte des besoins du client (expérience client) <p>Mais, pour le directeur d'agence d'investigation, il n'y a pas autant de missions dans ce domaine qu'on pourrait l'imaginer.</p>
2. Quels sont, selon vous, les différents profils des acteurs prestataires d'IE ?	<p>Les réponses à cette question sont multiples mais complémentaires et valident les résultats de nos recherches.</p> <p>On peut retenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les sociétés d'IE et de renseignement étrangères, spécialisées et formées dans la discipline, basées à l'étranger principalement à Londres, avec une antenne en Romandie, - les sociétés d'intelligence économique et de renseignement locales, - de petites entités, praticiennes et pragmatiques qui selon A comprennent la logique du client et savent la traduire en réponses adaptées - les détectives privés qui fournissent aussi ce type de service, de manière anecdotique ou alors en tandem avec une société locale. - les cabinets de conseils en propriété intellectuelle, ou cabinets d'avocats spécialisés dans un domaine particulier tels les brevets.
3. Quelles sont les spécificités de l'IE dans votre secteur d'activité ?	<p>Les mandats sont multiples et diversifiés ; technologiques, marketing, financiers, stratégiques, commerciales, modèle d'affaire, logistique et managériales...Il est fait mention aussi de l'abondance des documents qu'il faut traiter, de la multiplicité des langues (surtout les langues asiatiques qui depuis quelques années dominent le paysage) et d'une grande complexité technique et juridique.</p>
4. Selon vous, en quoi les acteurs prestataires en IE sont-ils en phase de croissance en Suisse romande ?	<p>Pour (A), le marché des prestataires locaux est stable depuis une dizaine d'années. D'après (B) : « on compte 5 à 6 prestataires</p>

	<p>« suisses romands » historiques avec une faillite et deux nouveaux entrant au cours des 10 dernières années. A l'inverse, on observe depuis 5-7 ans une offensive claire des prestataires étrangers qui installent en Suisse des filiales ou le plus souvent un bureau de représentation aux fins de capter de la clientèle bancaire pour des due diligence et screenings ».</p> <p>Mais, il semble qu'il y a bien un potentiel de croissance général compte tenu du fait que ce type de prestations n'est pas encore largement connu des entreprises, les PME en particulier, les banques et les études d'avocats.</p> <p>Les prestataires qui ne vendent que de l'IE se trouvent donc dans une situation difficile. Pour (C) « les entreprises qui tirent leur épingle du jeu sont celles qui arrivent à valoriser indirectement l'IE, par exemple en offrant des services juridiques qui utilisent l'information requise, ou en développant des logiciels ».</p>
5. Quels seraient éventuellement les freins à cette croissance ?	<p>Les freins sont le durcissement des règles sur la protection des données qui réduit le champ des possibles ou rend certaines investigations beaucoup plus complexes. C'est également un facteur qui oblige les entreprises à adapter leur organisation interne et qui pousse vers une meilleure professionnalisation du métier. La formation est aussi vue comme nécessaire à la croissance. On notera encore la réputation du métier, où plutôt les scandales qui éclaboussent parfois la profession, lesquels impactent clairement la vision et l'appétit au risque des éventuels clients.</p> <p>Le manque de maturité des clients et leur éveil aux bénéfices de l'IE sont un frein à cette croissance. Il reste encore beaucoup de travail à faire au niveau des prestataires pour rassurer et pérenniser une relation avec une entreprise de moyenne à grande taille qui se soucie de sa réputation.</p>
6. Quels facteurs poussent une entreprise nationale ou internationale à faire appel à des acteurs prestataires en IE installés en Romandie ?	<p>Pour (A), seule la compétence prime. La facilité de trouver des analystes capables de rechercher et d'analyser des documents en français, allemand, anglais, italien est un atout important. La grande expertise de la Suisse dans ce domaine, liée à la présence d'acteurs internationaux (OMPI, multinationales), est importante.</p> <p>Pour les entreprises nationales, la proximité, la disponibilité, la sécurité des données tant dans le traitement que le stockage et les recommandations locales sont des facteurs dont il faut tenir compte.</p> <p>Pour les entreprises internationales, soit le sujet d'enquête est en Suisse, donc on cherche un prestataire au plus proche avec une connaissance pointue de la région, des lois, des pratiques, soit le client vient chercher la discrétion et l'indépendance des prestataires. Le directeur de l'agence d'investigation insiste sur la notion de discrétion et de confidentialité et mise aussi sur la pratique de nombreuses langues. Enfin, pour les sociétés employant des avocats ou des conseils en brevet, la confidentialité des résultats est protégée avec des standards optimaux.</p>
7. Quels facteurs poussent une entreprise nationale ou internationale à faire appel à votre secteur d'activité ?	<p>Là encore, la maîtrise du sujet et la prise de connaissance des besoins réels des clients sont mentionnés par tous les acteurs. Les termes ou expressions tels « préventions du risque », la « qualité de la recherche et de l'analyse » et « soutien » sont employés afin de démontrer tout le sérieux de la profession mais aussi la large palette de services proposés.</p>
8. A combien estimez-vous le nombre d'acteurs prestataires d'IE en Suisse romande de manière générale et dans votre branche d'activités en particulier ?	<p>De manière générale, il semble difficile de répondre précisément à cette question pour la plupart des personnes interrogées. Le chiffre oscille entre une quinzaine et un vingtaine de sociétés. Et encore, faut-il différencier les sociétés romandes ayant vraiment développé une activité substantielle et régulière d'IE et qui seraient au final une petite dizaine et le reste des sociétés étrangères avec un bureau local. Concernant les agences d'investigation pratiquant l'IE, elles ne seraient finalement que 2 ou 3.</p>
9. Quels seraient les meilleurs moyens que votre profession devrait mettre en place pour démocratiser/généraliser cette discipline au sein des PME en particulier ?	<p>Les personnes interrogées s'accordent sur 3 points en particulier : la communication à travers entre autres les articles et conférences, l'éducation du marché qui passe par la formation de spécialistes et l'accès à des modules universitaires, l'adaptation au marché des PME en proposant des services pertinents en termes d'efficacité, d'exploitabilité et de ressources à disposition. Un exemple, comment mettre en place un processus de veille et de reporting efficace et pertinent pour un PME qui ne peut pas s'offrir un veilleur à l'interne ?</p>
10. L'IE est parfois associée à la corruption. Quels conseils suggériez-vous pour donner ses lettres de noblesse à cette discipline ?	<p>Cette question a suscité des réactions très intéressantes. De manière générale, pour les ¾ des participants, ce phénomène n'existe pratiquement pas ou est en tout cas très marginal. Pour</p>

	<p>le directeur de l'agence d'investigation, il faut que l'État impose une charte éthique à la profession. De même, l'accent est mis sur la formation et la certification qui seules peuvent faire émerger des bonnes pratiques. Dans 90% des cas, il existe un moyen légal, avec une procédure plus ou moins complexe pour obtenir l'information. C'est à ce niveau que le niveau de connaissance et de formation est déterminant.</p> <p>Pour (B) « il manque aujourd'hui en Suisse une formation HES ou Universitaire qui prenne vraiment en compte les besoins pratiques et les attentes des clients en matière de rendu. L'objectif d'une formation en IE devrait être de former des analystes du renseignement capables de travailler autant pour un service de renseignement que pour le secteur privé ou des ONG. L'accent doit être mis sur la pratique et le cycle du renseignement (collecte, rapport, influence) dans le cadre légal suisse ».</p>
11. Comment voyez-vous l'évolution des acteurs prestataires d'IE en Romandie d'ici 5 ans ? Et dans 10 ans ?	<p>Même si l'activité devrait demeurer plus ou moins stable dans les prochaines années, deux réflexions émergent de cette question. Premièrement, une tendance à la réduction et à la concentration compte tenu d'un petit marché avec des exigences légales en augmentation. Selon le profil d'activités de certains prestataires qui font de l'IE « un peu à côté » par exemple « d'une activité de détective » certains sont voués à disparaître. S'agissant des prestataires étrangers, (B) voit plutôt une réduction car le coût / bénéfice de rester en Suisse est élevé, le marché est plutôt hostile et les clients sensibles à la question du transfert des données.</p> <p>Deuxièmement, selon (C) les sociétés qui se développeront seront celles qui parviennent à s'adapter à la clientèle, à créer des services à valeur ajoutée innovants basés sur l'IE, à aller plus loin dans l'analyse des résultats, dans le reporting et d'autre part celles qui maîtriseront le challenge et les opportunités posés par l'intelligence artificielle.</p>

(Bourgeois Béatrice, 2020)

6.4 Discussion des résultats

L'activité de prestataires d'IE en Romandie devrait ainsi demeurer assez stable dans les années à venir voire se poursuivre même si les experts semblent garder l'œil averti en raison non seulement de la concurrence étrangère mais aussi d'un petit marché avec des exigences légales en augmentation. D'ailleurs, le renforcement du cadre réglementaire des activités économiques, oblige les sociétés telles les milieux bancaires à recourir davantage aux experts en IE. Les participants à l'enquête ont aussi principalement mis en avant l'importance que revêtent pour eux les compétences, la maîtrise de la discipline et la prise en compte des besoins réels des clients. L'expérience client ne doit pas être négligée tout comme l'approche individuelle et personnalisée.

Notons que le secteur des PME n'est pas négligé par ces experts, lesquels souhaitent poursuivre leur adaptation à ce marché en proposant des services pertinents en termes d'efficacité, d'exploitabilité et de ressources à disposition. En plus de l'adaptation à la clientèle, les experts misent sur les services à valeur ajoutée innovants et basés sur l'IE, tels l'emploi de l'intelligence artificielle ou le développement de logiciels. Les participants parient aussi sur la communication qui doit se manifester par une présence plus soutenue dans les revues spécialisées, les journaux et les conférences. L'éducation à l'IE n'est pas en reste ; elle doit passer par la formation de spécialistes et favoriser l'accès à des cours universitaires adaptés qui tiennent compte des besoins pratiques et des attentes des clients en matière de rendu. Il s'agit de former des analystes du renseignement capables de travailler autant pour un service de renseignement que pour le secteur privé ou des ONG. Enfin, la certification peut aussi faire émerger des bonnes pratiques.

7. Recommandations

A la suite de l'analyse des acteurs prestataires d'Intelligence Économique en Suisse romande et grâce aux réponses des questionnaires et des entretiens avec les experts, il est possible d'émettre des recommandations quant à une meilleure visibilité de la profession et une reconnaissance en tant que discipline à part entière.

7.1 Former les étudiants et les professionnels

L'analyse des pratiques des acteurs prestataires d'IE montre l'importance qui doit être attribuée à la formation et aux méthodes innovantes. Pour rappel, comme l'a démontré l'analyse des réponses au questionnaire, les acteurs prestataires en Suisse romande ont certes une formation initiale dans leur domaine d'expertise mais peu semblent être issus d'une formation ou d'une spécialisation en intelligence économique. De même, la formation en IE est jeune en Suisse tant au niveau de la théorie que de la pratique. Or, une formation doit permettre à un diplômé d'être capable, au sortir de sa formation, de mener un vrai travail d'intelligence économique.

Pour rappel, à ce jour, la HEG Genève propose dans le cadre du Bachelor Information Documentaire (ID) et du Master SI (Sciences de l'Information) des cours en IE et veille stratégique. De même HEC Lausanne dispense un cours « Cybersécurité et intelligence économique » intégré à la Maîtrise universitaire ès Sciences en systèmes d'information ; il s'agit donc de modules dispensés pour l'obtention d'un diplôme dont l'intitulé principal n'est pas l'intelligence économique. En fait, il n'existe pas en Suisse romande de diplôme de Bachelor ou Master en « intelligence économique » comme c'est le cas par exemple en France. Toute la difficulté est donc de mettre en valeur cette discipline qui se doit d'être à part entière tout comme l'est par exemple le marketing. De même, l'apprentissage d'un métier se doit passer par la théorie mais aussi et surtout la pratique.

Rappelons les propos (voir grille d'analyse des réponses) de l'expert (B) pour qui : *« il manque aujourd'hui en Suisse une formation HES ou Universitaire qui prenne vraiment en compte les besoins pratiques et les attentes des clients en matière de rendu. L'objectif d'une formation en IE devrait être de former des analystes du renseignement capables de travailler autant pour un service de renseignement que pour le secteur privé ou des ONG. L'accent doit être mis sur la pratique et le cycle du renseignement (collecte, rapport, influence) dans le cadre légal suisse »*.

A la lumière de ces insuffisances, les formations en Romandie doivent s'orienter sur le caractère opérationnel de leur enseignement dans l'optique de former des spécialistes expérimentés et rompus aux enjeux informationnels des sociétés. Il peut être intéressant de proposer dans tout cursus diplômant, un module professionnalisant au cours duquel les étudiants mènent des missions longues (stages/mandats) en IE comme consultants auprès de cabinets d'IE ou d'acteurs prestataires d'IE. Les étudiants seraient mis en situation à travers l'étude de cas pratiques dont les commanditaires seraient des entreprises partenaires des écoles spécialisées et clientes d'acteurs prestataires d'IE. Il semble aussi très important pour les écoles spécialisées et universités de d'intégrer au sein du corps enseignant, même si cela est déjà le cas avec des cabinets d'IE tels Geneva Intelligence, un plus grand nombre d'experts ou consultants de la discipline lesquels ont une vision opérationnelle de l'intelligence économique.

Au-delà de ces formations spécialisées, il peut être intéressant pour les formations universitaires de sensibiliser les étudiants des cursus juridiques, économiques et politiques, donc les futurs cadres d'entreprises aux enjeux de l'intelligence économique. L'idée étant que ces derniers développent par la suite cette culture de l'intelligence économique. Il faudrait donc que toute entreprise - grandes entreprises ou PME- ait au moins une personne en charge des questions d'intelligence économique. Les professionnels de l'intelligence économique ne sont pas en reste ; ils se doivent de continuer à se former dans la discipline. Pour rappel, moins de 50% des acteurs pratiquant l'IE et interrogés dans le cadre de l'enquête en ligne connaissent les formations professionnelles proposées par la HEG-GE et quelques cabinets de conseils tels Geneva Intelligence ou encore Heptagone et Global Risk Profile. Tout l'enjeu est de faire connaître davantage grâce à leurs différents outils de communication tels les webinaires, les conférences, les réseaux sociaux tels LinkedIn très en vogue.

7.2 La certification de la discipline

La HES Genève propose également sur son campus de la HEG un CAS (Certificate of Advanced Studies) Veille Stratégique, une formation qui s'adresse aux cadres et professionnels dont l'activité est en lien étroit avec la stratégie de développement de l'entreprise. Cette formation courte (120 heures d'enseignement) qui équivaut à 10 crédits ECTS est composée de 5 modules :

Module 1 : Enjeux de la veille stratégique et intelligence économique

Module 2 : Méthodes, techniques et outils de recherche d'information et veille

Module 3 : Innovation, stratégie et prospective

Module 4 : Influence, e-reputation, rumeurs et lobbying

Module 5 : Conception d'une offre de services en veille

Fait intéressant, la majeure partie de ces évaluations se fait sous forme de cas pratiques réels (HESGE 2020). De même, l'Association Suisse des Professionnels de l'Investigation et du Renseignement Economique (ASPIRE) association professionnelle créée en 2018 ouverte à tous les professionnels actifs dans les domaines de l'investigation privée et du renseignement d'affaire propose à ses membres, en plus d'une plateforme pour développer de la formation continue, un examen facultatif et certifiant dans le domaine du droit de l'investigation et du renseignement économique (*Swiss investigation and intelligence best practices*)(Swissinvestigation 2020). L'examen porte notamment sur :

La licéité de la collecte des preuves

Le respect de la sphère privée

Les obligations liées à la Loi sur la protection des données

Les normes pertinentes en droit international

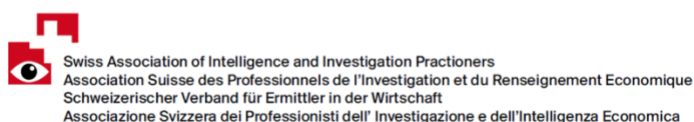
La réussite de cet examen donne le droit aux membres de l'Association de mentionner la certification « *Swiss investigation and intelligence best practices* » sur leur site avec le logo de l'Association, permet l'inscription de l'adhérent dans l'annuaire de l'Association, lequel est visible sur le site et vaut reconnaissance d'une formation minimale au sens de la Loi fédérale sur les prestations de sécurité privé (LPSP) (<https://swissinvestigation.org/certification/>)

7.3 L'adhésion à une association « Swiss Made » et le respect d'un code éthique

Pour devenir membre d'ASPIRE, il faut entre autres adhérer aux standards et se mettre en conformité avec ceux-ci en suivant la check-list suivante :

Capture d'écran : check list standards d'ASPIRE

<u>Check List</u>	
Standards de l'Association Suisse des Professionnels de l'Investigation et du Renseignement Economique (ASPIRE)	
1. Formation et capacité professionnelle avérée	
Capacité professionnelle avérée d'au moins un organe dirigeant	Oui / Non
Raison individuelle ou société enregistrée en Suisse	Oui / Non
Agrément de l'autorité compétente (si pertinent)	Oui / Non
2. Connaissance du cadre légal	
Réussite de l'examen	Oui / Non
3. Transparence	
Prestataire de service identifié et identifiable	Oui / Non
Contact en Suisse	Oui / Non
Activités menées depuis la Suisse	Oui / Non
Données stockées en Suisse	Oui / Non
Premier rendez-vous gratuit	Oui / Non
Tarification claire (heure, forfait, etc)	Oui / Non
4. Conflit d'intérêts	
Pratique la gestion des conflits d'intérêts	Oui / Non
5. Protection des données	
A déclaré son fichier auprès du Préposé fédéral à la protection des données.	Oui / Non
6. Confidentialité et secret professionnel	
Applique une politique stricte de confidentialité	Oui / Non
Fournit sur demande un contrat de confidentialité	Oui / Non



Swissinvestigation 2018

L'idée est de favoriser les entreprises suisses, les sociétés devant être enregistrées en Suisse, mener leurs activités depuis la Suisse, stocker leurs données en Suisse et déclarer leur fichier auprès du préposé fédéral à la protection des données.

Remarquons qu'ASPIRE exempte les membres de l'association Swissintell du paiement de l'examen de certification ; un partenariat donc entre 2 structures associatives « Swiss Made ». Pour rappel Swissintell a pour objectif de connecter tous les professionnels de l'information en Suisse et d'assurer une visibilité à la profession. Elle a également pour objectifs de promouvoir la veille et ses bonnes pratiques aussi bien auprès des entreprises que des pouvoirs publics. L'association compte à ce jour plus de 350 membres et propose des conférences sur un thème précis, des débats et autres rencontres permettant le réseautage. Le site comprend également une rubrique qui cartographie les formations liées au renseignement en Suisse ainsi qu'une rubrique « emploi » où les professionnels de l'information et les recruteurs peuvent se connecter.



Avantages membres | Événements | Revue de presse | Publications

Avantages de l'adhésion

Pour une cotisation très attractive (moitié prix à partir de juillet 2020): 150 CHF pour membre individuel et 75 CHF pour étudiant de moins de 25 ans, nous vous proposons:

- Événements de réseautage trimestriels à Genève et Zurich avec des professionnels partageant les mêmes idées
- Une plateforme en ligne et hors ligne pour les professionnels de l'information
- Webinaires périodiques
- Une section en ligne réservée aux membres avec des fonctionnalités exclusives, telles que des publications exclusives et un marché du travail
- Un point d'entrée unique pour la communauté suisse du renseignement
- Réductions sur les opportunités d'éducation et de développement professionnel
- En tant que membre Swissintell, vous pouvez profiter de 25% de réduction pour la première année d'adhésion pour les nouveaux membres SCIP. Pour bénéficier de la réduction, écrivez-nous à info@swissintell.org

Swissintell 2019

Certes l'adhésion à une association « Swiss Made » est primordiale pour tout acteur prestataire d'intelligence économique enregistré en Suisse mais une adhésion à l'international n'est pas négligeable. Citons SCIP, l'Association des professionnels de l'intelligence économique, association internationale de référence pour tous les professionnels travaillant dans l'intelligence économique¹. Cette dernière a pour mission de regrouper la communauté de l'intelligence économique pour le partage d'expériences et d'outils.

7.4 Des partenariats essentiels à la reconnaissance de la discipline en Romandie

7.4.1 Entre associations

Swissintell annonce sur son site en mai 2020 un nouveau partenariat exclusif avec SCIP ; les membres de Swissintell peuvent désormais bénéficier de réductions sur les ateliers, les événements et les frais d'adhésion à SCIP.

Sur son site, Swissintell encourage activement ses membres à passer la certification de son partenaire ASPIRE. De même, elle adhère au code éthique SCIP et attend de la part de ses membres et partenaires qu'ils adhèrent à la même philosophie (Swissintell 2019).

L'association se réserve le droit de résilier toute adhésion à tout moment en cas de violation directe du code d'éthique SCIP. Elle est partie prenante à la loi fédérale sur les services de sécurité privée fournis à l'étranger et de l'ordonnance qui l'accompagne ; les entreprises qui souhaitent fournir, depuis la Suisse, des services de sécurité privée à l'étranger sont soumises à une obligation de déclaration préalable.

Pour rappel, dans le cadre de l'enquête en ligne, plus de 65% des sondés seraient intéressés par la mise en place d'une charte éthique commune aux acteurs prestataires d'intelligence économique. Peut-être faut-il tout d'abord tenir compte de ce qui existe déjà en Suisse et Romandie telle Swissintell ou encore ASPIRE, la première adhérent au code d'éthique SCIP et la seconde proposant un examen de certification.

¹ <https://www.scip.org/>

Capture d'écran ASPIRE



Swiss Association of Intelligence and Investigation Practitioners
Association Suisse des Professionnels de l'Investigation et du Renseignement Economique
Schweizerischer Verband für Ermittler in der Wirtschaft
Associazione Svizzera dei Professionisti dell' Investigazione e dell'Intelligenza Economica

Standards

de

l'Association Suisse des Professionnels de l'Investigation et du Renseignement Economique

Version du 25 mai 2018

1) Formation et capacité professionnelle

Un organe dirigeant au moins ou le membre est au bénéfice d'une formation et/ou d'une expérience suffisante (+ 3 ans) dans l'un ou plus des domaines suivants :

- Police, police militaire, renseignement militaire, service de renseignement ;
- Investigation privée ou renseignement d'affaires ;
- Audit ou investigation financière ;
- Droit ou conseil juridique ;
- Analyse financière, criminelle ou du renseignement.

2) Connaissance du cadre légal (*Swiss intelligence & investigation best practices*)

Avoir réussi avec succès un examen de droit spécifique portant notamment sur :

- La licéité de la collecte des preuves ;
- L'exploitabilité des preuves ;
- Le respect de la sphère privée ;
- Les normes civiles et pénales pertinentes aux activités d'investigation et de renseignement ;
- Les dispositions et la jurisprudence relatives aux activités d'investigation et de renseignement ;
- Les obligations liées à la Loi sur la protection des données ;
- Les normes pertinentes en droit international ;
- La Loi fédérale sur les prestations de sécurité privées fournies à l'étranger et ses ordonnances.

Swissinvestigation 2018

Ainsi, les acteurs prestataires d'intelligence économique ne doivent pas hésiter à mettre en place des partenariats avec le monde associatif. Citons Geneva Intelligence qui annonce sur son site la conclusion en mai 2020 d'un partenariat stratégique avec la CCIG (Chambre de Commerce, d'industrie et de services de Genève). Comptant plus de 2400 entreprises membres, la CCIG est une association de droit privé, fondée en 1865. Indépendante de l'État, elle a pour objectif : « *d'assurer une économie forte, permettant aux entreprises qui constituent le tissu économique local d'exercer leur activité de manière pérenne* »². Ce partenariat permettra de collaborer ensemble à la promotion de l'intelligence économique en Suisse et les membres de CCIG pourront : « bénéficier de l'expertise de Geneva Intelligence en matière de veille et d'études stratégiques, mais aussi de renseignements d'affaires, d'audit et de formations ». Cet exemple illustre bien la nécessité pour toutes les chambres de commerce romandes de développer des solutions d'accompagnement (individuel et collectif) des entreprises en intelligence économique.

7.4.2 Avec le milieu académique/universitaire

Aussi, les acteurs prestataires d'intelligence économique ne doivent pas hésiter à adhérer au milieu associatif et mettre aussi en place des partenariats avec le milieu académique/universitaire. Rappelons ainsi le partenariat mise en place entre la HEG Genève et Geneva Intelligence ou encore les cours « cadre juridique des activités d'intelligence économique et de renseignement d'État » dispensés par des collaborateurs d'Heptagone à l'Université de Genève.

² <https://www.ccig.ch/>

7.4.3 Avec les sphères étatiques et militaires

Les trois piliers de l'intelligence économique : renseignement, sécurité et communication d'influence sont complémentaires et au cœur de l'offre complète que se doit de proposer un vrai prestataire d'intelligence économique. A cette fin, nous nous devons d'insister sur l'importance et l'intérêt des liens entre les sphères professionnelle, étatique et militaire. Rappelons ces dernières années le travail de prévention et de sensibilisation des Services de Renseignement de la Confédération (SRC) sur l'espionnage économique à destination des entreprises en particulier. Il semble primordial que la Confédération œuvre de la même manière avec cette discipline qu'est l'intelligence économique : réalisation de courts métrages, études et publications. Il s'agit dès lors de faire montre de transparence de la part de l'État lequel peut ainsi être force de proposition et de persuasion quant au recours des entreprises à des acteurs professionnels prestataires d'intelligence économique. Car, il s'agit là aussi d'une discipline dont les outils permettent de lutter efficacement contre l'espionnage économique. Il est donc primordial que la discipline s'institutionnalise et devienne visible dans l'espace public.

7.5 Être répertorié dans un annuaire professionnel

Pour gagner en visibilité, il peut être intéressant que les acteurs prestataires d'intelligence économique soient répertoriés dans un annuaire des acteurs de l'IE, institutionnels ou prestataires privés, classés selon les besoins de l'entreprise. Les acteurs prestataires seraient également répertoriés selon leur secteur d'activité.

Notons que l'Association Suisse des Professionnels de l'investigation et du Renseignement économique publie depuis 2019 un annuaire en ligne régulièrement mis à jour de ses membres certifiés. Sont mentionnés le nom et prénom de la personne certifiée, l'entreprise, le lieu, la date de certification, le site internet et le contact. Toute entreprise souhaitant des services d'investigation ou de renseignement économique, ou sensibiliser ses collaborateurs aux enjeux de l'intelligence économique ou être mieux armée pour protéger ses données sensibles peut trouver des prestataires certifiés dans l'annuaire de l'association.

Un annuaire en ligne commun à Swissintell, forte de ses 350 membres, à ASPIRE (Association Suisse des Professionnels de l'investigation et du Renseignement économique) et aux chambres de commerces et d'industrie des cantons romands tels la CCIG (Chambre de Commerce, d'industrie et de services de Genève) pourrait être également envisagé de concert. Tout membre inscrit devrait adhérer à un code éthique SCIP et/ou une certification ASPIRE.

En parallèle avec la publication d'un annuaire en ligne, s'inspirant entre autres du guide de l'intelligence économique (Le guide de l'intelligence économique 2014), du guide de l'intelligence économique Auvergne-Rhône-Alpes (Le guide de l'intelligence économique Auvergne-Rhône-Alpes 2017) et du dépliant « Les principaux acteurs de l'intelligence économique en Île-de-France » (Directe 2018) un guide en ligne des professionnels de l'intelligence économique pourrait être publié à l'initiative des associations suisses Swissintell et ASPIRE et les chambres de commerces et d'industrie des cantons romands. La HEG Genève pourrait également être partie prenante comme organe consultatif. Outil simple et facile d'accès, ce guide à l'intention des entreprises à la recherche de conseils ou d'acteurs prestataires d'intelligence économique, proposerait des contacts et des références utiles pour une pleine réussite de leur expérience d'intelligence économique.

Pour exemple, ce guide pourrait comprendre les rubriques suivantes :

- Définition de l'intelligence économique
- Les acteurs prestataires d'intelligence économique et leurs secteurs d'activité (renseignements stratégiques, veille régulière, protection du patrimoine de l'entreprise, sécurisation des données stratégiques et des sites, stratégie d'influence et de lobbying)
- Les associations professionnelles
- Les formations diplômantes
- Une sélection d'ouvrages, de presse spécialisée et sites internet sur l'intelligence économique

7.6 Pour un meilleur référencement dans les bases de données professionnelles

Rappelons que l'expression « intelligence économique » est peu mentionnée dans les bases de données des annuaires professionnels en ligne. Cela peut donc constituer un frein à une bonne visibilité de la discipline dans les annuaires professionnels que sont Kompass.ch ou encore Swissfirms.

Or, pour un indépendant ou une petite entreprise, un bon référencement est aussi une solution pour mieux se faire connaître en particulier auprès des PME. L'enjeu de faire connaître son activité en employant le vocabulaire adéquat, surtout pour une petite structure prestataire d'intelligence économique, est majeur pour trouver de nouveaux clients. De plus, il est possible d'obtenir des mandats en travaillant son réseau professionnel, cependant, il est utile d'avoir une clientèle de différents sourcings pour assurer son activité et des revenus pérennes. Mieux référencer son profil, c'est apparaître rapidement dans les résultats de recherche d'une base de données professionnelle.

7.7 Poursuivre la sensibilisation des PME

Comme nous l'avons vu, le marché des PME ne doit pas être négligé par les professionnels de l'intelligence économique, lesquels doivent poursuivre leur mobilisation dans ce sens. Il s'agit dès lors pour les acteurs prestataires d'intelligence économique de se rendre visibles par divers canaux de communication que sont alors pour exemple les magazines spécialisés tels PME Magazine, source d'information des PME de Suisse romande, les blogs de journaux spécialisés ou encore le réseau social LinkedIn.

Les associations suisses des professionnels de l'intelligence économique, se doivent de sensibiliser les entrepreneurs lors de conférences organisées conjointement avec la FER Genève et/ou les CCI, à la nécessité de s'entourer d'experts en IE et, par la présentation de cas concrets d'en démontrer les potentiels bénéfiques. Signalons à nouveau l'action de la FER Genève, laquelle est déjà active, avec le concours de la HEG Genève, dans l'offre de formations à la veille stratégique destinées aux dirigeants et cadres d'entreprises et, de la CCIG nouvelle partenaire de Geneva Intelligence.

Toutefois, nous sommes conscients que pour une PME voire une TPE, avoir recours à un expert en intelligence économique a un coût. Relevons les conseils de Pascal Frion, dirigeant du prestataire français en IE Acrie ³: « *Plutôt que de s'équiper en outil informatique dès la première année, il conseille plutôt aux petites entreprises des dépenses de salaires et de frais de fonctionnement avec un tiers-temps ou un mi-temps consacré à l'IE. Les prestations externes peuvent se faire au forfait ou par abonnement calculé sur le résultat* » (Netpme 2018).

7.8 Être au cœur de l'innovation et de l'expérience client

A l'issue de notre étude préliminaire, nous avons fait le constat qu'en terme de positionnement, certains acteurs prestataires d'intelligence économique misent sur les outils innovants voir pour certains sur l'expérience client.

Un expert se doit d'être toujours à la pointe de l'innovation et se démarquer de la concurrence en proposant par exemple à sa clientèle des solutions en gestion des risques ou en analyse de dispositifs d'espionnage électronique optimal ; il ne doit pas hésiter à investir dans des solutions personnalisées telles Propis, une plateforme sécurisée d'échange de documents initiée par P&TS SA.

Pour rappel, Geneva Intelligence fait mention sur son site internet de l'utilisation de GI2A, une solution d'intelligence artificielle, par ses collaborateurs. L'Intelligence Artificielle (IA) : « contribue à affiner la recherche d'information et améliorer l'analyse stratégique et soutient Geneva Intelligence dans sa mission d'aide à la prise de décision » (Geneva Intelligence 2020). Charlène Grel, spécialiste en sécurité informatique dans un article intitulé « Intelligence Artificielle et Intelligence Economique : un avenir conjoint ? » (Grel 2018) indique que l'IA est un outil puissant pour les experts de l'IE. Les avantages sont, entre autres, sa capacité à :

« Traiter des données de masse en un temps record,

Faciliter les tâches chronophages telles l'analyse des données issues des réseaux sociaux ou de l'internet,

Analyser la tonalité d'un contenu,

Transformer sous forme lisible et exploitable les données non-structurées

Proposer la datavisualisation des données

Créer des contenus et automatiser la publication des réseaux sociaux » (Grel 2018)

Par ailleurs, les acteurs prestataires d'IE gagneraient à inviter sur leur site internet le client à vivre l'expérience client en testant des livrables types et interactifs comme le propose Geneva Intelligence ou encore P&TS SA avec Propis sa plateforme sécurisée d'échange de documents au sujet de laquelle le visiteur du site peut demander un test de démonstration sans engagement.

Ainsi, il peut être intéressant de proposer aux potentiels futurs clients de s'essayer aux plateformes avant de concrètement engager leurs deniers.

³ <http://www.acrie.fr>

7.9 Un axe de développement pour les activités juridiques et comptables

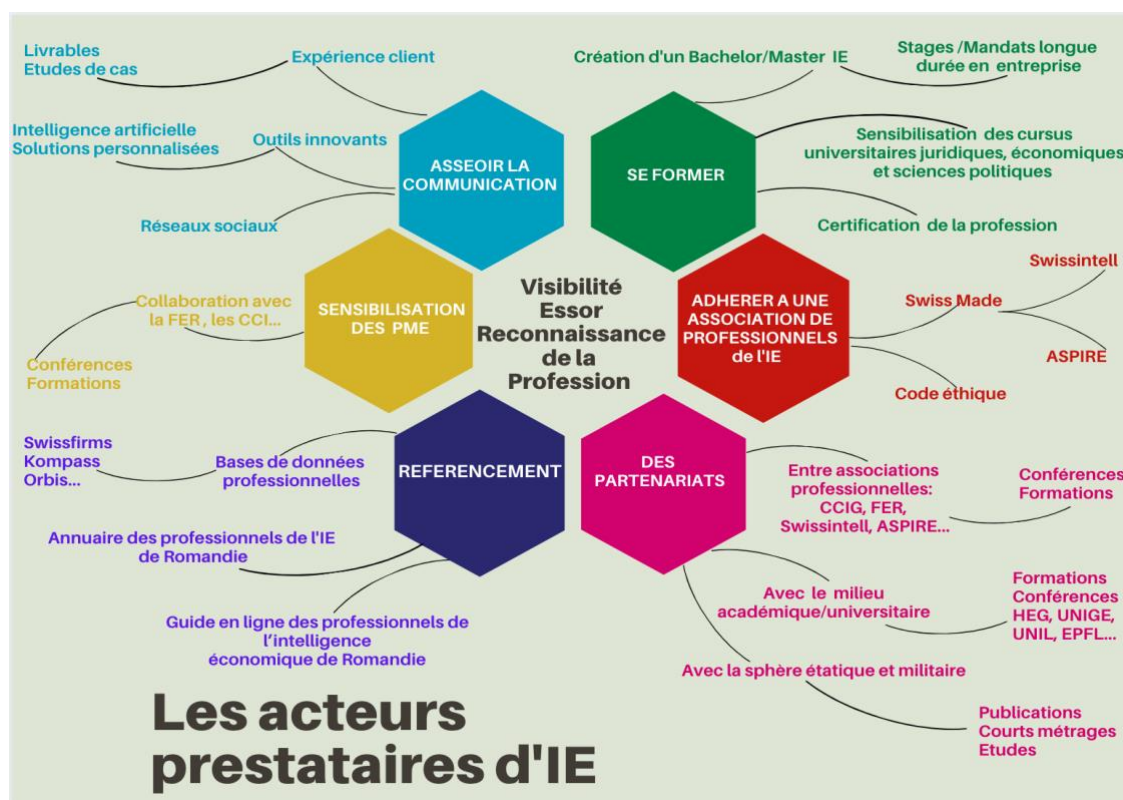
Les activités juridiques et comptables ont un rôle à jouer dans la discipline. L'avocat est essentiel dès lors qu'il s'agit de défendre un marché, d'accompagner un client dans des choix stratégiques ou encore d'enclencher une action défensive voire offensive.

Rappelons que depuis quelques années, des activités juridiques et comptables fleurissent en particulier sur la place genevoise, en proposant des services d'intelligence économique ou en externalisant certaines prestations auprès d'experts dans la discipline. Les scandales liés à l'espionnage économique ne sont pas étrangers à l'émergence de activités juridiques et comptables dans la discipline. Le droit occupe désormais une place importante en intelligence économique ; c'est désormais une composante importante de l'IE. Il peut être ainsi intéressant pour un cabinet d'avocats de développer une activité d'avocat en intelligence économique car l'expertise de ce dernier permettrait de répondre à l'ensemble des besoins en intelligence économique d'une entreprise (veille stratégique, prévention et analyse des risques juridiques, contentieux commerciaux, conformité, norme internationale...).

Citons le portail de l'IE : « *L'intelligence économique combinée au savoir-faire et à l'expérience des avocats apparaît donc comme le meilleur moyen d'appréhender le risque et lui trouver la réponse la plus pertinente* » (Portail IE 2013). Ainsi, de nouvelles perspectives s'ouvrent aux avocats lesquels peuvent ajouter une corde à leur arc en offrant de nouvelles prestations autour de cette discipline.

Nous pouvons résumer les recommandations suggérées sous forme de la carte mentale ci-après :

Figure 8. Recommandations : les acteurs prestataires d'IE



(Bourgeois Béatrice, 2020)

8. Conclusion

8.1 Retours d'expérience

L'ambition de ce travail de mémoire était de présenter une analyse stratégique des acteurs prestataires d'intelligence en Suisse romande.

Notre premier objectif consistait à présenter la profession : son histoire, ses activités, sa communication et son positionnement. Discipline relativement récente en Suisse, l'intelligence économique n'a pour ainsi dire pas ou peu fait l'objet d'études, de rapports ou de livres comme l'a démontré la revue de littérature. Toute la difficulté était donc de trouver des sources d'analyse fiables et à jour mais aussi de répertorier les acteurs prestataires d'intelligence économique par catégorie d'activités et selon une classification précise. Nous avons donc fait le choix d'utiliser la norme NOGA 2008 et l'avons adaptée à nos besoins spécifiques suite à nos recherches sur la pratique de la discipline. Nous avons ainsi constaté que le métier arbore plusieurs visages et couvre un large spectre d'activités parfois sans rapport direct avec l'IE, en particulier dans les activités d'enquêtes et de sécurité.

L'étude préliminaire de 5 acteurs majeurs se présentant comme prestataires d'intelligence économique nous a permis d'appréhender leur positionnement et leur communication. Nous avons fait le constat que les acteurs les plus récemment installés en Romandie ont fait un réel travail de communication, de positionnement et de visibilité sur leur site internet et n'hésitent pas à employer une large gamme de mots-clés caractéristiques de la pratique de l'IE mettant ainsi en avant leur expertise et leur connaissance de la discipline. Il s'agit avant tout d'acteurs ayant suivi une formation ou des études dans ce domaine et non d'acteurs pratiquant l'IE de manière ponctuelle. Chaque acteur étudié a permis de relever les facteurs essentiels à la bonne pratique de l'activité : formation, outils innovants voire personnalisés, profils multidisciplinaires, expertise.

Le recensement quantitatif des acteurs prestataires d'IE s'est révélé être plus difficile et parfois fastidieux à mettre en place. Tout d'abord, l'expression « intelligence économique » et ses autres appellations sont peu référencées dans les bases de données professionnelles de Suisse et Romandie. Nous avons donc dû créer un panel de mots-clés se rapprochant au mieux de la pratique de cette discipline et avons croisé plusieurs bases de données professionnelles pour obtenir des résultats qui se rapprochent au plus près de la réalité.

Notre enquête en ligne, même si elle mériterait davantage de questions ouvertes, révèle que finalement peu de sociétés romandes proposent tous les services en rapport avec la discipline. Plus de 50% des sociétés externalisent des services d'intelligence économique, en particulier la recherche d'information. De manière générale, les personnes ayant participé à l'enquête en ligne se montrées ouvertes à la problématique de la pratique de l'IE et de sa reconnaissance en tant que discipline à part entière. Cette enquête en ligne ayant certainement permis à certains de prendre connaissance des opportunités de formations offertes entre autres par les HES-SO, les universités et les associations « Swiss Made ». Elle a aussi permis de conforter les postulats émis dans la revue de littérature quant aux profils des acteurs prestataires d'IE.

La participation à l'entretien semi-directif s'est révélée intéressante même si nous espérons avoir des échanges avec au moins un acteur par branche d'activités sélectionnées par nos soins c'est-à-dire les activités d'études et conseils pour les affaires, les activités juridiques et comptables, les activités d'enquêtes et de sécurité et les activités financières. Il n'empêche,

nous ne regrettons pas d'avoir initié la réalisation de cet outil qu'est l'entretien semi-directif. Il nous a permis de recueillir des données qualitatives avec notamment des prises de position précises.

L'analyse des opportunités et des axes de développement de l'activité a mis en lumière les activités juridiques et comptables, un domaine qui a tout intérêt à se spécialiser dans l'offre de prestations en IE, mais aussi les PME, un marché en devenir et qui ne doit pas être négligé par les experts en IE.

Enfin, la partie recommandation s'est avérée très intéressante car en nous basant sur nos résultats de recherche, nous avons pu identifier des mesures à mettre en œuvre de la part des experts en IE afin de rendre davantage visible la pratique de cette discipline et surtout que cette dernière gagne en crédibilité et en reconnaissance de la part des clients, de l'État mais aussi des autres corps de métiers.

8.2 Perspectives

Les recommandations mettent en lumière la nécessité pour les acteurs proposant des prestations d'IE d'avoir suivi une formation complète dans la discipline que la HEG Genève et ses partenaires sont en mesure de proposer. Notre participation pourrait aussi s'avérer utile quant à la création d'un annuaire des professionnels de l'IE et aussi la création d'un guide en ligne des professionnels de l'intelligence économique ou pourrait probablement constituer un sujet de travail de bachelor.

Améliorer l'accompagnement des acteurs ne peut se faire sans le concours de ces derniers, lesquels se doivent d'adhérer au code éthique des associations suisses des professionnels de l'IE, améliorer leur référencement et asseoir leur communication. Les associations elles-mêmes, doivent poursuivre leur travail de réseautage auprès des organismes de soutien aux entreprises tels la FER ou encore les CCI. Enfin, la reconnaissance de la pratique de la discipline est indissociable d'un soutien de la Confédération qui se doit d'être partie prenante particulièrement dans l'encadrement juridique de la profession, laquelle pourra alors gagner ses lettres de noblesse et en exclure les éventuelles brebis galeuses.

Au regard du retour d'expérience et des perspectives à venir, les acteurs prestataires d'intelligence économique ont bien une marge de progression perfectible en Suisse et en particulier en Romandie.

D'ailleurs, à la (dé)faveur de la crise actuelle du Covid 19, le vocabulaire de l'intelligence économique a débarqué à l'impromptu sur le devant de la scène. En effet, en février 2020, au début de l'épidémie, la Confédération découvre avec soulagement qu'un des leaders mondiaux de la fabrication de respirateurs se trouve en Suisse mais doit se rendre à l'évidence ; le pays ne fabrique plus de masques depuis un certain temps. Le pays n'a d'autre choix que de passer commande auprès de la Chine. Pour Alexis Pfefferlé : « *Si cette crise agit comme un révélateur de nos manquements et de notre retard, particulièrement dans notre approche de la guerre économique et des stratégies d'intelligence économique, elle sera aussi peut être le moteur des grands chantiers de demain* » (Pfefferlé 2020). Elle pourrait aussi contribuer à la reconnaissance de la profession...

Bibliographie

AGEFI, 2015. Genève vient après Londres et New York. *Agefi* [en ligne]. 05 août 2015. [Consulté le 17 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <http://www.agefi.com/quotidien-agefi/une/detail/edition/2015-08-05/article/k2intelligence-le-groupe-dinvestigation-simplante-en-suisse-avec-un-potentiel-juge-tres-eleve-404125.html>

ATMANI, MEHDI, 2018. L'intelligence économique, une arme méconnue. *PME Magazine* [en ligne]. 06 juin 2018. [Consulté le 17 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.pme.ch/entreprises/2018/04/09/lintelligence-economique-une-arme-meconnue>

AWP, 2018. Les PME veulent saisir les opportunités qu'offrent les changements. *Bilan* [en ligne]. 06 juin 2018. [Consulté le 15 mars 2020]. Disponible à l'adresse : https://www.bilan.ch/entreprises1/les_pme_veulent_saisir_les_opportunites_qu_offrent_les_changements

AWP, 2018. Les PME suisses face à la rude concurrence étrangère. *Bilan* [en ligne]. 30 août 2018. [Consulté le 15 juin 2020]. Disponible à l'adresse : https://www.bilan.ch/entreprises/les_pme_suisses_face_a_la_rude_concurrence_etrangere

BALONDRAGE, Mickael, 2018. Pourquoi L'Intelligence Économique a du mal à trouver sa place dans les entreprises. *Forbes* [en ligne]. 18 juin 2018. [Consulté le 15 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.forbes.fr/business/lintelligence-economique-a-du-mal-a-trouver-sa-place/?cn-reloaded=1&cn-reloaded=1>

BARBEZAT, Marc, 2015. L'intelligence économique : jusqu'où peut-on aller ? *Le décodeur* [en ligne]. 14 janvier 2015. [Consulté le 15 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.ledecodeur.ch/2015/01/14/lintelligence-economique-jusquou-peut-aller/>

BESSON, Sylvain, 2014. Le paradis suisse des investigateurs privés. *Le Temps* [en ligne]. 07 novembre 2014. [Consulté le 15 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.letemps.ch/suisse/paradis-suisse-investigateurs-prives>

BONDOLFI, Sibilla, 2020. Un tiers des entreprises suisses victimes d'espionnage. *Swissinfo* [en ligne]. 04 février 2020. [Consulté le 13 avril 2020]. Disponible à l'adresse : https://www.swissinfo.ch/fre/economie/espionnage-industriel_un-tiers-des-entreprises-suissees-victime-d-espionnage/45526168

BRADLEY, Simon, 2012. Les barbouzes suisses sortent de l'ombre. *Swissinfo* [en ligne]. 23 février 2012. [Consulté le 13 avril 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.swissinfo.ch/fre/economie/les--barbouzes--suissees-sortent-de-l-ombre/32086122>

BREGNARD, Thierry et MADINIER, Hélène, 2017. Quels besoins et pratiques de veille pour les organismes d'aide à l'innovation et les entreprises de l'Arc jurassien ? 14ème journée franco-suisse en intelligence économique et veille stratégique, Neuchâtel, 15 juin 2017 [en ligne]. [Consulté le 25 février 2020] Disponible à l'adresse : <http://www.iveille.ch/wpcontent/uploads/2015/11/webSO-Pr%C3%A9sentation-15-juin-v12juin.pdf>

BROCARD, Martine, 2015. Genève, capitale des détectives privés. *Largeur* [en ligne]. 29 mai 2015. [Consulté le 16 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://largeur.com/?p=4430>

CALMANT, Benjamin, 2014. Comment promouvoir l'intelligence économique en Suisse : propositions concrètes et opérationnelles pour la mise sur pied d'une association professionnelle en intelligence économique en Suisse romande. *Genève : Haute école de gestion de Genève HEG-GE. Travail de bachelor* [en ligne]. 14 juillet 2014. [Consulté le 15 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://core.ac.uk/download/pdf/43660483.pdf>

CALMANT, Benjamin, 2016. Petite histoire de l'Intelligence économique helvétique et romande. *Linkedin* [en ligne]. 18 octobre 2016. [Consulté le 16 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.linkedin.com/pulse/petite-histoire-de-lintelligence-%C3%A9conomique-benjamin-calmant/>

CENTRE TESNIERE, 2017. Projet INTERREG. Plateforme de veille multifonctionnelle WebSO+. *Tesniere.univ-fcomte* [en ligne]. 20 janvier 2017. [Consulté le 13 avril 2020]. Disponible à l'adresse : <http://tesniere.univ-fcomte.fr/projet-webso/>

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES, 2017. Le guide de l'intelligence économique. *Auvergne-rhône-alpes* [en ligne]. 2017. [Consulté le 16 juin 2020]. Disponible à l'adresse : https://www.auvergne-rhone-alpes.cci.fr/sites/default/files/fichier_telechargement/intel-eco_2017_guide_intel-eco.pdf

DELEGATION INTERMINISTERIELLE A L'INTELLIGENCE ECONOMIQUE, 2014. Le guide de l'intelligence économique. *Hachette* [en ligne]. 2014 [Consulté le 12 juin 2020]. Le guide du routard. Disponible à l'adresse : http://www.entreprises.gouv.fr/files/files/directions_services/information-strategique-sisse/routard-guide-intelligence-economique.pdf

DEPARTEMENT FEDERAL DE LA DEFENSE, DE LA PROTECTION ET DES SPORT, 2016. Commentaires sur le court-métrage "En ligne de mire". *vbs.admin.ch* [en ligne]. Juin 2016. [Consulté le 25 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.vbs.admin.ch/fr/ddps/organisation/unites-administratives/service-renseignement.detail.document.html/vbs-internet/fr/documents/servicederenseignement/espionnage-economique/Erl%C3%A4uterungen-zum-Kurzfilm-lm-Visier-fr.pdf.html>

DEPARTEMENT FEDERAL DE LA DEFENSE, DE LA PROTECTION ET DES SPORT, 2019a. Rapport sur les projets du DDPS - Appréciation des projets au 31.12.2018. *vbs.admin.ch* [en ligne]. 2018. [Consulté le 25 mars 2020]. Disponible à l'adresse : https://www.vbs.admin.ch/fr/home/recherche/masque-recherche.detail.document.html/vbs-internet/fr/documents/rapports-sur-les-projets/80_191_f_Projektbericht_VBS_2018_web.pdf.html

DEPARTEMENT FEDERAL DE LA DEFENSE, DE LA PROTECTION ET DES SPORT, 2019b. Prophylax. *vbs.admin.ch* [en ligne]. 2019. [Consulté le 25 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.vbs.admin.ch/fr/home/recherche/masque-recherche.detail.publication.html/vbs-internet/fr/publications/servicederenseignement/SRC-Prophylax.pdf.html>

DEPARTEMENT FEDERAL DE LA DEFENSE, DE LA PROTECTION ET DES SPORT, 2020. Management Summary Etude "Wirtschaftsspionage in der Schweiz". *vbs.admin.ch* [en ligne]. 2020. [Consulté le 25 mars 2020]. Disponible à l'adresse : https://www.vbs.admin.ch/fr/home/recherche/masque-recherche.detail.document.html/vbs-internet/fr/documents/servicederenseignement/espionnage-economique/Etude_Wirtschaftsspionage_MS_fr.pdf.html

DIREECTE, 2018. Les principaux acteurs de l'intelligence économique en Île-de-France. *Direecte* [en ligne]. Mars 2018. [Consulté le 16 juin 2020]. Disponible à l'adresse : (http://idf.direccte.gouv.fr/sites/idf.direccte.gouv.fr/IMG/pdf/depliant_intelligence_economique_vok_web2.pdf)

ECOLE DE GUERRE ECONOMIQUE, 2016. Les dessous de l'affaire Volkswagen. *EGE* [en ligne]. Juin 2016. [Consulté le 16 mars 2020]. Disponible à l'adresse : https://www.ege.fr/download/affaire_volkswagen_GE2016.pdf

ETIENNE, Richard, 2016. L'intelligence économique prolifère dans le canton. *Tribune de Genève* [en ligne]. 17 octobre 2016. [Consulté le 15 mars 2020]. Disponible à l'adresse : https://www.tdg.ch/economie/entreprises/intelligence-economique-prolifere-canton/story/17882033?gclid=Cj0KCQjwm9D0BRCMARIsAlfvfIZ0iKezl20XiZqmL0rXyQT1E_vqw2Tq1Gos2d3Way1dp3HygwAabQBsaAlVxEALw_wcB

GENEVA-INTELLIGENCE, 2018. Services. *Geneva-intelligence* [en ligne]. 2018. [Consulté le 15 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.geneva-intelligence.ch/services-3>

GENEVA-INTELLIGENCE, 2018. L'intelligence économique, une arme méconnue. Pour approfondir l'article de PME Magazine. *Geneva-intelligence* [en ligne]. 2018. [Consulté le 15 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.geneva-intelligence.ch/wp-content/uploads/2018/04/ArticlePMEMag.pdf>

GOGNIAT, Valère, 2014. L'intelligence économique sera enseignée à l'UNIL. *Le Temps* [en ligne]. 20 juin 2014. [Consulté le 10 avril 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.letemps.ch/economie/lintelligence-economique-sera-enseignee-lunil>

GOGNIAT, Valère, 2014. Les PME dans le flou en matière d'intelligence économique. *Le Temps* [en ligne]. 02 octobre 2014. [Consulté le 10 avril 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.letemps.ch/economie/pme-flou-matiere-dintelligence-economique>

GREL, Charlène 2018. Intelligence artificielle et intelligence économique : un avenir conjoint ? *Portail de l'IE* [en ligne]. 26 mars 2018. [Consulté le 15 juin 2020]. Disponible à l'adresse : <https://portail-ie.fr/analysis/1781/intelligence-artificielle-et-intelligence-economique-un-avenir-conjoint>

GROFF, Pierre-Alexandre, 2018. L'intelligence économique, un outil indispensable pour les PME suisses. *Portail de l'IE* [en ligne]. 13 juillet 2018. [Consulté le 15 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://portail-ie.fr/analysis/1914/lintelligence-economique-un-outil-indispensable-pour-les-pme-suisses>

GUENIAT, Marc, 2012. L'intelligence économique prolifère en Suisse. *Bilan* [en ligne]. 29 février 2012. [Consulté le 15 mars 2020]. Disponible à l'adresse : https://www.bilan.ch/economie/l_intelligence_economique_prolifere_en_suisse

HANHARDT REDONDO, Sandrine, 2019. L'intelligence économique au service du conseil d'administration. *Agefi* [en ligne]. 05 mai 2019. [Consulté le 16 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.agefi.com/home/acteurs/detail/edition/online/article/lintelligence-economique-au-service-du-conseil-487571.html>

HARBULOT, Christian, 2018. Une approche suisse de l'intelligence économique. *Infoguerre* [en ligne]. 05 septembre 2018. [Consulté le 15 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://infoguerre.fr/2018/09/approche-suisse-de-lintelligence-economique/>

HOFFSTETTER, Matthieu, 2013. En Suisse, l'intelligence économique a du retard. *Tribune de Genève* [en ligne]. 04 juillet 2013. [Consulté le 15 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.tdg.ch/economie/suisse-intelligence-economique-retard/story/10763526>

JVEILLE, 2020. Prochaine journée. *Jveille* [en ligne]. 2020. [Consulté le 9 avril 2020]. Disponible à l'adresse : <http://www.jveille.ch/anciennes-journees/prochaine-journee/>

MADINIER, Hélène et REY, Raphaël, 2016. Intelligence économique. Guide à l'attention des PME de Suisse Romande. *Jveille* [en ligne]. 2ème édition, février 2016 (liens mis à jour en janvier 2017). [Consulté le 15 mars 2020]. Disponible à l'adresse : http://www.jveille.ch/wp-content/uploads/2019/02/guide_ie_pme_version_16_17.pdf

MORINA, Amanda et RACINE, Alexandre, 2014. Pratiques et besoins de veille dans les PME de Suisse romande [en ligne]. Haute école de gestion de Genève. Travail de Bachelor. [Consulté le 25 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://doc.rero.ch/record/232941>

MURCA MORGADO, Patricia, 2016. Intelligence économique : terminologie et maturité de la discipline : approche comparée [en ligne]. Haute école de gestion de Genève : travail de Bachelor. [Consulté le 17 mars 2020]. Disponible à l'adresse : http://doc.rero.ch/record/278101/files/TDB_Morgado_Patricia.pdf

NETPME, 2018. Intelligence économique : comment protéger l'information stratégique ? *NetPME* [en ligne]. 07 août 2018. [Consulté le 16 avril 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.netpme.fr/conseil/intelligence-economique-protoger-information-strategique/>

PERCIA DAVID, Dimitri et MERMOUD, Alain, 2016. L'Intelligence Économique : du renseignement militaire au renseignement privé. *Swissintell* [en ligne]. 09 mai 2016. [Consulté le 16 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://swissintell.ch/lintelligence-economique-du-renseignement-militaire-au-renseignement-prive/>

PFEFFERLE, Alexis, 2019. Une année d'espionnage en Suisse, revue 2018. *Le Temps* [en ligne]. 02 janvier 2019. [Consulté le 13 avril 2020]. Disponible à l'adresse : <https://blogs.letemps.ch/alexis-pfefferle/2019/01/02/une-annee-despionnage-en-suisse-revue-2018/>

PFEFFERLE, Alexis, 2020. Comme une guerre économique de retard. *Le Temps* [en ligne]. 07 avril 2020. [Consulté le 13 avril 2020]. Disponible à l'adresse : <https://blogs.letemps.ch/alexis-pfefferle/author/alexis-pfefferle/>

PORTAIL DE L'INTELLIGENCE ECONOMIQUE, 2019. [Conversation] - Interview de Joël Pastre, président et fondateur de Global Risk Profile. *Portail-ie* [en ligne]. 20 mai 2019. [Consulté le 13 avril 2020]. Disponible à l'adresse : <https://portail-ie.fr/analysis/2132/conversation-interview-de-joel-pastre-president-et-fondateur-de-global-risk-profile>

REY, Raphaël, 2014. Élaboration de stratégies de veille pour les structures offrant un accompagnement aux start-up [en ligne]. Haute école de gestion de Genève. Mémoire de Master [Consulté le 25 février 2020]. Disponible à l'adresse : <http://doc.rero.ch/record/232837>

REY, Raphaël, 2015. La veille et l'intelligence économique dans le marché de l'emploi en Suisse romande. *Ressi* [en ligne]. 15 décembre 2015. [Consulté le 02 avril 2020]. Disponible à l'adresse : <http://www.ressi.ch/taxonomy/term/80>

RTS, 2020. Mehdi Atmani élu journaliste de l'année pour sa web-série diffusée sur la RTS. *RTS* [en ligne]. 15 février 2013. [Consulté le 15 juin 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.rts.ch/info/suisse/11285859-mehdi-atmani-elu-journaliste-de-lannee-pour-sa-webserie-diffusee-sur-la-rts.html>

SELEGNY, Grégoire, 2013. Avocats d'affaires et intelligence économique, une synergie (devenue) naturelle. *Portail-IE* [en ligne]. 15 février 2013. [Consulté le 15 juin 2020]. Disponible à l'adresse : <https://portail-ie.fr/analysis/704/avocats-daffaires-et-intelligence-economique-une-synergie-devenue-naturelle>

SWISSINTELL, 2019. Éducation. *Swissintell* [en ligne]. 2019. [Consulté le 15 mars 2020]. Disponible à l'adresse : <https://swissintell.ch/education/>

TEXIER, Bruno, 2012. Les formations en intelligence économique au défi du chômage. *Infomag* [en ligne]. 01 mars 2012. [Consulté le 02 avril 2020]. Disponible à l'adresse : <https://www.archimag.com/article/les-formations-en-intelligence-%C3%A9conomique-au-d%C3%A9fi-du-ch%C3%B4mage>

Annexe 1 : Mentions de l'IE et ses autres appellations dans les bases de données

	Kompass	Swissfirms	Local.ch	Zefix	Orbis
Intelligence économique	10	2	3	1	0
Competitive intelligence/ Intelligence concurrentielle	5	0	1	0	0
Business intelligence	22	12	14	0	0
Veille concurrentielle	6	0	0	0	0
Intelligence stratégique	20	0	3	2	0
Market intelligence/Intelligence de marché	8	0	5	4	0
Intelligence	31	27	49	1	0

(Bourgeois Béatrice, 2020)

Annexe 2 : Mots-clés et activités associés à la pratique de l'IE

	Agences d'investigation/Détectives : Activités d'enquêtes et de sécurité	Cabinets d'avocats/Fiduciaires : Activités juridiques et comptables	Cabinets privés de conseils : Activités financières/ Activités d'études et de conseil pour les affaires
local.ch	<p>Audit de sécurité : 4</p> <p>Agence de détectives privés : 29</p> <p>Agence d'investigation : 6</p> <p>Agence d'investigation économique : 2</p> <p>Conseil en sécurité détective : 1</p> <p>Détective information économique : 1</p> <p>Enquête et sécurité : 10</p> <p>Investigation : 26</p> <p>Renseignement économique : 2</p> <p>Services de détectives : 0</p>	<p>354 Cabinets Avocat conseil :</p> <p>Parmi lesquels :</p> <p>Conseil fiscal, expert-comptable, expert fiscal, conseil d'entreprise, expertise : 149</p> <p>Conseil économie : 35</p> <p>Conseil stratégie : 14</p> <p>Cabinets privés de conseil économique : 6</p> <p>Cabinets privés de conseil : 65</p>	<p>Cabinets privés de conseils : 2</p> <p>Conseil économique : 5</p> <p>Conseil en développement économique : 0</p> <p>Conseil en stratégie d'entreprise : 5</p> <p>Cybersécurité : 1</p> <p>Étude stratégique : 1</p> <p>Gestion des risques : 6</p> <p>Information stratégique : 2</p> <p>Intelligence économique : 3</p> <p>Intelligence financière : 1</p> <p>Investigation économique : 0</p> <p>Prévention des risques : 1</p> <p>Stratégie globale : 1</p> <p>Veille économique : 4</p> <p>Veille stratégique : 2</p> <p>Veille technologique : 5</p>
kompass	<p>Audit de sécurité : 0</p> <p>Agence de détective privé : 7</p> <p>Agence d'investigation : 4</p> <p>Agence d'Investigation économique : 4</p> <p>Conseil en sécurité détective : 0</p> <p>Détective information économique : 0</p>	<p>Cabinets d'avocats : description peu précise</p> <p>Exemple : 3 cabinets d'avocats spécialisés en droit des affaires</p>	<p>Cabinets privés de conseils : 2</p> <p>Conseil économique : 0</p> <p>Conseil en développement économique : 4</p> <p>Conseil en stratégie d'entreprise : 11</p> <p>Cybersécurité : 1</p>

	<p>Enquête et sécurité : 4</p> <p>Investigation : 4</p> <p>Renseignement économique : 1</p> <p>Services de détectives : 10</p>		<p>Étude stratégique : 5</p> <p>Gestion des risques : 3</p> <p>Information stratégique (conseil en développement industriel) : 16</p> <p>Intelligence économique : 6</p> <p>Intelligence financière : 7</p> <p>Investigation économique : 1</p> <p>Prévention des risques : 0</p> <p>Renseignement économique : 2</p> <p>Stratégie globale : 4</p> <p>Veille économique : 5</p> <p>Veille stratégique : 14</p> <p>Veille technologique : 10</p>
swissfirms	<p>Audit de sécurité : 0</p> <p>Agence de détectives privés : 0</p> <p>Agence d'investigation : 1</p> <p>Agence d'investigation économique : 0</p> <p>Conseil en sécurité détective: 0</p> <p>Détective information économique : 0</p> <p>Enquête et sécurité : 1</p> <p>Investigation : 1</p> <p>Renseignement économique : 1</p> <p>Services de détectives : 0</p>	<p>Avocats : 66</p> <p>Conseil fiscal : 21</p> <p>Expert-comptable : 4</p> <p>Expert fiscal : 2</p> <p>Conseil d'entreprise : 23</p> <p>Expertise : 161</p> <p>Conseil économie : 0</p> <p>Conseil stratégie : 0</p> <p>Cabinets privés de conseil économique : 0</p> <p>Cabinets privés de conseil : 0</p>	<p>Cabinets privés de conseils 0</p> <p>Conseil économique : 2</p> <p>Conseil en développement économique : 3</p> <p>Conseil en stratégie d'entreprise : 1</p> <p>Cybersécurité. 4</p> <p>Étude stratégique : 0</p> <p>Gestion des risques : 5</p> <p>Information stratégique : 0</p> <p>Intelligence économique : 2</p> <p>Intelligence financière : 0</p> <p>Investigation économique : 0</p> <p>Prévention des risques : 0</p> <p>Stratégie d'entreprise : 6</p> <p>Stratégie globale : 2</p> <p>Veille économique : 0</p> <p>Veille stratégique : 0</p>

			Veille technologique : 6
ZEFIX	<p>Audit de sécurité : 0</p> <p>Agence de détectives privés : 1</p> <p>Agence d'investigation : 1</p> <p>Agence d'investigation économique : 0</p> <p>Conseil en sécurité détective: 0</p> <p>Détective information économique : 0</p> <p>Enquête et sécurité : 0</p> <p>Intelligence : 4</p> <p>Investigation :9</p> <p>Renseignement économique : 0</p> <p>Services de détectives : 1</p>	<p>Avocats : 2</p> <p>Conseil fiscal, expert-comptable, expert fiscal, conseil d'entreprise, expertise : 201</p> <p>Conseil économie : 0</p> <p>Conseil stratégie : 0</p> <p>Cabinets privés de conseil économique : 0</p> <p>Cabinets privés de conseil : 2</p>	<p>Cabinets privés de conseils 0</p> <p>Conseil économique : 2</p> <p>Conseil en développement économique : 0</p> <p>Conseil en stratégie d'entreprise : 0</p> <p>Cybersécurité : 1</p> <p>Étude stratégique : 2</p> <p>Gestion de crise/risques : 0</p> <p>Information stratégique : 1</p> <p>Intelligence économique : 1</p> <p>Intelligence financière : 0</p> <p>Investigation économique : 0</p> <p>Prévention des risques : 0</p> <p>Stratégie d'entreprise : 0</p> <p>Stratégie globale : 0</p> <p>Veille économique : 0</p> <p>Veille technologique : 0</p> <p>Veille stratégique : 0</p>

(Bourgeois Béatrice, 2020)

Annexe 3 : Cabinets privés de conseils

Activités financières/ Activités d'études et de conseil pour les affaires

Cantons	Entreprises sélectionnées	Principaux mots-clés associés
Fribourg	8	Stratégie globale Conseil en stratégie d'entreprise Veille technologique Information stratégique Intelligence concurrentielle
Genève	60	Business intelligence Gestion des risques Conseil en stratégie d'entreprise Conseil économique Stratégie Stratégie globale Veille économique Veille technologique Intelligence Intelligence économique Intelligence financière Intelligence concurrentielle Intelligence de marché Information stratégique Etude stratégique Cybersécurité
Jura	2	Conseil en stratégie d'entreprise Gestion des risques Intelligence stratégique
Neuchâtel	9	Conseil en stratégie d'entreprise Veille technologique Veille stratégique Intelligence Intelligence économique Intelligence concurrentielle Intelligence stratégique

		Intelligence de marché Etude stratégique Information stratégique Stratégie d'entreprise
Valais	2	Business intelligence Veille économique Gestion de crise
Vaud	32	Business intelligence Gestion de crise Information stratégique Veille économique Veille technologique Conseil en stratégie d'entreprise Intelligence Intelligence financière Intelligence économique Intelligence stratégique Intelligence de marché Etude stratégique Conseil économique Renseignement économique Stratégie globale Cybersécurité
Total	113	

(Bourgeois Béatrice, 2020)

Annexe 4 : Agences d'investigation/Détectives

Activités d'enquêtes et de sécurité

Cantons	Entreprises sélectionnées	Principaux mots-clés associés
Fribourg	6	Investigation
Genève	33	Audit de sécurité Détective information économique Information économique Intelligence Investigation Investigation économique Renseignement économique
Jura	0	
Neuchâtel	4	Investigation
Valais	10	Audit et sécurité Intelligence Investigation Investigation économique Renseignement économique
Vaud	23	Investigation Investigation économique
Total	76	

(Bourgeois Béatrice, 2020)

Annexe 5 : Cabinets d'avocats

Activités juridiques

Cantons	Entreprises sélectionnées	Principaux mots-clés associés
Fribourg	9	Conseil économie Conseil stratégie Conseil fiscal Conseil d'entreprise Propriété intellectuelle Droit de l'informatique Droit commercial Droit des affaires Protection des données
Genève	62	Conseil économie Conseil stratégie Conseil fiscal Conseil d'entreprise Propriété intellectuelle Droit de l'informatique Droit commercial Droit des affaires Protection des données
Jura	5	Conseil économie Conseil stratégie Conseil fiscal Conseil d'entreprise Propriété intellectuelle Droit de l'informatique Droit commercial Droit des affaires Protection des données
Neuchâtel	13	Conseil économie Conseil stratégie

		Conseil fiscal Conseil d'entreprise Propriété intellectuelle Droit de l'informatique Droit commercial Droit des affaires Protection des données
Valais	10	Conseil économie Conseil stratégie Conseil fiscal Conseil d'entreprise Propriété intellectuelle Droit de l'informatique Droit commercial Droit des affaires Protection des données
Vaud	31	Conseil économie Conseil stratégie Conseil fiscal Conseil d'entreprise Propriété intellectuelle Droit de l'informatique Droit commercial Droit des affaires Protection des données
Total	130	

(Bourgeois Béatrice, 2020)

Annexe 6 : Fiduciaires

Activités comptables

Cantons	Entreprises sélectionnées	Principaux mots-clés associés
Fribourg	5	Conseil économie Conseil fiscal Conseil d'entreprise Expertise Conseil stratégie
Genève	39	Conseil économie Conseil fiscal Conseil d'entreprise Expertise Conseil stratégie
Jura	2	Conseil économie Conseil fiscal Conseil d'entreprise Expertise Conseil stratégie
Neuchâtel	5	Conseil économie Conseil fiscal Conseil d'entreprise Expertise Conseil stratégie
Valais	7	Conseil économie Conseil fiscal Conseil d'entreprise Expertise Conseil stratégie
Vaud	20	Conseil économie Conseil fiscal Conseil d'entreprise Expertise Conseil stratégie
Total	78	

Annexe 7 : Enquête en ligne

Enquête en ligne

Intelligence Économique : Analyse stratégique des acteurs prestataires d'Intelligence Économique en Suisse romande

Genève, le 20 mai 2020

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de mon travail de Master Sciences de l'Information à la Haute Ecole de Gestion- SO Genève (www.hesge.ch/heg) dirigé par le Pr Hélène Madinier et sous le mentorat de M. Christian Aghroum, fondateur géant de SoCoA, entreprise vaudoise de conseil, je mène actuellement une étude sur les acteurs prestataires d'Intelligence Économique en Suisse romande.

La notion d'Intelligence Économique recouvre l'ensemble des actions coordonnées de recherche, de traitement et de distribution, en vue de son exploitation, de l'information utile aux acteurs économiques.

Depuis quelques années, la Suisse romande est devenue une place incontournable pour les entreprises prestataires d'Intelligence Économique. Confrontées à une concurrence mondiale accrue, ces dernières se doivent de demeurer compétitives tant au niveau national qu'international. Des efforts de clarification de l'offre des prestataires en Intelligence Économique doivent aussi se poursuivre.

Ce questionnaire a pour but de mieux connaître le paysage romand des acteurs de d'Intelligence Économique en Suisse romande, leur type, leur positionnement, leur avis et leurs besoins en matière de charte éthique.

Il s'agit aussi de faire évoluer positivement l'image des acteurs prestataires d'Intelligence Économique, lesquels pourront être au plus clair sur la concurrence et pourront enfin bénéficier de données statistiques et de visualisations fiables sur leur profession.

Nous vous remercions de bien vouloir répondre à ce questionnaire avant le 10 juin 2020.

Le questionnaire dure environ 10 minutes.

Les informations fournies ne seront utilisées qu'à des fins statistiques, vos données nominatives demeureront strictement confidentielles et seront détruites par la suite. Elles ne seront en aucun cas transmises à des tiers ni exploitées à des fins commerciales.

Nous vous remercions d'avance pour votre participation. En contrepartie, nous vous proposons l'accès gratuitement aux résultats de cette étude. Vous pourrez ainsi comparer vos pratiques et votre positionnement par rapport aux autres prestataires d'Intelligence Économique en Suisse romande.

Pour toute question complémentaire, je reste à votre disposition.

Béatrice Bourgeois, étudiante en Master IS (Sciences de l'Information)

beatrice.bourgeois@etu-hesge.ch

Questionnaire

Votre perception de l'Intelligence Économique

1. Votre société propose t'elle des prestations en Intelligence Économique ? *

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- ☐ Oui
- ☐ Non

2. A quel(s) mot(s) associez-vous le terme « Intelligence Économique » (plusieurs réponses possibles)

Veuillez choisir toutes les réponses qui conviennent :

- ☐ Renseignement économique
- ☐ Veille concurrentielle
- ☐ Surveillance
- ☐ Business Intelligence
- ☐ Investigation économique
- ☐ Autre :

3. Aujourd'hui, en Suisse, l'Intelligence Économique est confondue avec l'espionnage économique : *

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- ☐ Souvent
- ☐ Parfois
- ☐ Jamais

4. D'après vous, l'Intelligence Économique est-elle un secteur en manque d'éthique ? *

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- ☐ Oui
- ☐ Non

5. Quelles sont, selon vous, les principales difficultés que rencontrent les prestataires d'Intelligence Économique quant à la promotion de ce secteur d'activité ? (Plusieurs réponses possibles)

Veuillez choisir toutes les réponses qui conviennent :

- ☐ Méconnaissance de l'activité de la part d'une potentielle clientèle
- ☐ Manque de moyens financiers
- ☐ Manque de moyens humains
- ☐ Manque de temps
- ☐ Réputation de la profession
- ☐ Absence d'une charte éthique commune

6. Êtes-vous membre d'une association suisse spécialisée en Intelligence Économique (Clusis, Swissintell, Association Suisse des Professionnels de l'Investigation et du Renseignement Économique) ? *

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- ☐ Oui
- ☐ Non

7. Êtes-vous membre d'une association étrangère spécialisée en Intelligence Économique? *

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- ☐ Oui
- ☐ Non

8. Connaissez-vous les offres de formations fournies par les associations suisses spécialisées en Intelligence Économique et la Haute École de Gestion ? *

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- ☐ Oui
- ☐ Non

Votre société

9. On peut répertorier les acteurs en Intelligence Économique par catégorie. Dans quelle catégorie situez-vous votre société : *

Au besoin, veuillez préciser le champ 'Si autre, laquelle ?'.

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- ☐ Activités financières
- ☐ Communication/Marketing/Information
- ☐ Défense
- ☐ Études et Conseils pour les affaires
- ☐ Informatique
- ☐ Activités juridiques et comptables
- ☐ Activités d'enquêtes et de sécurité
- ☐ Autre
- ☐ Si autre, laquelle ?

10. Siège social de votre société : *

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- ☐ Suisse
- ☐ France
- ☐ Royaume-Uni
- ☐ Si autre, lequel ?

11. Canton de résidence de votre société : *

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- ☐ Fribourg
- ☐ Genève
- ☐ Jura
- ☐ Neuchâtel
- ☐ Valais
- ☐ Vaud

12. Effectif de la société (au niveau romand) : *

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- ☐ De 1 à 9 salariés

- ☐ De 10 à 19 salariés
- ☐ De 20 à 29 salariés
- ☐ De 30 à 39 salariés
- ☐ De 40 à 49 salariés
- ☐ De 50 à 99 salariés
- ☐ Plus de 100 salariés

13. Chiffre d'affaire (en francs suisses) (facultatif) *

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- ☐ De 0 à 99 000
- ☐ De 100 000 à 199 000
- ☐ De 200 000 à 299 000
- ☐ De 300 000 à 399 000
- ☐ Plus de 400 000

14. Quel est le pourcentage de Chiffre d'affaire réalisé hors de Suisse ? (Facultatif) *

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- ☐ 0%
- ☐ 10% à 20%
- ☐ 20% à 30%
- ☐ Plus de 30%

15. Quels services proposez-vous ? (Plusieurs réponses possibles) *

Veuillez choisir toutes les réponses qui conviennent :

- ☐ Analyse SWOT
- ☐ Audit de gestion de l'information
- ☐ Audit en cybersécurité
- ☐ Conseils juridiques
- ☐ Enquêtes et litiges
- ☐ E-réputation
- ☐ Étude concurrentielle et de marché
- ☐ Étude marketing
- ☐ Investigation économique et Due Intelligence
- ☐ Lobbying
- ☐ Sondages d'opinion
- ☐ Veille et analyse concurrentielle
- ☐ Veille et analyse prospective
- ☐ Veille géostratégique

- ☐ Autre :

- ☐ Si autre, lequel ? :

16. Combien de missions/ dossiers en Intelligence Économique traitez-vous annuellement ? (Facultatif) *

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- ☐ 1 à 9
- ☐ 10 à 19
- ☐ 20 à 30
- ☐ Plus de 30

17. Zone d'activité de votre société : *

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- ☐ Cantonale
- ☐ Régionale (y compris frontalière)
- ☐ Nationale
- ☐ Internationale

Pratiques de l'activité

18. Quels types de sources utilisez-vous régulièrement ? (Plusieurs réponses possibles)

Veuillez choisir toutes les réponses qui conviennent :

- ☐ Bases de données
- ☐ Études et rapports
- ☐ Presse et médias (papier et en ligne)
- ☐ Services web gratuits
- ☐ Services web payants
- ☐ Réseaux sociaux
- ☐ Sources humaines (experts comptables, détectives, conseillers juridiques)
- ☐ Salons et manifestations professionnelles
- ☐ Structure de promotion économique (associations faïtières, chambres économiques)
- ☐ Autres

19. Quels sont les principaux abonnements auxquels vous avez souscrit ? (Revue spécialisée, bases de données...)

(plusieurs réponses possibles)
Veuillez écrire votre(vos) réponse(s) ici :

- 1
- 2
- 3

20. Quels outils utilisez-vous pour la collecte des informations :

Veuillez choisir toutes les réponses qui conviennent :

- ☐ Agents d'alerte (Google...)
- ☐ Contacts téléphoniques
- ☐ Flux RSS/ agrégateurs de flux

- ☐ Outils de recherche sur Internet (moteurs/métamoteurs)
- ☐ Outils de surveillance
- ☐ Réseaux sociaux
- ☐ Visite/voyages
- ☐ Autre :

21. Quels principaux logiciels de veille et de recherche d'information utilisez-vous ? (Facultatif)

Veuillez écrire votre(vos) réponse(s) ici :

- 1
- 2
- 3
- 4

22. Externalisez-vous certaines activités en rapport avec l'Intelligence Économique ?

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- ☐ Oui
- ☐ Non

23. Si oui, laquelle ou lesquelles ?

Veuillez choisir toutes les réponses qui conviennent :

- ☐ Recherche d'information
- ☐ Traitement de l'information
- ☐ Diffusion de l'information

Vos clients

24. Quels sont les effectifs moyens de vos principaux clients ?

Veuillez choisir toutes les réponses qui conviennent :

- ☐ 1 à 49 salariés
- ☐ 50 à 99 salariés
- ☐ 100 à 149 employés
- ☐ 150 à 199 employés
- ☐ Plus de 200 employés

25. Quels sont les principaux secteurs d'activité de votre clientèle (Choisir 4 secteurs)

Veuillez choisir toutes les réponses qui conviennent :

- ☐ Administration
- ☐ IT/Informatique
- ☐ Services Assurance Banque
- ☐ Légal/juridique
- ☐ Médias
- ☐ Culture
- ☐ Santé/Social

- ☐ Pharmacie/Chimie
- ☐ Industrie
- ☐ Agriculture
- ☐ Alimentation
- ☐ Télécommunication
- ☐ Énergie
- ☐ Armement
- ☐ Vente/Distribution
- ☐ Tourisme
- ☐ Immobilier
- ☐ Comptabilité
- ☐ Autre

26. Quelles sont les principales demandes de la clientèle en matière d'Intelligence Économique ? (Choisir au maximum 4 prestations) :

Veuillez choisir toutes les réponses qui conviennent :

- ☐ Analyse SWOT
- ☐ Audit de gestion de l'information
- ☐ Audit en cybersécurité
- ☐ Conseils juridiques
- ☐ Enquêtes et litiges
- ☐ E-réputation
- ☐ Étude concurrentielle et de marché
- ☐ Étude marketing
- ☐ Investigation économique et Due Diligence
- ☐ Lobbying
- ☐ Sondages d'opinion
- ☐ Veille et analyse concurrentielle
- ☐ Veille et analyse prospective
- ☐ Veille géostratégique

27. Principaux lieux de résidence de la clientèle (4 choix au maximum)

Veuillez choisir toutes les réponses qui conviennent :

- ☐ Fribourg
- ☐ Genève
- ☐ Jura

- ☐ Neuchâtel
- ☐ Valais
- ☐ Vaud
- ☐ Suisse Alémanique
- ☐ France
- ☐ Royaume-Uni
- ☐ Autre

Performance

28. Quels canaux utilisez-vous essentiellement pour promouvoir vos prestations ?

Veuillez choisir toutes les réponses qui conviennent :

- ☐ Le site Web
- ☐ Le blogue
- ☐ La Newsletter
- ☐ Les posts sur les médias sociaux
- ☐ Les documents à télécharger (livre blanc)
- ☐ Les bannières publicitaires
- ☐ Les webinaires
- ☐ Les dépliants, affiches, etc
- ☐ Les événements spéciaux, conférences, etc.
- ☐ Autres

29. Quel mot ou expression clé utilisez-vous pour vous démarquer de la concurrence ?

Veuillez écrire votre réponse ici :

Charte éthique

30. Seriez-vous intéressé par la mise en place en Suisse d'une charte éthique commune à la profession (Cabinets de conseils privés, Agences d'investigation et de détectives, Cabinets d'avocat et fiduciaires) ? *

Veuillez sélectionner une seule des propositions suivantes :

- ☐ Oui
- ☐ Non

31. Indiquez par ordre de préférence les valeurs et les buts de cette charte éthique

Numérotez chaque case dans l'ordre de vos préférences de 1 à 4

<input type="text"/>	Respect des règles de la libre concurrence et rejet de la corruption
<input type="text"/>	Loyauté vis-à-vis de l'entreprise, notamment en évitant les conflits d'intérêts
<input type="text"/>	Promouvoir une pratique professionnelle performante et responsable
<input type="text"/>	Favoriser la communication avec les institutions, les politiques et le judiciaire

32. Si vous avez des commentaires

Veuillez écrire votre réponse ici :

Facultatif

33. Les coordonnées de votre société (à compléter afin de recevoir les résultats de l'étude)

Veuillez écrire votre(vos) réponse(s) ici :

- Nom, Prénom :
- Société :
- Fonction :
- Email :
- Téléphone :

En vous remerciant de vos réponses

Annexe 8 : Principaux abonnements

- Bloomberg Terminal : système logiciel informatique permettant aux professionnels de la finance et de l'industrie de surveiller et analyser les données du marché financier en temps réel.
- Le Financial Times : quotidien économique et financier britannique et considéré comme le quotidien économique de référence en Europe.
- Les rapports sectoriels HVS tels Statista, des rapports statistiques de l'industrie
- Darts ip : base de données, rapports et analyses qui répertorie et analyse toute information et décision rendue en matière de propriété intellectuelle
- Patbase, dwpi : bases de données internationales sur les brevets
- LexiNexis : fournisseur des solutions d'information et d'analyse pour les professionnels du droit et du chiffre.
- Teledata : plateforme d'informations d'affaires quotidiennes sur les entreprises en Suisse.
- Info4c : fournisseur mondial d'informations organisées et ciblées pour les exigences légales et la conformité.
- Questel Orbit : logiciel et un prestataire de services pour les secteurs de la propriété intellectuelle, du droit des marques et de l'innovation
- Lexology : fournit des analyses et des informations juridiques internationales pour les cabinets d'avocats.
- Mintel : fournisseur mondial d'études de marché.
- Euromonitor : fournisseur mondial d'études de marché stratégiques.
- Kantar : est une entreprise dédiée au conseil et aux études de marché et marketing.
- Nielsen : une société internationale des services d'information, des systèmes d'analyse et des outils de recherche marketing.
- Le Temps : presse généraliste
- Bilan : magazine économique de référence en Suisse. Suivez l'actu économique, financière, des entreprises... suisses et internationales
- Agefi : quotidien électronique et hebdomadaire papier spécialisé dans la finance
- Usine nouvelle : magazine hebdomadaire français de presse écrite consacré à l'économie et aux technologies dans le monde industriel.
- Intelligenceonline : publication professionnelle sur la communauté du renseignement et les cabinets d'intelligence économique
- Gotham : logiciel utilisé pour la lutte contre le terrorisme, la fraude et la cybercriminalité.

Annexe 9 : Questions entretien semi-directif

1. Comment décririez-vous l'état actuel de la pratique, par votre profession, de l'intelligence économique (IE) en Romandie ? Quels sont, selon vous, les différents profils des acteurs prestataires d'IE ?
2. Quelles sont les spécificités de l'IE dans votre secteur d'activité ?
3. Selon vous, en quoi les acteurs prestataires en IE sont-ils en phase de croissance en Suisse romande ? Quels seraient éventuellement les freins à cette croissance ?
4. Quels facteurs poussent une entreprise nationale ou internationale à faire appel à des acteurs prestataires en IE installés en Romandie ?
5. Quels facteurs poussent une entreprise nationale ou internationale à faire appel à votre secteur d'activité ?
6. A combien estimez-vous le nombre d'acteurs prestataires d'IE en Suisse romande de manière générale et dans votre branche d'activités en particulier ?
7. Quels seraient les meilleurs moyens que votre profession devrait mettre en place pour développer cette discipline au sein des PME en particulier ?
8. L'IE est parfois associée à la corruption. Quels conseils suggériez-vous pour donner ses lettres de noblesse à cette discipline ?
9. Comment voyez-vous l'évolution des acteurs prestataires d'IE en Romandie d'ici 5 ans ? Et dans 10 ans ?